



# ANAYAK

CORRESPONDANCE  
BI-MENSUELLE

DES PRÊTRES BASQUES EN EXIL

N° 2

1<sup>er</sup> FÉVRIER

1 9 3 9



## SOMMAIRE :

VIOLENCE, JAMAIS.  
ANAI-EREDU.  
FACE A L'AVENIR.  
REPNSES A NOS CORRESPON-  
DANTS.  
LA PAIX ET LA GUERRE...  
ECHOS DE L'EXIL.  
TOUJOURS LA CALOMNIE.  
DOCUMENTS.

PRIX  
50  
CTS.

852 8555

Rédac. et Adm., 5, rue Quentin-Bauchart, Paris-8<sup>e</sup>. — Tél.: BAL 13-71.

## VIOLENCE, JAMAIS !

par le Chanoine ONAINDIA.

L'ANNEE 1938 s'en est allée sur un geste de tristesse. Elle n'a pas su fermer les blessures béantes de la Chine et de l'Espagne, d'où jaillit à torrents le sang de nos frères. En Europe Centrale, au milieu de la stupeur de tous les peuples, elle a assisté à la foudroyante absorption de l'Autriche par l'insatiable « plus grande Allemagne ». La Tchécoslovaquie, amputée d'une partie séculaire de son sol, souffre en son âme nationale un ignominieux esclavage. La persécution anti-juive revêt un caractère de cruauté et de sadisme chaque jour plus accusé, et provoque chez les peuples libres une profonde réaction d'antipathie et de protestation contre ces procédés de tyrannie brutale. A la fin de décembre dernier, l'horizon méditerranéen s'est assombri et la nouvelle Rome songe à attaquer de nouveau son antique rivale Carthage.

Cependant, cette même année a assisté aux efforts magnifiques et raisonnables de nombreux « hommes de bonne volonté » qui ont travaillé avec ténacité à éviter la guerre. Rendons l'hommage qu'il mérite au « *Messenger volant de la Paix* ».

Quand on craignait de voir se déchaîner une tempête qui aurait couvert le monde de sang et de ruines, ce fut une nouvelle aurore, quoique toujours assombrie. Les consciences furent déchirées entre la paix qu'on leur offrait et le sacrifice de leur honneur, soumis à une humiliation. La guerre fut évitée, mais ce n'était pas une paix digne et honorable, car seuls la menace, le chantage, la déloyauté envers les pactes, l'ambition impérialiste avaient présidé à sa naissance. La liberté et la bonne foi dans les rapports entre nations cessèrent d'exister. Une nouvelle conception de la vie des peuples, basée sur la dictature et sur la force, s'opposa aux derniers restes d'une philosophie politique fondée sur le jeu mutuel et respecté des arbitrages internationaux. Les accords « des quatre » furent pour le monde une épreuve amère, une humiliation tolérable seulement quand il s'agit de sauver la vie de l'organisme social.

A Munich, une brèche fut ouverte dans le système de la sécu-

rité collective et des garanties des petits peuples. L'armature de la paix, qui reposait essentiellement sur les grands pays et accessoirement sur les petites puissances, s'effondra à grand fracas. Il semble que la justice était en mesure directe de l'importance des Etats et non de la raison et de la loi naturelle. La secousse provoqua une profonde émotion, surtout à l'Est de l'Europe, et bien vite commencèrent les colloques entre chancelleries, les voyages de rois et de chefs d'Etats, les contacts diplomatiques, les concessions douloureuses, les expansions commerciales; tout cela était produit par la juste crainte qu'avaient les petits peuples de se voir dans l'avenir le jouet d'ambitions impérialistes, qu'ils ne pouvaient contenir.

\*  
\*\*

La violence, stimulée par ses incontestables succès, prétend s'ériger en règle de vie internationale. Dictature dans le régime intérieur des nations, avec une presse muselée, des minorités nationales cruellement opprimées, la liberté religieuse combattue et persécutée, un recul complet de la loyauté et de la bonne foi, le maintien de la paix entre les peuples exigeant des efforts chaque jour plus difficiles.

C'est le retour à l'âge des cavernes. Le triomphe du fort, l'écrasement du faible. Les peuples ne sont pas les responsables de cette tragédie. Ils en sont les victimes. Une minorité aux ambitions effrénées s'est rendue maîtresse des masses et les assujettit à un régime d'oppression et d'esclavage qui les convertit en automates, comme les pièces inertes d'une immense machine mue par l'impulsion de quelques leviers. Nous retournons aux siècles de l'esclavage et de la féodalité, où la valeur de la personne humaine était brutalement foulée aux pieds. Ici c'est la classe, là c'est la race ou l'Etat, qui est la divinité qui réclame sa domination absolue sur l'homme.

Cette nouvelle civilisation aspire à gouverner le monde, protégée par les succès foudroyants qu'elle récolte en divers Etats au cours de sa marche précipitée. Une prudence étudiée, unie à une crainte secrète de se risquer dans une folle aventure guerrière, cède place aux progrès écrasants et presque fatals de cette terrible lame de fond qui n'épargne ni les autels, ni le patrimoine sacré légué par les siècles précédents, ni la liberté humaine.

\*  
\*\*

Mais l'homme ne peut se résigner à être le jouet d'un dictateur ou la victime des immenses engrenages de l'Etat moderne. Dans la lutte tenace qu'il mène pour la défense de ses prérogatives traditionnelles, il est aidé par des voix autorisées qui s'élèvent pour défendre le patrimoine spirituel contre les attaques brutales qui veulent détruire le dépôt sacré des plus hautes valeurs humaines.

L'Auguste Vieillard du Vatican, fort dans sa faiblesse même, luttant de sa volonté indomptable pour prolonger sa vie, a dénoncé d'une voix presque éteinte, mais avec une impression-

nante énergie, les abus des détracteurs de la vérité et les sombres machinations de l'ambition.

« On pourra nous demander notre vie, a-t-il dit en une solennelle occasion, mais le silence, non. »

L'actuel ministre de la Guerre d'Angleterre, Mr. Hore Belisha, a dit que « parmi les plus nobles hommes de notre temps, se place Celui qui est à la tête de l'Eglise catholique ». En France, devant la Chambre des députés, M. Herriot a prononcé récemment les phrases suivantes, d'autant plus significatives qu'elles constituent le premier hommage ouvertement rendu au Pape par le Président de la Chambre depuis le début de la III<sup>e</sup> République: « Notre époque marque un retour aux périodes les plus cruelles du passé. Dans la paix même, les contrats n'ont plus de valeur, les promesses plus de portée. La liberté politique ou religieuse est assiégée... Dans cette anarchie, quelques voix seulement se sont élevées pour protester. A Rome, un vieillard, vers qui montent nos libres hommages, soutenu par sa vaillance spirituelle, renouvelle la tradition des grands Papes protecteurs de la faiblesse outragée... Que cet attachement à tout ce qui fait la dignité de la personne humaine nous rapproche et nous concilie. »

\*\*

*Et pourquoi cette explosion d'éloges du vieux monde anticlérical et anglican à l'adresse du Père de la Paix ?*

Sans aucun doute, parce que, comme l'a dit le cardinal Verdier dans son récent Message de Noël, nous devons nous souvenir « que l'enjeu de cette croisade est la liberté, cette liberté qui nous est si chère et qui reste le véritable honneur de l'homme, la condition de son mérite et, en définitive, la meilleure garantie de son bonheur! »

Nous devons noter particulièrement le discours profondément humain que nous avons entendu de l'autre côté de l'Atlantique, de la bouche du plus haut représentant de la démocratie américaine. Le Président Roosevelt, dans son Message annuel au Congrès de Washington, a prononcé ces remarquables paroles qui ont provoqué dans toutes les consciences anxieuses de justice et de vérité une réaction enthousiaste :

« Cette tempête venant de l'étranger porte un défi direct à trois institutions indispensables maintenant comme toujours en Amérique : la première est la religion, les deux autres sont : la démocratie et la bonne foi internationale. Il arrive un moment dans les affaires humaines où les hommes doivent se préparer à défendre non seulement leurs foyers, mais les principes de foi et d'humanité sur lesquels sont fondés leurs Eglises, leurs gouvernements et leur civilisation même. »

La réaction est lente, mais sûre et rien ne pourra l'arrêter. Contre la force d'expansion des systèmes totalitaires qui veulent pousser sans bruit leurs tentacules dans toutes les sphères politiques et sociales des divers pays, Roosevelt fait appel à la conscience de tous les hommes et les exhorte à serrer les rangs contre l'envahisseur. Les événements de mars et de septembre

derniers, la persécution antisémite en Allemagne, la politique raciste chaque jour plus affirmée de l'Italie, la sourde et violente campagne antireligieuse du III<sup>e</sup> Reich, ont provoqué une réaction de la conscience américaine. Il s'agit de défendre une civilisation menacée par la barbarie totalitaire. Et, chose curieuse, la foi est combattue aujourd'hui par les forces mêmes qui se disent ennemies de la démocratie et de la bonne foi internationale.

\*\*\*

Quelles méthodes devront être employées dans cette défense des valeurs traditionnelles de l'humanité? Sera-ce la force qui vaincra la force? Une dictature contre une autre dictature? Un Etat totalitaire de classe contre d'autres Etats totalitaires, racistes ou fascistes? Non, jamais. « Il y a bien d'autres méthodes que la guerre, proclama Roosevelt, mais plus efficaces et plus puissantes que de simples paroles, pour faire comprendre aux gouvernements agresseurs les sentiments universels de notre peuple. » Et l'homme d'Etat américain énumère les moyens d'autodéfense, moyens de coercition, que nous appellerons pacifiques. C'est plus catégoriquement encore que s'est prononcé le cardinal Gerlier, Primat des Gaules, dans son récent discours, au Palais de Justice de Bruxelles: « L'Eglise n'admet pas la force brutale, pas plus contre le communisme qu'ailleurs. Ce n'est pas par la force qu'on combat l'erreur, mais en lui substituant la vérité. La vérité est la doctrine du Christ qui met l'être humain dans la plénitude de sa force. »

La lecture de ces messages et de ces discours a été pour nous une consolation, un réconfort. Devant la faillite des moyens exclusivement matériels, les hommes responsables recourent aux forces spirituelles qui ne périront point.

Dans les luttes quotidiennes que nous devons soutenir, nous utilisons instinctivement les moyens humains, car ils nous promettent un succès plus éclatant et plus palpable que les voies de la Providence, dont l'action est plus lente, quoique plus profonde et plus efficace. Mais nous devons nous habituer à regarder les problèmes et leurs solutions dans leur ensemble, à la fois humain et divin.

Dieu agit sur les événements de l'Histoire, il utilise pour cela des instruments créés, des causes secondes, c'est nous qui sommes ces collaborateurs. Dieu pourrait parler directement aux âmes dans le secret des consciences, mais il a préféré agir sur elles par certains intermédiaires, comme le sacerdoce et les sacrements de l'Eglise, Sublime mission que la nôtre : être les collaborateurs de Dieu. Mais cela sans essayer de faire dévier, par des recours purement humains, les grands dessins divins. Et ni la violence, ni le manquement à la parole donnée n'entrent dans les procédés employés par la Providence.

« La vérité vous délivrera », enseigna le Christ. « Rengaine ton épée », ordonna-t-Il à Pierre, car qui « se sert de l'épée, périra par l'épée ».



## ANAI-EREDUA

par ETARRE

**A**smo bat giñan, gogo bat, biotz bat.

Etorkizuna, alai agertzen yakun.

Ezan edozelangua, ez, egiteko geunkan lana. Baña ustez beterik gen-  
gozan. Gazteak izan be bai ta !

Gure etxea barriztuteko garaya zan. Bizitza sendoa emon gura geun-  
tson Euzkadi'ri.

Uzkurtz-gayetan, gizarte-arazoan, yakintza ta elerti saillean, gizon-  
dardarea nabaitzen genduan euzko-bizitzaren mueta guztijetan, geure in-  
dar eta gogorik onena erabilteko gertu gintzazan.

Egi-lana izango zala giñoan geure lan ori, zuzentza ta maitasun  
lana.

Geure erriaren zorion billa ibilli genbiltzan.

\*

\*\*

Ondo gomuta dodaz geure arteko azken-autu orreik, iñoiz ez aztute-  
ko gomuta be.

Ez dodaz ikusi, ba, ordutik ona neure adiskide maiteok. Ikusiko bere  
ez ludi onetan.

Il egin dabez !

\*

\*\*

Adiskideak, gizonki yokatu dozue ! Kristau zintzoai yagokan eran.

Bizitzea emon dozue, zeuen burua osoro ukatu.

Ziñeena eskiñi zenduen : urte gordiñak, buru argiak, biotz zindoak,  
bizikera garbia...

Ez, ordea, lurreko garaitzak lortutearren, ezta deungakeriak eragin-  
da be.

Indarkeriaren aurka, sendotasuna agertu dozue. Gaikeriaren aurrez,  
gogoaren, gizonaren eskubideak aldeztu dozuez. Errria goratu. Kristau  
azkatasuna zaindu. Eleizearen izate ederra ludi osoari erakutsi...

Zuentzat, ba, gure maitasuna, gure esker-onik sakonena. Zuentzat,  
gure gomutea, gure otoitzak. Zuentzat, Aberriaren laztana. Zuentzat, gogo  
oneko gizon guztien agurra. Zuentzat, Jaungoikoaren atsegin-zoriona.

« Ziñopen odola, kristau-azi ».

Emen gozuez, zeuen yarraitzalle zintzoak izan gurarik.

FACE A L'AVENIR

## L'après guerre et les prêtres basques

par IÑAKI DE AZPIAZU

LA guerre continue encore son œuvre de destruction. Notre terre est dévastée, nos foyers sont en deuil, des milliers de frères à nous vivent entassés dans les prisons et de douloureuses tragédies tourmentent les âmes de nos compatriotes.

Nous sommes, nous aussi, victimes de la guerre. Nous vivons une vie d'exilés, ballotés que nous sommes par les nostalgies et les amertumes.

Cependant, notre douleur ne nous conduit pas à ressasser stérilement nos malheurs personnels ; par vocation nous devons être le sel de la terre. Par conséquent, nous devons surmonter l'angoisse des heures présentes pour penser à l'avenir de notre action sacerdotale.

Il nous est impossible de ne pas considérer des graves et nouveaux problèmes qui surgiront pour nous, quand le bruit des armes aura cessé. Cette inquiétude est la principale raison d'être de notre publication « ANAYAK ».

Il est certain que l'avenir a des secrets ; mais il est non moins certain que l'avenir se trouve en germe dans le présent et qu'une vision exacte de celui-ci peut nous permettre d'esquisser les lignes générales de celui-là.

Ainsi, ne serait-ce que pour envisager le champ d'apostolat qui s'ouvrira devant nous, une fois la guerre finie, nous suivons aujourd'hui pas à pas le cours des idées et des faits qui vont se dessinant dans notre pays et ailleurs, et qui ont une relation directe avec la vie de l'Eglise.

Aucun de nos actes n'est inspiré par des désirs de stérile polémique ; dans la vision et le jugement de la dure réalité qui nous environne, les intérêts de Dieu et de la justice nous préoccupent seuls.

### QUELLE SERA LA SITUATION DE L'EGLISE A LA FIN DE LA GUERRE ?

L'Eglise a beaucoup perdu depuis que la révolution a éclaté. Ses temples ne sont aujourd'hui, pour une grande part, qu'un tas de ruines ; œuvre du sectarisme des uns et des méthodes barbares de guerre totale des autres.

De nombreux prêtres ont perdu leur vie ; soit aux mains d'une populace sans frein, soit victimes des bombardements ou fusillés par les milices franquistes.

La situation actuelle des Séminaires et des séminaristes est désolante. Voici le triste tableau que nous en présente le Cardinal Gomá :

« Nous ignorons encore ce qui a dû se passer dans les zones non reconquises. En Nous en tenant à Nos Séminaires, voici quelques chiffres, qui donneront la mesure des dommages soufferts, rien que dans les diocèses dont la capitale était demeurée libre ou avait été libérée en septembre de l'an dernier. Des 38 Séminaires, 29 ont été employés à des usages de guerre : casernes, hôpitaux, prisons, orphelinats ; quant aux autres, certains avaient été détruits et seuls quelques-uns ont conservé leur usage ordinaire. Ajoutez-y, rien que pour les Séminaires dont il est question, 26 séminaristes assassinés, plus de 500 qui volontairement se sont enrôlés dans l'armée, plus de 1.300 recrues appelées sous les drapeaux, tous ceux qui n'ont pu entrer au Séminaire, ceux qui seront morts aux fronts, ceux qui en grand nombre, dans les deux camps, auront perdu leur vocation. »

Sur cette pyramide de temples en ruines, de cadavres de prêtres, de vocations apostoliques frustrées, l'erreur a établi sa chaire pour inonder les consciences de doctrines anti-chrétiennes.

Pendant de longs mois, les villes et les bourgades de la zone gouvernementale n'ont pas entendu la parole de Dieu. Il y a quelques mois encore, dans cet immense désert ravagé par l'athéisme pratique, seule une humble chapelle a été accordée à Dieu, la chapelle des basques à Barcelone. Seul le peuple basque, comme collectivité, a vécu normalement sa foi robuste et son culte religieux. Dans tout le reste de la zone gouvernementale des gens sans contrôle utilisèrent les ressorts d'une habile propagande pour tâcher de déchristianiser le peuple.

En combien de conscience la flamme de la foi se sera-t-elle éteinte pour toujours !

De fausses doctrines sont aussi prêchées dans la zone nationaliste.

On y adultère le sens de l'amour de l'Evangile et, jour après jour, on inocule dans les âmes le venin d'une conception guerrière du christianisme : « violence, ardeur dans le cœur, fanatisme militant » ; on dit que « les épées doivent être à côté de la croix ».

Le patriotisme s'engage dans la voie du nationalisme exagéré et l'on veut consacrer une formule absolument étrangère à l'esprit catholique : « Catholiques, oui ; Vaticanistes, non. »

La charité est bannie, parce qu'on veut la faire passer pour le cri hystérique d'âmes malades ; à sa place on intronise l'extermination.

Si de la brève énumération que nous venons de faire des idées pernicieuses qui détruisent ou adultèrent les enseignements de l'Eglise nous passons à la description de la faillite des principes moraux et du relâchement des mœurs — cortège sinistre de toute guerre — le tableau sera encore plus sombre.

A Barcelone et à Madrid, de même qu'en Navarre et Salamanque, la valeur de la vie humaine fut réduite à zéro. Des rancunes personnelles ou de simples différences politiques suffirent pour commettre et pour



justifier des milliers de crimes. D'un côté comme de l'autre, l'extermination de l'adversaire fut érigée en système. Des milliers de victimes innocentes furent sacrifiées sur l'autel de la pseudo-liberté ou au nom de Dieu.

Et c'est ainsi qu'en Espagne, l'idée généreuse de Liberté et le Dieu d'amour sont devenus deux divinités assoiffées de sang. Seule, la voix du Président du Gouvernement Basque s'y éleva pour condamner le crime et défendre la valeur de la personne humaine.

L'exemple de certains Etats totalitaires a été suivi par leurs amis d'Espagne, et le culte dû à la vérité, le respect du bon renom, la fidélité à la parole engagée, la soumission à l'autorité constituée, la fraternité chrétienne et les principes des rapports sociaux, toutes ces valeurs morales gisent en lambeaux sur les ruines matérielles que la guerre a produites.

Quel rôle a-t-on voulu assigner à l'Eglise dans cet effondrement spirituel et matériel de l'Espagne ?

On a prétendu la placer d'un côté de la barricade ; c'est en son nom que l'on a encouragé la vengeance et commis de sanglantes injustices contre les personnes et les peuples.

On a prétendu se couvrir de l'autorité de l'Eglise pour appeler Croisade une rébellion, pour étouffer l'appel à la paix lancé à l'étranger par des âmes d'élite, pour justifier les incendies de villes et l'assassinat d'êtres sans défense et pour semer partout la terreur et la destruction.

En présentant ainsi l'Eglise, on a éteint chez beaucoup de *fidèles* la flamme de la Foi, et le catholicisme, hélas ! a perdu aux yeux des incrédules le charme conquérant de sa miséricorde et de son amour.

Tel est, dans ses grandes lignes, le triste tableau de la crise religieuse actuelle en Espagne. C'est le champ où nous aurons à développer notre action sacerdotale, quelle que soit la solution politique de l'après-guerre.

Le labeur qui nous attend est vraiment difficile. Il sera plus aisé de reconstruire les temples que de redresser les consciences.

#### QUELLE SERA NOTRE CONDUITE EN FACE DE CETTE SITUATION ?

« Il me dit : « Prophétie sur ces ossements et dis-leur : Ossements desséchés, entendez la parole de Yahweh ! Ainsi parle le Seigneur Yahweh à ces ossements : Voici que je vais faire entrer en vous l'esprit et vous vivrez ». Ces paroles dites par Dieu au prophète Ezéchiel, ont pour nous à l'heure actuelle une grande signification.

Le pessimisme ne doit pas rétrécir nos âmes. Si les ruines que la guerre a produites sont grandes, nous avons en notre pouvoir la force de notre vocation, la doctrine de l'Eglise, l'exemple du Pape et le trésor de l'esprit chrétien qui s'est conservé au fond de l'âme du peuple basque.

Le prêtre est, par sa vocation, lumière du monde et sel de la terre. A son labeur, vivifié par le service sincère et dévoué jusqu'au sacrifice aux intérêts de Dieu, s'unira la grâce du Christ et avec elle, selon la phrase de l'Apôtre, nous pourrons tout.

L'Évangile possède un pouvoir divin pour établir parmi les hommes le royaume de Dieu : royaume de vérité et de vie, de sainteté et de grâce, de justice, d'amour et de paix. Ne mettons pas notre confiance dans le pouvoir des hommes, ni dans le triomphe d'une cause purement humaine, ni dans la victoire des armes, ni dans la seule protection des États, parce que « rien ne s'établit de l'extérieur à l'intérieur en vertu de la force d'un décret, ou à la suite d'une révolution, ou grâce à l'efficacité d'un régime », comme a dit le Cardinal Cerejeire, Primat de Portugal. Nous n'avons pas besoin de la terreur ou de la force pour imposer aux âmes notre foi, pas plus que nous ne devons songer à restaurer la société chrétienne sous le signe de l'épée.

Il nous faut projeter sur notre patrie la lumière pure des doctrines de l'Église, la restauration de la foi en Dieu et de la fraternité entre les hommes, la défense des droits de la personne humaine dans la vie familiale, sociale et politique, la notion chrétienne de la liberté et le culte de la conscience, l'amour de la vérité et de la bonne foi dans la vie privée et publique des hommes, la soumission au pouvoir constitué et la condamnation de la violence comme procédé de vie sociale et politique.

Nous devons croire à la paix, parce qu'il est antichrétien de penser que la parole et le sacrifice de notre Dieu aient fait faillite et que dans les temps présents il faille remplacer la charité par la violence. Et si, pendant la guerre, nous avons porté la consolation aux victimes de toutes injustices, stigmatisé le mal de quelque côté qu'il soit venu, servi la paix dans les prisons et les temples, et si, aujourd'hui même, nous sommes prêts à la servir au prix de n'importe quel sacrifice ; dès que cessera la guerre nous aurons à hisser le drapeau de la miséricorde et du pardon.

Ces doctrines généreuses ouvriront le chemin que la haine et la vengeance avaient fermé. Avec ces doctrines, en témoignage de la fidélité de l'Église aux enseignements de Jésus-Christ, nous pourrons présenter l'auguste figure du grand Pape Pie XI, comme gardien de la liberté et de la justice chrétiennes, seules sources du progrès et de la civilisation.

Tout ceci, étant offert au peuple avec la garantie de sincérité dont notre conduite doit toujours répondre, peut faire naître à côté de l'angoisse que nous inspire l'avenir, un fort élan, en même temps que la conscience d'une grave responsabilité.



On nous communique que notre confrère M. l'abbé Lucio de Uriarte, fait prisonnier à la suite de la chute de Bilbao, a été tué par un des maures au service de Franco, dans un camp de concentration, où le malheureux prêtre était soumis aux travaux forcés.

Prions Dieu pour qu'il accorde le bonheur éternel à la nouvelle victime de l'injustice et de la haine.

---

### Réponses à nos correspondants

Nous avons reçu de nombreuses lettres nous demandant des renseignements au sujet de quelques-uns de nos confrères. Aujourd'hui, nous fournissons à nos correspondants les indications suivantes :

- M. l'abbé Manuel de Zabala, exilé au diocèse de Calahorra.
- M. l'abbé Pedro de Bilbao, exilé au diocèse de Calahorra.
- M. l'abbé Justo de Zenarruzabeitia, exilé au diocèse d'Avila.
- M. l'abbé Pedro de Zalloetxeberria, exilé au diocèse de Santander.
- M. l'abbé Juan de Zalloetxeberria, exilé au diocèse de Santander.
- M. l'abbé Serafin de Sagarna, exilé au diocèse de Castilla.
- M. l'abbé Manuel de Sagarna, exilé au diocèse de Castilla.
- M. l'abbé Félix de Zamalloa, exilé au diocèse de Castilla.
- M. l'abbé Sinfioriano de Zamalloa, exilé au diocèse de Castille.
- M. l'abbé Mariano Torre, exilé au diocèse de Castilla.
- M. l'abbé Pedro de Zelaya, exilé au diocèse de Castilla.
- M. l'abbé Luis de Alcibar, exilé au diocèse de Castilla.
- M. l'abbé Salustiano de Ardanza, exilé au diocèse de Castilla.
- M. l'abbé Garroguerrikaetxeberria, exilé au diocèse de Castilla.
- M. l'abbé Aguirre-Gabiria, exilé au diocèse de Castilla.
- M. l'abbé Astondoa, exilé au diocèse de Castilla.
- M. l'abbé Munitxa, exilé au diocèse de Castilla.
- M. l'abbé Jesus Gonzalez est au bataillon n. 11 de prisonniers condamnés aux travaux forcés, comme aide de cuisine.
- M. l'abbé Cortabitarte est à San Pedro de Cerdena, dans un bataillon de prisonniers condamnés aux travaux forcés.
- M. l'abbé Amutxategi est à Ponce de Leon, de la même façon.
- M. l'abbé José M. Amutxategi est à Burgos, où, habillé d'une combinaison bleue d'ouvrier, il est aux travaux forcés.
- M. l'abbé Urrutxurtu a été employé comme balayeur à Palencia et il est maintenant à Burgos.
- M. l'abbé Arriaga, avec cinquante-huit autres jeunes prêtres, est emprisonné à la trappe de Venta de Banos.

## LA "PAIX" ET LA "GUERRE" DANS LA TRADITION BASQUE

par Jon de YZARTZA

**W**ILHELM GIESE, dans un bref article intitulé « Contribution à la terminologie militaire basque », écrit : « Si l'on étudie l'ancienne terminologie basque des armes, on est surpris de l'absence de noms indigènes pour la dénomination des différentes armes » (1).

L'absence des noms indigènes s'étend à bien d'autres domaines encore : à la dénomination des concepts de « paix » et de « guerre ». « Paix », se rend en basque par le latin « pake » (latin « pacem », prononcé « pake ») ; la « guerre », de son côté, a deux traductions : 1. un mot d'origine germanique « gerra » (germanique « Werra ») ; 2. un autre mot, d'origine germanique lui aussi, mais d'un autre dialecte : « gudu, guda » (germanique « gudu »).

Les termes ci-dessus nous suggèrent quelques brèves observations :

Quand, en 204 avant le Christ, le peuple pyrénéen des Illegètes, sous le commandement de ses chefs Indibil et Mandonius, se souleva contre les troupes romaines qui avaient envahi la Péninsule Ibérique au cours de la seconde guerre punique, il y eut une « terrible bataille » (« ingens bellum », « atrox pugna ») au cours de laquelle ces champions de l'indépendance ibérique succombèrent ainsi que 13.000 Celtibères (ces derniers comptaient aussi des Basques parmi eux).

L'historien romain Tite Live, rapportant ces faits, écrit l'épigraphe ci-dessous comme conclusion à la marche des opérations : « Hispaniae populis reddita pax » (« La paix fut rendue aux peuples de l'Espagne ») (2).

On sait comment les Romains donnaient à leurs « conquêtes » le nom de « pacification ». Le terme basque « pake » est donc l'écho de cette « conquête » ou « pacification » de l'« Immensa Romanae Pacis Maiestas » (3).

Les termes qui désignent la « guerre » sont, au contraire, une trace de la domination germanique sur le monde romain : 1. « Gerra », qui existe aussi dans les langues néo-latines : « guerre » en français, « guerra » en espagnol, etc. 2. « gudu », « guda », que nous voyons, par exemple, dans les noms de personnes tels que les wisigothiques Guzman, Gonzalo, etc., et dans les noms francs Gundemar, Frédégunda, etc. De même, dans les inscriptions runiques, on rencontre le nom de Gudumund (4).

Parcourons maintenant la vie politique du peuple basque dans l'antiquité. L'histoire proprement dite, l'histoire qui veut se baser sur des documents, commence pour le peuple basque, avec la conquête romaine. C'est alors qu'apparaissent les premières références sur les Basques.

L'histoire ancienne des Basques embrasse trois périodes :

1. La période basco-romaine (depuis la seconde guerre punique, 218 av. J. C. jusqu'aux invasions germaniques).
2. La période basco-germanique (jusqu'à l'invasion et l'occupation arabes).
3. La période basco-arabe (jusqu'à la défaite des Arabes à la bataille de las Navas de Tolosa, 1212).

En résumé, l'histoire ancienne des Basques pourrait s'appeler l'ère des luttes

(1) R. I. E. V-19 (1928), p. 314 et suivantes.

(2) Tite-Live. XXIX, 2.

(3) Il faut observer comment le mot « pake » conserve sa valeur du son velaire « C » prononcé « K », du latin « pace » ; nous nous trouverions donc devant un emprunt de la première romanisation. Cf. : « Baskische Kultur im Spiegel des lateinischen Lehnwertes », dans « Philologische Studien aus dem romanisch-germanischen Kulturkreise ». Hommage à Karl Voretzsch, Halle a. s. l. 1927. L'article de Gerhard Rohlfs est traduit en espagnol dans la R. I. E. V.24 (1933) p. 323-348. L'auteur (page 345) note : « Le caractère profondément archaïque que présentent en basque les mots d'origine latine », comme « pake », etc.

contre les ennemis extérieurs. Nous ne ferons qu'en présenter quelques faits des plus caractéristiques et des plus importants.

### 1. Période basco-romaine.

La première fois qu'il est fait mention des Basques, c'est à l'occasion de la deuxième guerre punique, pendant laquelle le théâtre des opérations entre Rome et Carthage se transporta à l'Est de la Péninsule Ibérique, dans la région de l'Ebre, c'est-à-dire à peu près là où luttent actuellement les deux partis qui déchirent l'Espagne.

Silvius Italicus, se basant sur des références sérieuses (Posidonius?) donne les Basques comme alliés d'Hannibal contre Rome. Les traits les plus caractéristiques du guerrier basque sont, selon cet auteur :

1. Le fait de porter un armement léger et de lutter sans casque.

2. Le fait qu'il aime le risque plus que tous les autres, de même que le cantabre (5).

Une fois que les carthaginois avaient évacué la péninsule ibérique, comme ils avaient dû abandonner, après la première guerre punique, le sud de l'Italie et la Méditerranée italique, les Romains commencent la série interminable des guerres contre les populations indigènes.

En 204, av. J. C., comme nous l'indiquons plus haut, éclate le soulèvement des Illegètes et d'autres « peuples hispaniques obscurs » (6). Dans la bataille finale, 13.000 périrent, et 1.800 furent faits prisonniers par les Romains.

Mais les populations ibériques ne se soumettent pas facilement. De nouveau, en 194, Caton le Censeur obtient le triomphe par la soumission, selon l'expression des historiens romains, des barbares de la vallée de l'Ebre. Caton arrive jusqu'aux Cantabres, en traversant une partie du territoire des Basques (7).

Une autre fois, les peuples ibériques, jaloux de leur indépendance, se soulèvent. En 179, Gracchus fonde en territoire basque la ville qui porte son nom *Gracchuris* (actuellement : Alfaro) (8). Il obtient, lui aussi, le « triomphe » sur les Celtibères et leurs alliés (9).

En 154, les lusitaniens et les celtibères se soulèvent une fois de plus. La terreur que les guerres contre les celtibères inspirèrent aux Romains, fut telle que « personne ne voulait y aller, pas même comme tribun » (10).

C'est en 133 que succomba la fameuse Numance. Ses défenseurs, plutôt que de se rendre aux Romains, préférèrent incendier la ville et se tuer eux-mêmes ; comme si c'était un jour de fête, ils mangèrent de la chair humaine à demi-cruë et burent la bière, ferment national, « caelia » (faite avec du blé, qui se dit en basque « galgari »). Les ruines de Numance conservent encore le nom indigène de Garai, qui en basque, signifie : « hauteur, forteresse ». En 1016, le traité de délimitation des frontières de Castille et de Navarre fut signé par le comte de Castille et le roi Sanche de Navarre ; la frontière de Navarre arrivait jusqu'à Numance « là est Garai, antique cité déserte », dit le document (« Ibi est Garrahe, antiqua civitate deserta », en latin médiéval) (11).

Les années ayant passé — ainsi que les triomphes des généraux romains — les Basques apparaissent dans les guerres Sertoriennes. Pendant l'été de 75, Pompée lutte contre le rebelle Sertorius dans la région de Numance. Il fut forcé de passer l'hiver sur le territoire des Vascones : le nom de Pampelune en garde le souvenir. « Pompaelo », qui équivaut à dire ville de « Pompée », écrit Strabon (12). « Pampelune » n'existe que dans la tradition littéraire, car aujourd'hui

(4) De « gudu » « guda », dérive le nom du « gudari » ou « guerrier basque ».

Le premier qui l'emploie est Astarloa.

(5) Cf. les passages suivants de Pun : 3,358; 5,197; 9,231; 10,15.

(6) Tite-Live, XXIX, 2.

(7) Caton, Fragm. 110.

(8) Gracchuris figure dans l'énumération des cités basques de Ptolémée (2, 6, 66).

(9) Tite-Live, XLI, 7.

(10) Tite-Live, XLVIII.

(11) Serrano, *Partulaire de San Millan*, 1930, p. 99.

(12) Strabon, *Geogr.* III, 4, 10.

(13) Saluste, *Hist.* 3, 86, 87.

encore, les Basques appellent cette ville dans leur langue nationale Iruna. En 72, une autre ville vascone Calahorra (Calagurris, qui signifie en basque « la forteresse rouge », comme l'allemand « Rotenburg » ou le français « Château-Roux »), alliée de Sertorius, est assiégée, et ses habitants imitent le suicide et le cannibalisme des Numantins (13). C'est à ce fait que fait allusion l'austère Juvenal, quand il écrit :

« Vascones — haec fama est — alimentis talibus olim produxere animas... » (14).

Enfin, durant les années 27-19 avant notre ère, Auguste en personne reprend avec énergie la conquête des régions montagneuses du nord de la péninsule, qu'habitent entre autres peuples, les Cantabres et les Asturs (les Cantabres voisins occidentaux des Basques, à qui Silvius les unit, comme nous l'avons vu).

Ainsi, après 200 ans, en deux siècles, fut achevée la conquête, « l'apaisement », la « pacification », comme Rome se plaisait à nommer par euphémisme ses ambitions impérialistes. Rappelons que les Gaules furent réduites en une dizaine d'années. Ce contraste étonnait les historiens romains. « L'Espagne, la première province que Rome commença à conquérir, fut en réalité la dernière à être domptée », écrit Tite Live (15).

Avant de laisser cette époque, nous voulons rapporter les paroles qu'Indibil, le champion de l'indépendance indigène, adressait à ses soldats : « Jamais nous n'avons eu une occasion aussi propice de libérer l'Espagne. Jusqu'à aujourd'hui nous avons servi les carthaginois et les romains et... parfois les uns et les autres à la fois. Les carthaginois ont été expulsés par les romains ; les romains pourraient être à leur tour rejetés, si les hispaniens consentaient à s'unir, de telle sorte que libre de toute domination étrangère, l'Espagne pourrait revenir à ses moeurs et à ses rites nationaux » (16).

Mais les populations indigènes de l'Espagne ne se soulèveront plus, jusqu'à ce que les barbares du nord leur rendent l'amour de l'indépendance.

Prudence, le grand poète chrétien, basque originaire de l'antique Calagurris, quoique d'une famille romaine établie dans le pays, n'avait pas de sentiment national, et ne prêtait pas l'oreille à la voix de la patrie vaincue et réduite à n'être qu'une province romaine. Dans l'hymne composé en l'honneur de saint Laurent, il se lamente de ce que l'Ebre « l'Ebre vascon » et « les Pyrénées neigeuses » le séparent de Rome.

Vingt ans après (348-410), Orosius rappelle avec orgueil que les peuples ibériques ont lutté pendant deux siècles pour conserver leur indépendance et il place presque Numance au-dessus de Rome. Il se souvient de la patrie quand l'Empire romain va tomber, et prophétise : « Vos pères ont maudit le jour sanglant où ils se firent romains, et vous le bénissez aujourd'hui. Qui sait si ces grands désastres qui vous font gémir aujourd'hui ne seront pas pour vos fils l'aurore de temps plus heureux ! »

Et le dernier représentant des lettres latines, saint Isidore de Séville (mort en 676) est goth de sentiments. Dans sa *Chronica*, dans son *Histoire Gothotum*, précédée de l'enthousiaste « *Laus Spaniae* », il maudit le nom de « romain » ; l'ennemi pour lui est le « Romanus », et il désigne ainsi le Romain de l'Orient, le Byzantin, dernier représentant de l'ancien empire romain.

Voici, à grands traits, la première période de l'histoire ancienne des Basques période basco-romaine.

Pendant les seconde et troisième périodes de cette histoire (périodes basco-germanique et basco-arabe) ils reprennent la série de leurs luttes, afin de sauvegarder leur personnalité propre. Il nous est impossible de retracer dans cet article toutes les péripéties de cette guerre. L'illustre historien F. Lot les résume ainsi : « Les Basques ou Vascons, population ibérique installée entre l'Ebre et l'Océan, avaient vécu à part, même sous la domination romaine. Seuls, en Espa-

(14) Juvenal, 15, 93.

(15) Tite-Live, XXVIII, 12.

(16) Tite-Live, XXIX, 1.

gne, ils n'abandonnèrent pas leur langue nationale pour le latin. Devant les invasions germaniques, ils essayèrent de maintenir leur indépendance... » Et plus loin : « Les descendants des ibères de la haute vallée de l'Ebre, les Basques ou Vascons furent, de tous les ennemis des wisigoths, les plus terribles. Vingt campagnes dirigées contre eux pendant plus de deux siècles, depuis le règne d'Enric jusqu'à Witiza, ne purent affaiblir leur résistance (17).

Les chroniques des rois francs sont, elles aussi, pleines d'épisodes des luttes entre les Basques et les Francs. Il est inutile de les reproduire ici.

« A partir du neuvième siècle, la lutte des Navarrais (basques) contre l'Islam est incessante », écrit le même historien (18).

Nous ne ferons ici que rappeler la part importante, décisive, que les Basques prirent à la bataille de las Navas de Tolosa (16 juillet 1212), qui brisa définitivement la puissance musulmane.

Après que nous avons présenté, dans ses grandes lignes tout au moins, le cadre historique dans lequel vécut le peuple basque dans l'antiquité, on ne s'étonnera pas de la réputation guerrière qu'il acquit. Les qualités militaires des Basques permirent à Rome de les recruter en nombre considérable. Des « cohortes » basques (aquitaines, de Vascons, de Cariètes, de Vardules, d'Austrigons, tous groupes basques), sont citées fréquemment dans les inscriptions et les textes latins. Parmi tant de faits mémorables, nous ne voulons rappeler que l'épisode au cours duquel les « cohortes vasconum » anéantirent les troupes du rebelle german Civilis, qui, avec ses Bataves, prétendait prendre la tête d'une révolte pour l'indépendance (19). La « Vita sancti Amandi » et la « Vita sancti Rictrudis », parlent de « la nation agile et belliqueuse des Basques », pour ne citer que ce passage à l'appui de nos assertions. Einhard dans sa « Vita Karoli magni », raconte le désastre que les basques infligèrent à Charlemagne, lorsque celui-ci passa par Roncevaux, revenant en France. La chanson de geste de Girard de Roussillon, aux vers 2319 et suivants, parle des Basques :

« qui porte catre dars entre lors mains  
e sunt plus acorsat que cers per plans ».

Si l'histoire est l'école de la vie et si nous pouvons à bon droit présenter les faits actuels sous un aspect idéal, l'histoire ancienne des Basques et leur état présent ont quelque chose qui les fait se ressembler en plus d'un point. Autrefois, comme le lecteur a pu le voir, les Basques luttèrent successivement contre les Romains, les Germains et les Arabes. Aujourd'hui, au contraire, les Basques luttent à la fois contre tous ceux qui se proclament les héritiers spirituels de ces empires. Hier comme aujourd'hui, ont été divisés entre eux dans leurs luttes. Autrefois, de Pampelune et de Calahorra (Pompaelo et Calagurris, deux villes également basques), la première était alliée de Pompée, la seconde de Sertorius ; aujourd'hui, également, les tribus basques ont lutté l'une contre l'autre.

Mais si ces faits que volontairement nous ne faisons qu'indiquer, nous montrent une division sanglante, la plus parfaite unanimité au contraire exista et existe chez les Basques à deux points de vue indéniables : tout d'abord, aujourd'hui comme hier, tous les Basques ont fait preuve d'un courage qui a fait l'admiration du monde, mais aussi aujourd'hui comme autrefois, les Basques des deux partis ont lutté peut-être sur un terrain qui n'était pas purement national : ils y ont été obligés par leur situation géographique et la fatalité historique.

Pensons pour notre consolation que nous avons défendu par notre exemple non seulement la liberté de la patrie, mais encore la dignité de la personne humaine, parce que plus grande que la patrie est l'humanité et plus aimable que la liberté physique est la dignité de la personne humaine.

(17) Les destinées de l'Empire d'Occident de 395 à 888 — Paris, 1935 — pag. 269 et 247.

(18) Lot, Les invasions barbares, Paris, 1937, p.

(19) Tacite, Hist. 4, 33.

(20) Jusqu'à maintenant le Saint a été connu simplement sous le nom d'Ignace ou Inigo de

Pour l'intérêt de la curiosité qu'elle présente, nous reproduisons en terminant une page de l'écrivain Honston Stewart Chamberlain, qui dans son ouvrage « Grandlagen des XIX Jahrhunderts », philosophe sur le caractère guerrier de la race basque, à propos de saint Ignace de Loyola :

« La lutte contre l'esprit germanique prit corps en un des hommes les plus extraordinaires de l'histoire (Ignace de Loyola) (20)... Cet homme était un basque ; c'est-à-dire, que non seulement il naquit dans la région purement basque de l'Espagne, mais encore que, comme l'assurent ses biographes, il était de la race basque, de cette race isolée et pure, ce qui signifie qu'il appartenait à une race humaine qui, non seulement n'est pas indo-germanique, mais encore n'a aucune parenté avec le groupe indo-européen en général... Ignace (ou mieux Inigo) (21) est un pur rejeton de la mystérieuse, isolée, énergique et fantastique race basque... Il faut le dire en passant, il est très remarquable, comme démonstration de l'indéniable signification des races, que l'homme à qui l'on doit attribuer, pour la plus grande part, la conservation du grand courant spécifiquement romain et indo-germanique pendant des siècles, n'ait pas été un fils du chaos, mais un homme d'une souche pure et isolée... Toute la constitution spirituelle de ce Basque nous reporte à de lointains millénaires dans le passé... Ses ancêtres vécurent séparés depuis un temps immémorial de ces courants qui confluaient dans le grand fleuve aryen, orgueilleux de leurs caractéristiques et organiquement incapables de se laisser pénétrer par quoi que ce soit venant d'une autre race... C'est pour cette raison, que nous voyons en lui une nature non germanique et par conséquent, nécessairement antigermanique... On pourrait presque affirmer que l'étrange race basque, chassée, expulsée, persécutée par les indo-européens et aryens au cours de leurs conquêtes, a voulu se venger de ses vainqueurs par l'intermédiaire d'Ignace... Le fait de la renaissance et de la multiplication de ces races non germaniques, presque extirpées, mais jamais complètement rejetées vers les montagnes, physiquement fortes, mais spirituellement de second ordre (22), ce fait occupe chaque jour davantage l'attention, non plus du rêveur, mais du naturaliste le plus sérieux. Avec le Basque Ignacio de Loyola, se présente donc au lecteur le type de l'anti-germain... » (23).

Telles sont les données qui nous ont semblées les plus curieuses et les plus intéressantes à exposer, sur les concepts de « paix » et de « guerre » dans l'histoire et dans la mentalité des Basques.

Loyola : récemment, quelqu'un a découvert (?) qu'il faut l'appeler « Ignace Lopez de Loyola ». De toutes façons, l'historien ne semble pas se rappeler que le nom patronymique Lopez est dérivé de Lope, traduction pure et simple d'un « Ochoa » (otso), basque, qui signifie « loup ».

(21) Inigo est aussi d'origine basque : C'est le résultat de l'évolution d'Eneco, Enneco, Onneco, que nous voyons dans les anciens documents. Plus tard, eut lieu l'interférence avec le latin Ignatius. Inigo, dans sa forme antérieure Onneco, signifie « Bon » ; de même, ce mot a son correspondant « Obeco » qui signifie « meilleur ».

(22) On ne comprend pas comment l'auteur explique son expression de races « spirituellement de second ordre », car à la page 526, parlant d'individus de ces races, il dit qu'il y en a des centaines de mille en Europe qui sont très intelligents » (sic).

(23) Tome I, p. 521 et suivantes. Voyez J. Garate, « Houston Stewart Chamberlain y los Vascos », dans R. I. E. V. 18 (1927), p. 644-646.



# ECHOS DE L'EXIL

ASCAIN

**D**ANS ce beau village des Basses-Pyrénées, situé au pied de la Rhune, à quatre kilomètres de la frontière, ont fixé leur résidence depuis la guerre civile deux cents réfugiés basques.

Parmi eux, les prêtres Mrs. Nemesio de Aristimuño, Martin de Oyarzabal, Cesareo de Miangolarra, Aniceto de Eguren, Aniceto de Unzalu, Manuel da Madariaga, Pedro de Zubeldia, Iñaki de Azpiazu, Domingo de Onaindia et Felix de Markiegi.

Mgr. l'Evêque de Dax conféra l'ordination sacerdotale le 22 mai 1937 aux séminaristes Mrs. Joaquin de Arostegi, Joseba de Juaristi et José Antonio de Usobiaga dans la Chapelle des P.P. Passionnistes. Les deux premiers célébrèrent leurs premières messes dans cette même chapelle et Mr. Usobiaga dans l'église paroissiale, où M. le curé Debidart, aujourd'hui décédé, chanta les gloires du sacerdoce catholique.

L'abbé Andoni de Andonegi et le P. Arana, carme, tous les deux réfugiés basques, célébrèrent aussi leur première messe dans la chapelle des P.P. Passionnistes.

Le même jour, Mgr. Mathieu administra la Sainte Communion aux petits Francisco Javier Salaberri, Maria del Carmen et Maria José Uribarri, qui recevaient la visite de N.S. pour la première fois, et au petit José Luis Urbietta le Sacrement de la Confirmation.

A l'occasion de ces fêtes religieuses les réfugiés basques exécutèrent devant Mgr. Mathieu les chants et danses populaires de notre patrie.

Il n'y a eu pendant ce temps d'exil qu'un décès, celui de Mme la Veuve d'Eleizalde qui reçut les derniers sacrements des mains de Mr. Pedro de Zubeldia.

Au mois de mai 1937, Mr. Nemesio de Aristimuño administra le sacrement du Baptême à Ana Maria de Urbietta, nouvelle née de Mr. José de Urbietta, et Margarita de Etxebarria, de la famille de Mr. Florian de Urbietta (« alcalde » des réfugiés d'Ascain).

La vie spirituelle de nos compatriotes dans ce village est intense. Tous sont des catholiques qui pratiquent avec ferveur leur religion.

Soixante-dix pour cent d'entre eux reçoivent la Sainte Communion tous les jours, et tout en servant d'exemple aux fidèles d'Ascain, ils donnent un éclat particulier à la vie paroissiale, comme aimait à répéter souvent le vénérable curé Mr. Debidart.

Ils ont fait tous leur retraite selon la méthode de Saint Ignace, prêchée par Mr. Nemesio de Aristimuño, et ils célèbrent très spécialement leurs fêtes traditionnelles.

Mr. Pedro de Zubeldia commença l'œuvre du cathéchisme pour les petits ; il fut remplacé plus tard par Mr. Joseba de Juaristi, Mr. Felix de Markiegi et Mr. Domingo de Onaindia. Le 27 décembre, la petite Maite de Laskibar Urkiola reçut pour la première fois la Sainte Communion après avoir été suffisamment instruite par Mr. Juaristi. Pendant l'hiver 1937-1938, Mr. Domingo de Onaindia organisa les cours d'instruction religieuse pour les adultes deux fois par semaine.

L'administration des sacrements, l'assistance aux malades, etc., sont organisées par les prêtres réfugiés, qui ont reçu de Mgr. l'Evêque de Bayonne toutes les autorisations nécessaires pour exercer leur ministère sacerdotal.

## TOUJOURS LA CALOMNIE ...

Nous avons reçu il y a très peu de temps une coupure du journal « La Nation Belge », qui publie un long article sous le titre de : « Cosas de España. — Catholicisme antifranquiste ».

Sur la persécution que le clergé basque subit dans l'Espagne de Franco, nous lisons ce qui suit :

« Voyons en quoi consistent ces persécutions. De nombreux prêtres, nous dit-on, ont été fusillés, incarcérés ou bannis. *Dix-sept prêtres*, dont on possède la liste, ont effectivement péri du fait des nationaux, la plupart fusillés après avoir été régulièrement condamnés en cour martiale, deux ou trois assassinés par des éléments irresponsables au début du soulèvement. Les premiers avaient été pris les armes à la main... »

Ce n'est pas la première fois que l'on lance cette accusation.

Pour défendre la vérité et pour sauver l'honneur de nos morts, « ANAYAK » affirme que l'accusation est calomnieuse.

Aucun prêtre basque n'a pris les armes pendant la guerre.

En Belgique même vit celui qui, en ce temps-là, était notre Evêque, Mgr. Mateo Muxica et Urrestarazu, qui a protesté dignement et énergiquement contre cette calomnie dans un mémoire adressé au Saint-Siège et dans une lettre au Cardinal Gomá, Primat d'Espagne.

Nous nous en remettons au témoignage de ce Prélat et nous invitons l'auteur de l'article, que nous commentons, à constater la vérité de tout ce que nous disons à ce sujet.

---

« Je serais indigne de cet anneau épiscopal que l'Eglise m'a mis au doigt, de cette croix qu'elle a posée sur ma poitrine, si, obéissant à une passion humaine, je tremblais de proclamer que le droit violenté reste le droit, que l'injustice, appuyée sur la force, n'en est pas moins l'injustice. »

Cardinal MERCIER.

---

# SECTION DOCUMENTAIRE

## ESPAGNE

« Selon une information de source allemande, destinée à l'étranger, un accord culturel sera conclu entre l'Allemagne et l'Espagne nationaliste. L'accord comprendra 22 articles. Les premiers s'occupent de la création dans les deux pays d'Instituts culturels respectifs, en particulier d'une maison allemande en Espagne et d'une maison espagnole en Allemagne. Les institutions culturelles des deux pays bénéficieront d'allègements fiscaux. On prévoit l'échange d'étudiants, de professeurs et d'assistants. Les deux pays s'engagent à interdire les oeuvres littéraires de leurs émigrants respectifs, ainsi que tous les écrits nuisibles à l'Etat. Les échanges seront renforcés dans le domaine du théâtre, de la musique, du film et de la radio. On envisage l'échange d'émissions radiophoniques. Les difficultés provenant de la réglementation des devises seront réglées par des accords spéciaux. On annonce en même temps la formation d'une Commission culturelle germano-espagnole. »

(« La Croix », 23-1-1939.)

\*\*

« Les intérêts économiques se cachent souvent sous un masque chrétien ou humanitaire : mais les intérêts économiques triomphent toujours. Les mines de fer et de mercure l'emportent sur cet humanitarisme. Le plus ardent des admirateurs de Franco ne peut se réjouir lorsque Franco jette des bombes sur ses compatriotes, sur les femmes et les enfants. Ce n'est pas non plus une cause de réjouissance que Franco utilise les Marocains contre ses compatriotes, qu'il accepte l'aide étrangère contre les Espagnols. Ces raisons nous semblent suffisantes pour que les catholiques hollandais s'abstiennent de rendre hommage à Franco. »

(« Oors Noorden », journal catholique hollandais.)

## PORTUGAL

« Bien qu'au début de cette guerre l'Allemagne et l'Italie aient pu sembler deux brillants et braves défenseurs de la civilisation chrétienne, elles ont à présent démontré aux yeux du monde entier que la civilisation qu'elles proclament, qu'elles prétendent implanter chez elles, est opposée, dans sa structure même, à la véritable et fraternelle civilisation chrétienne. Faute de vouloir perdre du temps à penser, il arrive que beaucoup de gens, malgré l'orientation antichrétienne de l'Allemagne — que l'Italie suit pas à pas — croient possible et plausible qu'il existe une Allemagne qui défende en Espagne la civilisation chrétienne, dont elle est la féroce

ennemie chez elle et en Europe centrale. Et comme ils ont un bandau sur les yeux, ils ne voient pas que les problèmes de 1938 ne sont plus les mêmes que ceux de 1936, et ils continuent à considérer le problème espagnol comme ils le faisaient avant. Le Portugal restera plus uni à l'Europe s'il ne s'implante pas dans la péninsule une unité politique inspirée d'un esprit de race et s'il y fait, au contraire, une répartition logique et naturelle qui permette le respect des classes, des races et des tempéraments plus ou moins différents. La liberté laissée aux catholiques d'apprécier librement les événements politiques d'Espagne, tout en réprouvant le communisme et les massacres odieux de 1936, est en conformité avec la déclaration faite en avril dernier par le cardinal Verdier :

« La hiérarchie ne se prononce pas dans ce domaine des divergences qui séparent les catholiques français au sujet de la question espagnole. Elle se contente de soulager les souffrances. Nous avons fait ce que nous pouvions pour aider les malheureuses victimes de cette guerre. »

(De l'article de M. A. Souza Gomez, dans la revue portugaise « Seara Nova », Lisbonne.)

## ITALIE

« Une espèce d'hérésie est née à l'étranger et s'insinue un peu partout. C'est une hérésie qui, non seulement porte atteinte aux assises surnaturelles de l'Eglise catholique, mais qui, en matérialisant dans le sang humain les concepts spirituels de l'individu, de la nation et de la patrie, dénie à l'humanité toute autre valeur spirituelle et constitue donc un danger international non moins grave que le bolchevisme lui-même. »

(Du discours de l'Archevêque de Milan, le Cardinal Schuster.)

Ce discours a été commenté par le « Regime Fascista » d'Italie, organe de M. Farinacci, dans les termes suivants : « Nous prévenons, tant qu'il est encore temps, qu'il ne faut pas trop tirer sur la corde, car, lorsqu'on veut attaquer quotidiennement, même à l'étranger, un régime autoritaire et totalitaire, il est prudent, il est même naturel de s'attendre à une réaction légitime. En réalité, on veut soumettre le régime fasciste à des vexations, à travers la question du racisme, uniquement parce que nous avons conclu avec l'Allemagne une alliance active, sincère et loyale, qui met les deux peuples à l'abri des égoïsmes des autres Etats et défend toute la civilisation contre le communisme. Le Vatican mène, aujourd'hui, sa politique étrangère en s'appuyant sur des

bases qui ne sont, certes, pas religieuses ; en effet, pour faire la grosse voix contre le fascisme, il ne dédaigne pas la solidarité avec les pires ennemis de l'Eglise. »

(Du « Régime Fascista », organe de M. Farinacci.)

« Dans la Métropole d'Anvers, journal belge d'extrême droite, Testis indiquait que la législation italienne, par ses dispositions antisémites au mariage, a « produit une faille profonde dans le bloc issu des accords de Latran ». Testis va plus loin : « Des menaces, des périls s'avèrent de plus en plus pressants » ; et il va jusqu'à parler d' « un violent malaise ».

Pour ce correspondant romain, « l'incompatibilité de deux doctrines — fasciste et catholique —, qui pendant un temps, ont pu coexister, grâce à une bonne volonté réciproque, semble aujourd'hui s'accuser de plus en plus. » L'influence nazie se fait de plus en plus sentir en Italie. Il y a bien des réactions dans le peuple, mais, dans un pays « où la presse n'est plus libre », elles sont nécessairement lentes et confuses. La presse du régime a bien laissé subsister « trois ou quatre quotidiens catholiques, d'ailleurs à étiquette nécessairement fasciste », en dehors de l'Osservatore Romano.

Ces journaux catholiques à étiquette fasciste tentent bien, par des prodiges de souplesse, « d'obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes ». Testis constate : « Ils n'y parviennent pas toujours, malheureusement ! ».

Mais, poursuit Testis, l'emprise du régime est si forte sur les moyens d'expression journalistique de la pensée en Italie, que ces protestations des quelques journaux catholiques n'eurent qu'un temps très court. L'approbation, au moins silencieuse, ou la disparition, il n'y a pas d'autre alternative.

Ajoutons que certains directeurs de journaux, n'imaginant pas de moyen terme entre bolchevisme et fascisme, s'évertuent à concilier fascisme et catholicisme, alors qu'il y a entre les deux doctrines (l'Encyclique « Non abbiamo bisogno » de 1931 l'a assez montré) une antinomie foncière. On ne peut établir de collaboration qu'au prix de toutes sortes de renoncements. C'est dans cette voie qu'il a bien fallu que s'engage cette presse catholico-fasciste. Aussi, ses protestations ne se profèrent-elles qu'à regret, semble-t-il, et provisoirement. Dès qu'une diversion s'offre à l'opinion publique, on est trop heureux d'oublier le commun diviseur pour se retrouver sous un dénominateur commun. On irait même plus loin, lorsqu'il s'agit surtout de politique purement temporelle en dehors de toute thèse doctrinale, pour se faire pardonner, dirait-on, les intransigeances et les résistances de la veille.

C'est ainsi qu'on a vu, ces jours-ci, divers organes, dirigés par des catholiques, épouser les thèses, reconnues universellement controvérsées, d'un soi-disant « irrédentisme » italien en Tunisie, en Corse, en Savoie, avec une absence d'impartialité, d'objectivité, de sagesse et d'esprit de paix qui étonne chez des publicistes se réclamant de l'enseignement chrétien. Nous pouvons, par contre, affirmer que cette politique est en principe réprouvée par tout ce que le monde romain compte d'autorisés et d'intelligents. C'est, juste dans le peuple italien, un vif regret, une sourde et universelle opposition. »

(« La Croix », 24-12-38.)

#### ETATS-UNIS

« L'évêque d'Omaha, Mgr Ryan, qui fait actuellement un voyage d'études en Amérique du Sud, a déclaré à son arrivée aux journalistes de Rio de Janeiro :

« — Mon voyage est suivi avec sympathie par le président Roosevelt quoi qu'il ne s'agisse pas d'un voyage officiel. Il est inspiré par le désir d'un plus grand rapprochement des deux Amériques. Nous sommes tous d'accord avec les principes exposés par le président Roosevelt dans son message au Congrès, demandant de la loyauté, dont dépend tout progrès de la civilisation. C'est pourquoi nous sommes contre le communisme et contre le nazisme. »

Le prélat a ajouté : « Qu'il ne faut pas confondre discipline et tyrannie ». L'Eglise est disciplinée, mais non tyrannisée. La démocratie demeure encore une forme de la discipline. »

(« La Croix », 10-1-39.)

#### FRANCE

« Des idéologies étranges sont nées au-delà de nos frontières. Elles apportent avec elles des conceptions qui ont violemment heurté notre tempérament national : ce sont les doctrines de violence, de haine, de domination, d'odieuse tyrannie à l'égard d'êtres humains parce qu'ils appartiennent à des races ou à des religions qu'on n'aime pas — c'est l'amour de la force brutale et d'elle seule — c'est la course aux armements et à des armements que les découvertes modernes dotent d'une puissance destructrice qui déconcerte l'imagination, c'est la volonté enfin de faire disparaître de ce monde cette civilisation chrétienne que nous aimons !

Devant ces étranges perspectives, l'âme française déconcertée, heurtée, scandalisée, s'est comme repliée sur elle-même, et elle a senti sourdre de ses profondeurs presque inconscientes ces tendances vers la charité, vers la liberté, vers la justice, vers la fraternité !

« Cependant, soyons justes. La liberté est bien une épée à deux tranchants. Elle peut faire le mal ou le bien. Et à travers les siè-

cles on compterait dans une mesure presque égale ses bienfaits et ses maux. Et devant les événements ne pourrait-on pas dire tour à tour : « O Liberté, que de crimes on commet en ton nom » et « O Liberté, que de crimes on commet contre toi ».

« La liberté, si elle veut remplir son message et ne servir qu'au bonheur de l'humanité, doit toujours avoir pour compagnes d'un côté la Vérité, et de l'autre la Justice et la Bonté. Ces trois compagnes la protégeront contre elle-même. Son dynamisme est en effet celui du levain dont le pain qu'il donne tient sa pureté et sa bienfaisance plus encore de la farine vivifiée que de lui-même. »

« L'Eglise, les grandes démocraties, la France et son Empire sont aujourd'hui dans le monde les défenseurs de l'ordre chrétien.

Ensemble elles veulent garder à l'humanité le respect de la personnalité humaine, l'amour vraiment fraternel qu'inspire l'idée chrétienne de la filiation divine et de l'égalité foncière de tous les hommes et de toutes les races.

Ensemble, elles veulent garder cette civilisation chrétienne faite d'égalité, de liberté, de fraternité, de justice et de charité. »

(Du discours prononcé par S. E. le cardinal Verdier au théâtre Marigny, le 20 janvier 1939.)

#### LA KULTURKAMPF

« Le mouvement de désertion de l'Eglise n'est point sensible seulement dans les grandes villes d'Autriche comme Vienne et Salzbourg : il gagne également les campagnes.

C'est ainsi que l'on annonce qu'aux environs de Salzbourg, à Hallein, plus de 300 personnes abandonnèrent l'Eglise à la suite de la harangue de Bürckel.

Dans le diocèse de Linz, les noms des membres qui quittent l'Eglise ne pourront plus être annoncés à l'avenir du haut de la chaire.

La presse autrichienne s'est vu interdire formellement de publier la moindre information au sujet de la mort du chanoine Krawanik qui fut jeté d'une fenêtre du second étage, lors de l'attaque du palais archiépiscopal et de la manifestation dirigée contre le cardinal Innitzer à Vienne. Le haut prélat est décédé des suites de ses fractures.

La série des « procès de moralité autrichiens » continue. Les journaux publient des renseignements sur les « secrets du confessionnal », qui provoquent un véritable écoeurement. Il devient évident que le but principal de ces procédures est de jeter le discrédit sur l'Eglise pour en préparer la destruction. »

« La direction d'Empire de la Fédération des instituteurs nationaux-socialistes a ar-

rêté, en vue de la célébration de la fête de Noël dans les écoles allemandes, que cette célébration ne devait revêtir aucun caractère religieux, mais qu'elle serait organisée comme « une fête populaire », à l'exemple de celle que célébraient les premiers Germains.

Le désir passionné de la lumière a trouvé son expression dans une décoration abondante de « Julkranzen » (couronnes de la fête du solstice d'hiver). La « Julfest » était une antique fête païenne germanique, célébrée en l'honneur de la déesse Freya et du soleil. N.D.L.R.) On a organisé des soirées pour les parents et les élèves, au cours desquelles on a récité des légendes qui racontent la lutte entre la lumière et les ténèbres. L'ordonnance porte littéralement : « En aucun cas, les spectacles populaires ne s'inspireront, dans la célébration de la fête de Noël, de l'idée religieuse, en raison de ce que doit être la mentalité propre de l'école commune allemande. »

(« La Croix », 27-12-38.)

\*\*\*

Dans une lettre du cardinal Bertram aux archiprêtres de son archidiocèse on lit :

« De toutes les parties du diocèse, des rapports parviennent, disant que la Ligue nazie des instituteurs est intervenue auprès du corps enseignant de toutes les écoles, exigeant qu'en protestation contre l'assassinat juif de Paris, les cours de religion soient aussitôt supprimés et ne soient plus donnés à l'avenir. J'ai déjà protesté à cette occasion le 16 novembre, auprès du ministre de l'Education du Reich, du président de la Silésie, et des présidents des gouvernements de Breslau, d'Oppein, de Liegnitz, de Francfort. J'ai fait valoir que cette initiative était : 1. Absolument incompréhensible quant à son fondement ; 2. Inhabituelle quant à sa forme. 3. Funeste quant à ses résultats. »

\*\*\*

« A propos du secret professionnel des ecclésiastiques, le ministre du Reich élève des objections contre le fait qu'à côté de l'enquête ordonnée par le pouvoir judiciaire contre des prêtres catholiques, les autorités ecclésiastiques en ouvrent une autre, au cours de laquelle on exige des témoins le serment de garder le secret professionnel (jusjurandum de secreto servando). L'Etat ne tolère cette thèse que pour les transactions qui affectent exclusivement le domaine ecclésiastique. Le ministre du Reich vient de stipuler que procès-verbal serait dressé à la charge de ceux qui prêteraient le serment précité, sans en excepter le respect du serment professionnel sous l'inculpation de favoriser ainsi les prévenus. »

(« La Croix », 27-12-38.)

Le Gérant : HENRI GALABERT.

Imp. S.P.I., 4-5, rue Saulnier, Paris (9<sup>e</sup>).

# QUESTIONNAIRE

## pour les prêtres basques

### réfugiés en pays étrangers

1° Dans quelle ville exerciez-vous votre ministère avant la guerre ? — De même, depuis le commencement de la guerre jusqu'au moment de votre exil ? — Quels étaient vos collaborateurs ?

2° Comment était organisé l'enseignement du catéchisme aux enfants ?

3° Quelle était la réalité politique et sociale de votre paroisse ? Indiquez les partis politiques et les syndicats ouvriers ; ainsi que leur influence sur la vie publique.

4° Quelles associations catholiques y avait-il et quels moyens étaient employés pour conserver les jeunes gens en contact avec la vie paroissiale ?

5° Quel était le nombre de catholiques pratiquants ? Y avait-il des indifférents et même des ennemis déclarés de l'Eglise ? — Nombre de vocations ecclésiastiques et religieuses.

6° Quels facteurs (écoles, journaux, livres, associations, etc.) contribuaient à la déchristianisation du peuple ? Quel en fut le résultat ?

7° La vie religieuse de votre paroisse souffrit-elle quelque altération depuis le commencement de la guerre jusqu'au moment de votre exil ? L'Eglise fut-elle utilisée comme moyen de propagande politique ou guerrière ?

8° La guerre civile fut-elle l'occasion ou la cause de nouvelles difficultés de conscience contre la religion catholique ? — Indiquez les principales.

9° Où vous trouvez-vous depuis le début de votre exil ? Indiquez le nombre de réfugiés basques qu'il y a dans votre ville. — Quel est le genre d'apostolat qui se fait auprès de ces réfugiés ? (Cathéchisme, prédication...).

10° Quelles œuvres religieuses ont été organisées parmi les réfugiés (exercices spirituels, missions, cercles d'études, pèlerinages...) ? — Indiquez-en le résultat.

11° Avez-vous connu quelques institutions, pratiques religieuses ou moyens d'apostolat, dont l'implantation future serait profitable pour le Pays basque ?

12° Que savez-vous de l'état actuel de votre ancienne paroisse ? La langue maternelle des fidèles y est-elle respectée dans la prédication ? Qu'en est-il des organisations sociales et culturelles que vous aviez créées ? Indiquez le genre et l'esprit des nouvelles associations qui les ont remplacées.



SOCIÉTÉ PARISIENNE  
D'IMPRESSIONS  
4 et 5, Rue Saulnier  
PARIS (9<sup>e</sup>)



# ANAYAK

CORRESPONDANCE  
BI-MENSUELLE

DES PRÊTRES BASQUES EN EXIL

N° 5

15 MARS

1 9 3 9



## SOMMAIRE :

SA SAINTETE LE PAPE PIE XII.

RAPATRIEMENT  
DES REFUGIES BASQUES

YASARPEN AINTZAGARRIA.

REPONSE.

LES OUVRIERS CHRETIENS  
BASQUES

ECHOS DE L'EXIL.

LES BASQUES ET LE DROIT  
INTERNATIONAL

SECTION DOCUMENTAIRE.

ADRESSES.

*828 3555*  
MIX

**PRIX**  
**50**  
**CTS.**



---

Rédac. et Adm., 5, rue Quentin-Bauchart, Paris-8<sup>e</sup>. — Tél.: BAL 13-71.

---

## SA SAINTETÉ LE PAPE PIE XII

B.D.I.C

par le chanoine A. de ONAINDIA.

*A aucun autre moment de notre vie, nous ne nous sommes sentis aussi justement orgueilleux de notre condition de fils de l'Eglise, que ces jours derniers, où le monde catholique a exprimé de tant de façons, et si éloquemment, sa juste et sincère douleur à l'occasion de la mort du grand Pape Pie XI et sa joie éclatante devant l'élection du nouveau Vicaire du Christ en la personne du Pape Pie XII.*

*Les protestants et les juifs, les incroyables et les libres-penseurs, les vieux anticléricaux et les communistes, tous se sont spontanément unis, tout d'abord au deuil immense et ensuite aux manifestations de joie des croyants. La tombe de Pie XI est un sépulcre glorieux. Le trône pontifical de son successeur s'élève au milieu de l'admiration et du respect de tous les hommes. La presse de toutes les opinions a traduit dans ses colonnes les sentiments profonds des coeurs chrétiens. La T.S.F. et le cinéma ont, eux aussi, traduit cet événement de la vie catholique.*

*Le temps où nous avons été orphelins n'aura constitué qu'une brève parenthèse, et c'est précisément dans la rapidité de l'élection du Conclave que réside un des principaux motifs d'union; ce vote a été le plébiscite de l'admiration et de la vénération du monde entier envers la chaire de Saint-Pierre.*

*Les heures sont graves pour tous. L'horizon ne s'éclaircit pas pour l'Europe. Les chancelleries veillent avec inquiétude et n'arrivent pas à calmer le malaise général des peuples. La Méditerranée est aujourd'hui houleuse et agitée. Pour toutes ces raisons, le monde avait besoin d'être protégé par la blanche silhouette du Père commun. Les jours de « sede vacante » semblaient nous suspendre sur l'abîme. Aujourd'hui, la conscience chrétienne repose dans la paix que donne la présence d'un guide sûr, Père de tous les hommes, défenseur serein et intrépide des hautes valeurs morales du patrimoine humain.*

\*\*

*La société assiste à l'échec retentissant des procédés exclusivement diplomatiques et humains qui ne peuvent asseoir fermement l'édifice de la paix. Ni les pactes, ni les conférences, ni les assemblées, ni les congrès n'obtiennent de résultats défi-*

nitifs. La guerre des tarifs douaniers, la folle course aux armements, véritable suicide, la consécration de la force érigée en système de gouvernement des peuples, le fait consommé élevé à la hauteur d'un principe indiscutable de vie internationale, tout cela nous a amenés au bord de l'abîme, et les hommes d'Etat ne se sentent pas l'énergie nécessaire pour arrêter cette course à la mort. C'est une crise fatale d'inertie qui nous pousse à l'hécatombe. Cette amère expérience ouvre les yeux de beaucoup, qui s'adressent aujourd'hui au Saint Père pour lui demander un conseil, une directive, un mot qui en finisse avec les luttes mortelles de ses fils. On se confie pleinement à Lui, car il est « un envoyé sans armes », et on le sait d'un coeur plein d'un saint optimisme.

\*  
\*\*

Dans cette élection, l'opinion publique a vu la décision très ferme du Collège Cardinalice de défendre toute hypothèque, l'indépendance totale et absolue de l'Eglise. Les allusions désagréables et les ridicules tentatives de veto n'ont pas manqué, malheureusement. Mais il est sûr que personne n'osera revendiquer aujourd'hui la paternité de ces actes. La conscience universelle les a condamnés. L'Eglise est une société souveraine, indépendante, universelle. Ses pouvoirs viennent de Dieu, et elle ne peut être soumise à aucune autorité humaine. Chaque fois que, dans l'Histoire, le pouvoir des hommes a prétendu exercer une injuste hégémonie sur les droits et les privilèges de l'Eglise, ce pouvoir a fini par échouer. L'Eglise est une société spirituelle et divine établie par Jésus-Christ entre les hommes pour le bien suprême des âmes, et ce bien ne peut jamais être sacrifié à une autre finalité secondaire, pour noble qu'elle soit. C'est le pouvoir moral le plus élevé qu'il y ait sur cette terre. Aujourd'hui, ce caractère a été pleinement confessé par le monde entier.

\*  
\*\*

La devise de Pie XII est profondément expressive et contient le remède convenable aux maux qui tourmentent aujourd'hui la société: « Opus justitiae pax ». La paix est l'oeuvre de la justice. Désir sincère de paix entre les hommes, mais une paix digne, absolument respectueuse des droits de la justice.

« Il n'y a de paix possible, écrivait le cardinal Mercier, que dans l'ordre, et l'ordre repose sur la justice et la charité. » Une Paix vive et féconde et non la paix de la mort et des cimetières, ni le silence imposé par la force, mais bien la paix qui provient du juste équilibre des choses. La justice place chaque chose à sa juste place, et c'est de là que vient l'ordre.

La vie sociale est semblable à celle de l'organisme humain. Celui-ci se compose de divers organes qui s'articulent et s'adaptent les uns aux autres, malgré leur diversité et leur variété. La main est différente du pied, la tête est différente du coeur. Chaque membre a sa mission à remplir. Nous n'avons pas tous les mêmes facultés, ni le même âge, ni la même santé; cependant, de l'ensemble varié et complexe des hommes raisonnables, organisés, naît la société humaine, dans laquelle tous ne commandent pas, et tous n'obéissent pas. Toutes les grandes

crises humaines ont à leur origine un fond d'injustice. C'est alors que l'homme recourt aux procédés nécessaires, afin de rétablir l'équilibre perdu. Parfois, cette tentative réussira, mais il se peut que l'injustice s'impose par la force et qu'il arrive un moment où il devient légitime de se défendre même par les armes contre cette violation de la justice, qui ne doit jamais être au service de la violence.

Aujourd'hui, tous les hommes d'Etat proclament leurs désirs de paix, mais il n'y aura pas de véritables apôtres de la paix, tant que l'oppression, la violence et la terreur seront érigées en système de Gouvernement. Aujourd'hui, on abuse du chantage à la violence, et même à la guerre. On croit que le droit à la vie n'appartient qu'aux forts, et l'on oublie que les nations ont été faites par Dieu pour vivre en harmonie les unes avec les autres, et que la prospérité des unes doit profiter aux autres. C'est là un péché contre la Providence, qui nous a fait tous frères les uns des autres, les individus comme les peuples.

\*\*

Les Basques ont écouté le premier message du Saint Père avec une sincère émotion chrétienne, au milieu de la douleur qui trempe et fortifie les esprits. Le regard du Pape s'est arrêté avec une prédilection particulière sur ceux qui sont éprouvés par la pauvreté et par la misère, et ses paroles ont été recueillies par l'âme du peuple basque, comme autant de gouttes de rosée bienfaisante tombant sur l'aridité d'un champ calciné. Le mot de paix provoque en notre esprit de profondes réactions. La paix, nous l'avons perdue il y a longtemps. Nos foyers sont vides, nos montagnes ensanglantées, dans nos prisons des milliers des nôtres sont entassés, dans les camps de concentration d'innombrables Basques souffrent d'être isolés et abandonnés, et ils sont légion ceux qui mangent le pain dur de l'exil. Oui, personne plus que nous ne désire la paix, une paix féconde, joyeuse, qui apaise les hommes, calme les rancunes et engendre l'union des esprits. Mais la paix doit être basée sur la justice, sur la reconnaissance des droits du faible, sur le respect du libre exercice de la vie traditionnelle d'un peuple.

Le Pontificat de Pie XII débute au moment où le fracas de la lutte sur les fronts d'Espagne commence à s'apaiser. Dieu veuille que le silence qui suivra la fin des hostilités soit pénétré d'esprit de justice et de charité chrétienne et que ceux qui ont combattu se réconcilient, comme des frères en Jésus-Christ qu'ils sont tous.

Nous, les prêtres basques, nous avons une très haute mission à remplir en ces heures historiques: nous représentons la fraternité évangélique. Toutes nos paroles, nos actes et nos interventions doivent être pénétrés de l'esprit du Christ; nous devons prêcher à nos fidèles des doctrines positives basées sur la légalité et le droit, sans ouvrir entre eux des abîmes infranchissables. Tel est la solennelle promesse que nous faisons du plus profond de notre être, à notre très vénéré Pape S. S. Pie XII. Celle d'être les hommes de la paix, les hérauts de la fraternité, les prédicateurs de la charité.

# RAPATRIEMENT DES REFUGIES BASQUES

par IBON DE ZAPOLA.

La guerre civile espagnole a considérablement aggravé le problème des réfugiés en France, nation accueillante aux malheureux sans patrie. Allemands et Italiens, Russes et juifs ont été expulsés de leurs pays par la fatalité des circonstances politiques. Aujourd'hui, des centaines de milliers de vaincus ont passé la frontière des Pyrénées, à la recherche d'un asile sûr, où ils pourraient soulager leur immense douleur. Leur vie ou leur liberté étaient en péril. Ils ont tout perdu : foyer, biens, patrimoine. Leur présence crée en France une quantité de graves problèmes. C'est une raison de plus, pour eux, de se montrer reconnaissants envers ce peuple qui sait comprendre les souffrances des pays qui sont déchirés.

La guerre touche à sa fin et la question des réfugiés est plus que jamais d'actualité dans la presse, dans les cercles politiques, dans les Parlements et au sein des Gouvernements européens. C'est un problème qui ne doit pas être méconnu. Les démarches se multiplient auprès du général Franco, en faveur d'un traitement clément et humanitaire envers les vaincus. Le criminel, sans aucun doute, doit répondre de ses forfaits devant les tribunaux. La justice l'exige et la conscience publique le réclame. Mais notre attention est attirée à l'heure actuelle par cette multitude d'exilés d'une honnêteté insoupçonnable, qui ont lutté avec dignité et bravoure pour défendre les idées qu'ils professaient sincèrement et qui n'avaient rien de condamnable. Nous parlons, pour être plus précis, surtout des Basques.

Ils ont été vaincus par la supériorité de l'armement de leurs ennemis. Ceux-ci ont été plus forts et se sont imposés. Il ne s'agit pas, en l'occurrence, de criminels en face de gens purs, immaculés, mais de vaincus devant leurs vainqueurs. Seule la force a décidé.

Leur conduite dans la guerre fut profondément humaine même envers leurs adversaires politiques. Ils ont fait des prodiges de sacrifice, pour sauver leurs propres ennemis. La liste des milliers de personnes qui doivent leur vie aux activités, souvent héroïques, des Basques, n'est pas encore complètement établie. Ils furent inspirés d'un sentiment de paix, même dans les moments les plus critiques de la guerre. Ils furent toujours généreux, comme peuvent en attester les représentants diplomatiques qui exerçaient leur mission auprès du Gouvernement d'Euzkadi, et particulièrement les représentants accrédités de la France, de l'Angleterre et de l'Argentine. En Euzkadi, la propriété, la religion et les droits de la personne humaine furent respectés, en tenant compte des restrictions qui

s'imposaient à un Etat en guerre. Le seul fait regrettable que l'on ait à relever pendant la guerre que soutint le peuple basque fut, en janvier 1937, le massacre des prisonniers dans certaines prisons de Bilbao : ce massacre fut l'oeuvre de certains éléments de la population civile exaspérés par un bombardement aérien des quartiers populaires de la ville. Le Gouvernement Basque, non seulement ne chercha pas à dissimuler ce forfait, mais le condamna publiquement, en punit les auteurs et en fit part aux représentants étrangers et aux journalistes. Les Basques protégèrent la vie des prisonniers qu'ils mirent en liberté aux heures tragiques de la chute de Bilbao. Le récit de cette héroïque libération n'a pas encore été écrit, mais ce fait constitue la preuve la plus évidente des sentiments humains et généreux des Basques. Dans l'exil, les Basques ont eu une conduite qui leur a mérité les plus chaleureux éloges des autorités civiles et ecclésiastiques de France, de Belgique et d'Angleterre, et surtout, ils se sont gagnés les sympathies des peuples qui les ont accueillis dans leur malheur. Le Basque sait souffrir avec dignité son éloignement forcé de la terre qui le vit naître. Le Gouvernement d'Euzkadi a organisé, de ses propres efforts, des colonies et des refuges, des hôpitaux et des écoles, des groupes artistiques qui ont parcouru les principales capitales d'Europe et ont paru sur les scènes les plus célèbres. Beaucoup de Basques, médecins, ingénieurs, avocats, etc., ont déjà obtenu des situations importantes dans divers pays d'Amérique. Quelques Républiques Sud-Américaines ont offert aux autorités basques de collaborer avec elles pour une politique d'émigration des Basques sur une grande échelle.

Les autorités françaises, elles-mêmes, ont su apprécier les hautes qualités du peuple basque, elles ont su le distinguer de l'émigration composite et parfois suspecte qui a récemment passé les Pyrénées. Un établissement des Basques en France serait vu avec faveur par de nombreux Français, et des plus éminents, qui comprennent l'apport appréciable que constituerait pour leur pays cette immigration d'élite.

Les Basques savent cela, et de tels faits leur font envisager l'avenir avec sérénité. Cependant, ils ont gardé, toujours aussi vif, l'amour de leur pays et n'ont pas renoncé, bien au contraire, à y rentrer, dès que les circonstances leur permettraient de le faire dans des conditions acceptables.

C'est pourquoi on ne doit pas préconiser une politique de rapatriement immédiat de ces réfugiés, tant que l'on ne peut compter sur des garanties sérieuses, quant à la vie, la liberté et les biens de ces derniers.

Il semble que cette façon d'envisager le problème des réfugiés, soit partagée par les gouvernements européens, spécialement par ceux de Londres et de Paris, qui multiplient les démarches en vue d'obtenir des garanties sérieuses en faveur des réfugiés destinés, tôt ou tard, à rentrer dans leur pays. Cette opinion générale paraît être celle du général Franco lui-même, qui ne peut ignorer que telle est la condition de la pacification

de l'Espagne : nous en trouvons la preuve dans le télégramme du général Franco, lu par M. Chamberlain, à la Chambre des Communes le 27 février dernier : « Le patriotisme et la générosité du Caudillo, dont il a donné de si nombreux exemples dans les territoires libérés, de même que l'esprit d'équité et de justice, qui inspire tous les actes du gouvernement nationaliste, sont une garantie sérieuse pour tous les Espagnols qui ne sont pas des criminels. »

La presse quotidienne s'est fait l'écho de ces paroles qui ont sans aucun doute contribué à rassurer bien des milieux politiques européens.

Quant aux principaux intéressés, les réfugiés, et en particulier les Basques, il ne faut pas s'étonner qu'ils ne fassent pas pleinement confiance aux paroles du général Franco : tout d'abord, il est naturel que la méfiance envers un adversaire ne disparaisse pas aussitôt une guerre finie, et encore moins alors que le conflit n'est pas encore complètement liquidé ; des hommes qui ont lutté pendant des mois les uns contre les autres ne peuvent, aussitôt après, se tendre la main sans arrière pensée ; un peuple qui a été vaincu, qui a conservé le souvenir douloureux de son pays dévasté, de ses fils tués, qui voit son territoire occupé alors qu'il est en exil, ne peut applaudir et se confier aux premières paroles de modération qui tombent des lèvres de son vainqueur. L'histoire est pleine de ces méfiances survivant à des conflits depuis longtemps apaisés.

D'autre part, certains faits semblent malheureusement donner à penser qu'une telle confiance serait prématurée : des milliers de Basques souffrent dans les prisons et les camps de concentration, les foyers dispersés ne sont pas reconstruits ; tout cela, les Basques exilés le savent mieux que personne, ils connaissent la situation actuelle de leur pays ; ils savent, par exemple, qu'il y a actuellement encore plus de quinze cent femmes dans les prisons du pays basque, ils savent que tout cela n'est que l'étape actuelle du long martyre qu'a souffert leur peuple et que si beaucoup de Basques ne sont plus en prison, c'est qu'ils ont été fusillés. Tout cela, un observateur, fût-il de bonne foi, ne peut pas le savoir s'il se contente, comme l'ont fait certains, de parcourir le pays basque à cent à l'heure.

Il est au moins un document officiel, irréfutable, que tout le monde peut connaître et qui vient renforcer cette méfiance légitime des Basques exilés : c'est la loi intitulée « des responsabilités politiques », promulguée à Burgos le 9 février de la présente année par le général Franco lui-même. Cette loi, à effet rétroactif, est aussi large quant aux catégories de citoyens qu'elle concerne, que rigoureuse en ce qui regarde les peines appliquées. Remontant jusqu'au mois d'octobre 1934, elle condamne des actes alors parfaitement légaux, et châtie même la « passivité grave » en certaines circonstances. Tous les affiliés ou même les sympathisants à quantité

d'organisations politiques, sont frappés. Seuls, sont épargnés les sujets espagnols ayant moins de quatorze ans.

En dénonçant ces faits, ne serait-ce qu'à grands traits, nous n'avons pas l'intention d'entraver, en quoi que ce soit, une politique de paix et de compréhension mutuelle. Bien au contraire, en notre qualité de prêtres basques, nous proclamons bien haut que nous désirons le retour de nos compatriotes à leurs foyers, la fin de cet exil, nous voulons que les familles se regroupent, que les villes se reconstruisent, que la paix règne à nouveau dans les esprits, une paix basée sur la vérité, sur la justice et sur la charité chrétienne.

Mais, si nous croyons que le général Franco veut la pacification de l'Espagne, comme le dit son télégramme et comme c'est la pensée naturelle d'un homme d'Etat, les faits et l'important document dont nous avons parlé ci-dessus, nous font craindre que de telles promesses de clémence soient prématurées : à l'heure actuelle, la guerre, si elle touche à sa fin, n'est pas finie, et les esprits ne sont pas apaisés, l'ivresse de la victoire risque de provoquer dans les vainqueurs, vis-à-vis des exilés revenus dans leur pays, des actes déplorables qui ne pourraient que prolonger le conflit moral encore existant.

Ce n'est que lorsque les faits les convaincront de l'existence de garanties sérieuses, lorsque la situation sera devenue plus normale, que les Basques pourront faire confiance aux paroles de paix et de fraternité qui ont été prononcées par les chefs actuels de l'Espagne. Ils regagneront leurs foyers, apporteront le concours de leur activité, de leurs capacités, de leur honnêteté, toutes choses aujourd'hui universellement reconnues et appréciées, toutes choses dont l'Espagne aura bien besoin pour la reconstruction de ses richesses, matérielles et morales, dévastées par cet atroce conflit. Leur amour de la paix et du travail, leur modération naturelle, leur sens chrétien de la vie contribueront puissamment à cette pacification des esprits si nécessaire à l'Espagne, et par conséquent à l'Europe. Au contraire, une invasion massive d'étrangers au pays basque, créerait dans cette région un foyer de malaise, d'inquiétudes et de troubles qui pourraient être un danger constant pour la paix en Espagne et pour la paix en Europe, ces deux choses étant étroitement dépendantes l'une de l'autre.

Mais, pour nous, surtout, prêtres, ces considérations pour importantes qu'elles soient, s'effacent devant un intérêt suprême : l'intérêt de la justice. S'il est difficile d'éviter que la population civile subisse les effets de la guerre moderne, il n'en est pas moins vrai qu'elle ne saurait souffrir des conséquences d'un conflit déjà disparu. Le droit des gens, mieux encore, la justice la plus élémentaire, protège une population honnête qui n'a fait que défendre des idées qui lui étaient chères ; la justice exige que des gens qui ne sont ni des criminels, ni des malfaiteurs, regagnent leurs foyers, reprennent possession de leurs biens, des moyens qui leur permet-

tent de vivre une vie de travail, décente et digne. Les divergences d'opinion politique ne peuvent en aucun cas justifier l'exclusion de la vie sociale et la condamnation sans merci d'hommes irréprochables. Le christianisme interdit à un vainqueur d'abuser de sa victoire, au fort d'accabler le faible ; il proclame la « Paix sur la terre aux hommes de bonne volonté », il commande de regarder son prochain comme son frère. Tels sont les principes sur lesquels doit être basée la paix de l'Espagne, si l'on veut que cette paix soit durable et féconde.

*Anayak* remercie vivement nos nouvelles patries adoptives, spécialement la France, pour les considérations qu'elles ont eues pour nous, et nous leur garantissons l'honnêteté et la loyauté des Basques. C'est aussi notre désir le plus sincère que les autorités franquistes voient les réalités et prouvent par leur conduite et par les faits la sincérité de leurs promesses. Libérer et rendre à leurs foyers les milliers d'honnêtes gens qui souffrent en prison, dans les camps de concentration ou dans l'exil, et cela dans le territoire même contrôlé par le général Franco, telle serait la meilleure preuve et la meilleure garantie pour ceux qui, de l'étranger, contemplant ce tableau de malheurs.

---

## REPONSE

Le prêtre séculier est obligé de résider dans le diocèse auquel il est attaché.

S'il ne peut se dispenser de cette obligation sans le consentement de son Ordinaire, celui-ci, par contre, ne peut pas non plus l'envoyer dans un diocèse étranger sans le consentement de l'intéressé. C'est un contrat d'obligation mutuelle.

Le clergé séculier ne s'est engagé qu'à servir son diocèse. Le devoir est naturellement conditionné par le Droit Naturel, le droit à la vie, à la liberté. Le Droit Canonique protège aussi la liberté du ministère de ce clergé. e

S'il n'y a pas de garanties de vie et de liberté, l'obligation canonique de résidence tombe par le fait même.

---

## AU PAPE PIE XII

Prêtres basques exilés saluent avec émotion Souverain Pontife et l'assurent de leur filiale et inébranlable soumission.

Chanoine ONAINDIA.



# ECHOS DE L'EXIL

## SAINT-JEAN-DE-LUZ

Plage à la mode, fréquentée par des milliers d'estivants venus du monde entier, Saint-Jean-de-Luz n'a pas perdu, cependant, les caractéristiques basques. Son port et ses rues paraissent autant de tableaux du peintre basque Arteta. L'euskera est la langue habituelle des « luziens », le drapeau basque évoque le terroir et donne à Saint-Jean-de-Luz une note de gaieté.

Plus d'un millier de Basques réfugiés vivent comme dans leur propre foyer dans ce sympathique coin de terre basque. Les habitants de la ville les considèrent et les traitent comme des frères. Les réfugiés apportent aujourd'hui une saveur toute originale à la région. Ils prennent part aux activités sportives, gagnent des concours, et, par leur conduite exemplaire, sont une apologie vivante de leur cause. Le groupe « toloxarra », les équipes cyclistes, les « botxatarras » sont devenus des institutions. Quand ils seront retournés dans leurs foyers, les exilés n'oublieront jamais les réunions animées de « La Petite Gironde », les graves « batzarres » de l'Hôtel Eskualduna et les parties de pelote du Trinquet. La merveilleuse plage, la promenade d'Ascain, les « arrantzales » de Ciboure, Sainte-Barbe, Campos-Berri, tous les coins vivront toujours dans notre tendresse et dans notre gratitude.

Presque tous les réfugiés pratiquent la religion catholique. Leur assiduité aux cérémonies de l'Eglise paroissiale est hautement édifiante. Il doit y avoir peu d'églises où les cérémonies aient l'onction et la splendeur de celles de Saint-Jean-de-Luz. Plus de 150 réfugiés communient quotidiennement. Ils forment le plus grand nombre des fidèles qui assistent chaque jour aux cérémonies du soir. Les sorties de la grand'messe du dimanche sont une des manifestations les plus sympathiques de la vie sociale de Saint-Jean-de-Luz. C'est là qu'on se rencontre, qu'on se transmet les nouvelles, qu'on les commente.

Le P. Miguel Horn, S. J., fut pendant plusieurs mois, le confesseur ordinaire des réfugiés. Plus tard, le P. Toledo, lui succéda, et a organisé le catéchisme, auquel assistent 95 enfants et 40 adultes. Il se charge aussi de l'assistance aux malades et remplit auprès de ses compatriotes, les fonctions de curé.

Nous voulons faire figurer dans « Anayak » les noms des catéchistes auxiliaires dont le dévouement est vraiment admirable : Juli de Eguia, Merche de Juan, Lolita Uriarte, Tere de Rotaetxe, Tere Chalbaud, Miren Sesé, Arantza Sesé, Maria del Carmen Landa, Miren de Albizuri, Carmen de Ganuza et Felipa Jausoro.

A la fin du mois de mars 1938, le P. Toledo organisa une retraite spirituelle qui fut prêchée par MM. les abbés Policarpo de Larrañaga et Joaquin de Bermejo depuis le 28 mars au 1<sup>er</sup> avril. Il y eut une assistance de plus de 1.000 compatriotes avec ceux des alentours de Saint-Jean-de-Luz. Elle fut suivie d'une communion générale de plus d'un millier de personnes.

Le 19 mai 1938, 31 petits reçurent pour la première fois la Sainte Communion après un rigoureux examen de catéchisme et une retraite préparatoire.

Le 25 novembre, on organisa un service solennel pour l'âme du fondateur du Parti Nationaliste Basque, M. Sabino Arana Goiri, avec l'assistance des autorités basques et de plus de 1.000 réfugiés.

Avec leur conduite religieuse et civique exemplaire, nos compatriotes ont gagné l'affection des habitants de Saint-Jean-de-Luz.

# LES OUVRIERS CHRETIENS BASQUES

**Préambule.** — Avant d'exposer la vie syndicale au Pays Basque ou Euzkadi, il convient de dire quelques mots sur la situation sociale de l'Espagne dans son ensemble.

En Espagne, avant la guerre civile, les ouvriers appartenaient aux trois organisations suivantes :

- a) Union Générale des Travailleurs (Socialistes) ;
- b) Parti Communiste Espagnol (de la III<sup>e</sup> Internationale) ;
- c) Confédération Nationale du Travail (Anarcho-syndicalistes).

Les ouvriers groupés dans ces organismes dépassaient le nombre de deux millions.

On calcule qu'un chiffre égal vivait en marge des associations syndicales.

Les syndicats catholiques avaient très peu de vitalité. Leurs effectifs n'atteignaient pas le nombre de 40.000. De plus, ces syndicats avaient un caractère ouvrier peu accusé. Ils se développaient sous une certaine influence patronale. C'est pourquoi on les appelait « amarillos » (syndicats jaunes).

Au moment de l'établissement de la République en 1931, les Syndicats marxistes acquirent une grande puissance ; par contre, les organisations ouvrières catholiques, sans disparaître totalement, perdirent toute influence sur la vie publique.

Les partis politiques de droite en Espagne n'ont jamais manifesté la moindre préoccupation en face du problème social. L'extrême droite ne connaissait d'autre procédé que celui du « politique d'abord ». C'est ainsi que M. Lamamié de Cairac, député monarchiste de la tendance carliste, élu par la province de Salamance, s'exclama aux Cortès de Madrid : « Si l'on continue à citer les Encycliques des Papes, nous, défenseurs de la propriété, nous verrons dans l'obligation de nous déclarer schismatiques. » D'autre part, M. Honorio Maura, député monarchiste du parti alphonsiste, affirma que : « Les encycliques papales sont belles en théorie, mais elles sont irréalisables dans la pratique. » Le journal le plus important des partis de droite, l'**A. B. C.** (monarchiste), disait le 9 avril 1935 : « Jamais le divin Rédempteur n'enseigne que le bonheur des hommes se trouve dans les biens terrestres. Il ne fonda aucun syndicat agricole en Galilée, et ne se préoccupa de la question sociale. »

Au sein du parti catholique de M. Gil Robles (CEDA), il exista à tout moment deux tendances différentes et même opposées autour de la question sociale. Il n'y avait pas une vraie homogénéité dans ce groupement ; les uns étaient monarchistes plus ou moins avoués, ennemis du ralliement au nouveau régime républicain et de toute politique de caractère social ; les autres, étaient sincèrement républicains et partisans d'une profonde rénovation sociale. Le représentant le plus qualifié de cette dernière tendance fut M. Jimenez Fernandez, lequel, lors du triomphe électoral de M. Gil Robles, en 1933, occupa le poste de ministre de l'Agriculture. Le nouveau ministre ne tarda pas à présenter à la Chambre un projet de réforme agraire inspirée dans les doctrines sociales de l'Eglise.

Ce furent les membres du Bloc des Droites, qui attaquèrent avec violence le projet de M. Jimenez Fernandez et le firent échouer.

Le sociologue Palau, jésuite, profond connaisseur de la réalité espagnole, écrivait le 20 août 1936 : « Catholiques des nations sud-américaines : apprenez de vos frères d'Espagne qu'ils ne surent pas convertir leurs yeux en une fontaine de larmes quand ils devaient le faire ; ils ne voulurent réaliser rien d'effaçable pour le relèvement économique et social du peuple qui travaille. »

\*\*

**Au pays basque.** — La situation sociale offrait chez nous avant la guerre un vrai contraste avec le reste de l'Espagne. Les forces sociales peuvent être ainsi classées :

- a) « Euzko Langille Batza » (Solidarité des Travailleurs basques ; syndicats confessionnels catholiques des ouvriers et des employés) : 52.000 membres.
- b) « Euzko Nekazari Bazkuna » (Organisation des paysans catholiques basques) : 9.000 maisons de campagne ou familles paysannes.
- c) Socialistes (U. G. T.) : 38.000 membres.
- d) Communistes : 10.000 membres.
- e) Anarchistes (C. N. T.) : 4.000 membres.

**Historique.** — « Euzko Langille Batza », naquit à Bilbao en 1911, à un moment où les troubles sociaux étaient intenses. Parmi ses fondateurs, il convient de citer le nom de M. Robles Aranguiz, son président actuel et député ouvrier basque au Parlement espagnol ; il a été, de tout temps, le grand animateur du syndicalisme chrétien au pays basque. Le mouvement syndical chrétien a dû lutter contre deux sortes d'adversaires. D'un côté, le socialisme, nourri surtout de masses ouvrières étrangères au pays, appartenant aux Syndicats marxistes ; de l'autre côté, les grands capitalistes de Bizkaye disposés à s'entendre avec les marxistes pour plusieurs raisons : parce que la main-d'oeuvre castillane et galicienne, qu'ils faisaient venir au pays basque, leur coûtait moins ; ensuite, par peur des dirigeants marxistes avec lesquels ils cherchaient à être d'accord ; enfin, par leur sentiment furieusement centralisateur et anti-basque.

Il est sûr que si « Euzko Langille Batza » n'avait pas prospéré, la presque totalité des ouvriers basques n'auraient pas tardé à s'inscrire dans les organisations marxistes, avec les mauvaises conséquences que cela aurait eu pour la vie sociale et religieuse d'Euzkadi.

Dans la lutte pour faire valoir leurs droits syndicaux, plusieurs travailleurs chrétiens basques trouvèrent la mort. Cependant, chaque fois que se présentait le moment de défendre les justes aspirations des ouvriers, le syndicalisme basque n'hésita pas à faire une alliance *circonstancielle* et *temporaire* avec les marxistes ; il gagna ainsi, grâce à sa droiture, un grand prestige dans les classes laborieuses.

La devise des travailleurs basques était : dans le cadre des principes catholiques, « Union Ouvrière et Fraternité Basque ».

Ces ouvriers célébrèrent deux grands Congrès généraux : celui d'Eibar, en 1929, et celui de Vitoria, en 1933. Au cours de ces Congrès, de même que dans leur programme initial, ils affirmèrent leur adhésion aux enseignements des encycliques pontificales. Dans le dernier congrès, ils adhérèrent à l'Union Internationale chrétienne d'Utrecht.

« Euzko Langille Batza » a déployé une grande activité dans la création des Coopératives, groupées dans la remarquable « Confédération Basque des Coopératives ».

Le point de départ de cette oeuvre fut la « Coopérative de Deusto », dont l'animateur principal était M. Eliodoro de la Torre, député nationaliste basque au Parlement de Madrid et actuellement ministre des finances du gouvernement

d'Euzkadi. Cette institution comprenait plus de mille associés et autour d'elle se développèrent une mutualité, une clinique ouvrière dotée de toutes les avances modernes, un service médical gratuit à domicile, etc.

A l'issue de son dernier Congrès général de Vitoria, les ouvriers basques décidèrent de créer partout des coopératives semblables à celle de Deusto. C'est ainsi qu'au moment de la guerre civile il y avait en Bizkaye 17 coopératives, représentant un capital de 25 millions de pesetas de consommation annuelle ; en Gipuzkoa, il y en avait huit, avec cinq millions de vente par an. Dans les autres régions basques, Alaba et Navarre, l'oeuvre venait de commencer l'année 1936.

Une bonne partie des bénéfiques était destinée au soutien des écoles chrétiennes basques fondées dans les principaux centres industriels pour l'éducation des fils des ouvriers. Une autre partie s'employait dans les services médicaux, dont l'organisation vraiment efficace était un groupement de plus de 300 infirmières adonnées totalement aux soins des malades de la classe ouvrière.

**Propagande.** — L'essor de l'organisation des Travailleurs Basques était dû surtout au zèle de ses propagandistes. La localité la plus humble entendit la voix des ouvriers chrétiens, des employés et des prêtres qui utilisaient tous leurs moments de congé pour répandre partout la doctrine sociale chrétienne. Non seulement la propagande se faisait par des discours, des conférences, ou des cercles d'études sociales, mais aussi par des cours organisés par une Université populaire intitulée « Groupement d'Action Sociale Chrétienne et Basque ».

La propagande écrite avait lieu à travers l'hebdomadaire « Euzko-Langille » (Le Travailleur Basque), le journal « Lan Deya » (La Voix du Travail) et la « Page Sociale » quotidienne du journal « Euzkadi », organe du Parti nationaliste basque ; cette page était consacrée à la diffusion des enseignements de la sociologie chrétienne et à faire connaître l'oeuvre de « Euzko Langille Batza ». Cet effort, très méritoire, portait de grands fruits.

C'était la seule propagande sociale chrétienne qui exista au Pays Basque et s'opposa aux organes marxistes, comme « Euzkadi Roja » (Communiste) « C. N. T. » (anarcho-syndicaliste) et « La Lucha de Clases » (Socialiste).

\*\*

**Coopération sociale du clergé.** — Rien de plus vrai que le phénomène général de la déchristianisation des masses par l'éloignement et l'indifférence religieuse des ouvriers. D'après Pie XI, de glorieuse mémoire, il s'agit du grand scandale du siècle.

Le clergé basque a eu conscience de ce danger, qui existait aussi bien chez lui qu'ailleurs. Nos prêtres comprirent la noble et grande mission sociale qu'« Euzko Langille Batza » pouvait accomplir dans leur pays. C'est pourquoi ils manifestèrent toute leur sympathie et donnèrent leur appui à cette organisation. Celle-ci n'avait pas d'aumôniers attirés dans ses syndicats locaux. Cependant, les contacts entre le clergé et les cadres ouvriers étaient nombreux et permanents. Aussi bien dans la propagande générale en faveur des idées sociales chrétiennes que dans l'orientation concrète des syndicats locaux, l'action du prêtre était non seulement acceptée, mais sollicitée par les ouvriers eux-mêmes. C'est ainsi que M. l'abbé Policarpo de Larrañaga, vicaire de la ville industrielle d'Eibar, peut être considéré comme le grand animateur du mouvement social chrétien des paysans basques. De même, le regretté abbé José Ariztimuño, fusillé sans jugement par les autorités franquistes, fut dans la presse quotidienne et dans la propagande orale un excellent apôtre de la cause sociale chrétienne basque.

A son tour, le jeune vicaire de Renteria, l'abbé Martin de Lekuona, fusillé

également sans jugement par les franquistes, vivait en plein pour l'idéal de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne dans la province de Gipuzkoa. Les abbés José de Markiegi et Célestino de Onaindia dirigeaient des cercles d'études sociales pour les ouvriers des paroisses de Mondragon et d'Elgoibar qu'ils desservaient respectivement. Ces deux prêtres ont été fusillés sans aucune forme de procès par les fascistes espagnols.

Dans les principales villes industrielles du diocèse de Vitoria fonctionnaient des cercles d'études sociales tenues par des prêtres zélés et aimés, comme ils le méritaient, par les travailleurs de leurs paroisses.

Au cours des années 1932-1933, la propagande sociale des prêtres basques offrit un caractère particulièrement intéressant. L'abbé Ariztimuño et le chanoine Onaindia initièrent des controverses publiques dans les locaux mêmes des extrémistes de gauche. Ce genre d'apostolat suscita un vrai remous dans les milieux ouvriers et dans toute l'opinion publique du pays basque. Les orateurs combattaient les théories marxistes, tout en se présentant comme des défenseurs convaincus de la doctrine sociale de l'Eglise. Ils faisaient cela sans blesser la moindre susceptibilité personnelle. Ce moyen d'apostolat fut critiqué d'une manière impitoyable par la presse d'extrême droite. De la part des ouvriers, même des anarchistes les plus avancés, cette forme de propagande trouva le meilleur accueil.

**Les ouvriers basques dans la guerre civile.** — Les travailleurs basques ont lutté dans la guerre civile contre le général Franco et ses alliés. La raison de cette attitude est que les militaires espagnols ont eu comme programme d'anéantir toutes les organisations ouvrières. Comme on pouvait s'y attendre, le Gouvernement de Burgos a supprimé totalement la liberté ouvrière. Aucun syndicat, autre que celui de la Phalange espagnole, n'existe actuellement.

Malgré son caractère ouvertement chrétien, « Euzko-Langille Batza », a souffert le même traitement que les organisations d'extrême gauche.

Nous n'arriverons jamais à comprendre comment ceux qui se disaient être les ennemis du communisme se sont acharnés à poursuivre si durement la seule organisation ouvrière chrétienne qui exista dans le territoire de l'Etat espagnol. Cela ne peut s'expliquer que par la mentalité anti-ouvrière et anti-basque des partis espagnols de droite.

« Euzko-Langille-Batza » voulut dignement résister à la force, et le résultat ne pouvait être plus tragique : vingt-six membres fusillés, 71 condamnés à mort, 20 à la prison perpétuelle, 150 à diverses années d'emprisonnement et plusieurs centaines dans les camps de concentration. Telle a été la tragique destinée du syndicalisme chrétien au pays basque.

\*\*

En face de ce drame que nous endurons depuis presque trois ans, nous nous demandons avec angoisse à quel moment et dans quelles conditions pourra se reconstruire au pays basque la vie sociale chrétienne dans la liberté, la justice et le respect des droits de la personne humaine.

Nous prions Dieu qu'Il suscite au plus tôt les apôtres et les institutions nécessaires pour conserver parmi nous l'esprit et le zèle des fondateurs, des animateurs et des martyrs de l'idéal social chrétien au pays basque.

# EUSKEL-ATALA

## YASARPEN AINTZAGARRIA

par GAMA.

Euzko yaupariok bai gareala yasarpetuak !... iñostan aizkide batek.

— Bai, benetan !. Yasarpena biotzarentzat bildurgarri da, baña au lez, aintzagarri danean...

— Aintzagarri diñozu ?

— Bai !... Egia da gure aizkide zintso, langille ta onbidetsuenak erail dituela, beste asko bai asko, espetxe gogorretan, eta onbide, lan eta urteari begiratu barik, ezertako erruki barik espetxean ilten laga dautsoena be ba'dala. Enparauok « zorionez » or gozuz sakabanatuta. Egiak min omoten dautsienak or dakustaz, girñakeri baltzenagaz gure izenak baltzitu gurarik. Baña leyarrean yausten dan « tintea » errez kentzen da eta len baño garbiago izten dau. Yaungoikoa'ri eskerrak alegin gaiztook alperrekoak dira, edo obeto esateko guretzat aintzagarri. Nik irakurri ditut ezertako itzal eta lotsa ta begirun barik, yaupariari esan leikiozan, gauza lotsagarrienak erbestean gagozanen kaltez, ta alde batetik poztu egin nabe, bestetik tamalez bete.

## POZTU !...

— Bai, poztu guzur utsak diralako, eta tamalez bete, idazle orrek agertzen daben biotza langoak gizon artean eta ! kistar artean ! egon leitekezala oldostuta. Bide ori artu dabenak epaituta dagoz. Otoi dagigun Yaunak argitu daizen.

— Zuzen zagoz izan be. Errukarri dira benetan, eta aintzagarri yasartuok.

## ORI DA DANORI ?

— Sarritan egoten naiz oldosten : Baña zer dala-ta ainbeste amorrueusko-yauparioi ? Gure asmoa gustiei on-egitea da, eta gitxi ala asko, aldoguna egin dogula diñosku barruak. On-egiearren ba da yasarpene ori, ondo etorria izan bedi, gure Irakaslearen bidetik gabitzala adirazten dausku ta.

— Baña euskeltzale izan ei gara, gure asaban oitura garbiak aldeztu ei doguz, beartsuen eskubide aldez egon ei gara, gure aberria maitetu ei dogu...

— Ori da oben gusti ori ? Ba oben orretan barrero yausteko gertu gagoz, Yaungoiko'aren agindua orixe da-ta. Yosukistok bere erria ez eban maitetu, erritarren izkuntza ez eban erabili, beartsuak ez ziran eta ez dira Bere kutun, ume gaxoak lagunik onen ? Orretan laguntasun ona daroagu.

— Orregaitik bakarrik ez ei da, « politikea » uzkuratzen aurretik ipiñi dogulako baño.

— Urten dau urten bear eban itzak. Ori saltzeru gustiak erabilten daben « per-rejilla » da. Baña zeri deitzen dautse « politikea » ? Zer da « Politika » dalako ori ? Eurak ezestuten dabena ?... Baña ondiño ez dabe ikasi « gixajook » bayetza ta ezetza, gai batetzaz, « ejusden generis » dirala ? Eta onez gañera eurak dirala uzkurtz (erlejiño) izenean « politika » egiten dabena ? Eta ori esan dabenen lagunak, eta barrukoak atan be, ez dira ointsu asartu, Aita Santuak, eta Alemania, Austria ta Italia'ko Gotzain eta yaupariak, eta erlejiñoak berak « politikea » egin dabela esaten ? Orrexen idekoak izan ziran gure Yaun maitea « abertzale » ta « naspiltzale » tzat salatu ebenak : « Au aurkitu dogu-iñoen-erria naspiltzen eta Kaiser'eri zerga ordaintzea debekatzen ». Yakiña guzur biribilla zala, baña axe « konbeni » « batzuri » orduan, oin beste batzuri « konbeni » yakien lez. Olango salakuntza guzurrezkoai, illargiak auxika daragoyon txakurrari baño yaramon geyago ez egitea ondoen...

Geure egin bearra toki ta une bakoitzean zintso bete ta aurrera, egi, zuzentza ta alkar-maitasun alde zintso yokatu, eta salakuntzak egitez guzurtau. Eta ori egitearren, Yaunak nai ba dau erbestean geure azken arnaza emotea Bere guraria bete bedi, eta gure azken itzak Gergori deunarenak izan daitezala : « Zuzentza maite izan neban, gaiztakeria gorrotau, orixe dala-ta erbestuta ilten naz ».

Eta zorioneko ori esan al dagiana.

London'en 1-1939'n

## LES BASQUES ET LA FORMATION DU DROIT INTERNATIONAL

par A. de OLAZABAL.

### PRELIMINAIRES

Le droit est une règle de vie commune. Pour assurer l'observation de cette règle, des garanties ont été instituées.

Le droit, aussi bien que l'usage social, implique toujours une relation avec la vie collective, et s'appuie sur une garantie organisée, établie par la loi ou par la coutume qui assure son efficacité.

Une fois constitués, les Etats organisent un système de normes destinées à réglementer leurs rapports mutuels : c'est le droit des gens.

Ce système se base sur la libre décision : c'est un phénomène de parfaite spontanéité.

Les garanties du droit des gens sont : les ambassadeurs permanents, les représailles, la médiation, la commission d'enquête, l'arbitrage.

Le Droit des Gens, qui est conventionnel, peut se réaliser soit par une stipulation expresse, ou par un acte effectif, qui suppose un accord tacite. Et la coutume est le symptôme tangible qui permet de constater la naissance de ces maximes. « La coutume est a preuve d'une pratique générale acceptée comme étant de droit. » (1).

(1) Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale de 1920, art. 38.

Le droit n'est créé que par les conventions : mais la coutume est la voie la plus sûre pour le découvrir et l'interpréter. Le Droit des Gens en sa plus grande partie repose aujourd'hui sur des coutumes.

Les principes de l'égalité, de l'indépendance, de la doctrine des sujets de droit international, de la reconnaissance de l'Etat, du droit des légations, etc., sont avant tout réglés par la tradition.

Suivant la doctrine du Professeur Redslob (1), on peut résumer en quatre éléments les grands principes du Droit des Gens :

1. **La force obligatoire des conventions.**
2. **La liberté de l'Etat**, qui suppose les droits de l'homme, le respect du monarque étranger, l'illégalité de l'intervention, les privilèges des ambassadeurs et des consuls, le droit de la guerre et de la neutralité, la médiation et l'arbitrage, les nationalités.
3. **L'égalité parmi les Etats**, la liberté des mers, etc.
4. **La solidarité**, la liberté du commerce, etc.

### CONTRIBUTION DES BASQUES A LA FORMATION DE LA COUTUME INTERNATIONALE. -- LES FAITS.

La liberté des mers était presque une thèse pour les basques, dont une grande partie de l'économie s'est développée dans le domaine maritime.

1. **Traité entre la Biscaye et l'Angleterre.** — En 1350, se produisirent quelques différends entre les marins basques et les marins anglais. Les historiens Walsingham et Meyec en parlent.

Les différends furent réglés par une convention.

En 1351, réunis à Londres, les représentants anglais et les représentants basques de Castro-Urdiales, Bermeo, et Getaria signent un traité de paix. Par l'article 9 ils affirment le principe de la liberté des mers pour la pêche, en faveur des habitants de la Biscaye.

En 1353, le 2 novembre, ils ont une nouvelle réunion à Swine, à la demande du roi Edouard III ; le mois suivant à Fontarrabie eut lieu un règlement définitif du différend. Comme représentants basques figurent les représentants de Bermeo, Plencia, Bilbao, Lekeitio, Ondarroa : ils représentent là toute la Biscaye et rien que la Biscaye.

Leur nomination comme ambassadeurs était signée par le Seigneur de Biscaye : et ils signèrent le traité au nom de la Biscaye.

Les Basques défendirent le principe, qui leur était si cher, de la liberté des mers : et ils réussirent.

En haute mer : liberté pour la pêche ; dans les ports, par contre, paiement des impôts.

Ils réglèrent aussi que dans le cas d'une guerre avec un autre Etat, les Anglais ne gêneraient pas les bateaux basques, dont le capitaine jurerait de garder la neutralité. Et si dans ces conditions quelque marchandise leur était enlevée, on serait obligé de la leur restituer.

2. **Traité entre le Guipuscoa et l'Angleterre.** — En 1482, le Guipuscoa signait un traité de paix et de relations avec l'Angleterre.

Trois ambassadeurs du roi Edouard IV d'Angleterre et quatre ambassadeurs nommés par le Parlement de Guipuscoa réunis à Usarraga, siège habituel des Juntas de Guipuscoa, conclurent une convention, qui fut signée à Londres le 9 mars 1492. Elle contient des articles très intéressants : 1) convention de paix, non recours à la guerre, et règlement à l'amiable des différends entre le

(1) Histoire des grands principes du Droit des Gens. Paris. 1923.



Guipuscoa et l'Angleterre pendant dix ans ; 2) liberté de commerce entre les anglais et les basques de Guipuscoa, pendant tout ce temps ; 3) les navires de guerre, de Guipuscoa, en sortant d'un port, anglais ou basque de Guipuscoa, devaient garantir de ne pas compromettre la paix ; 4) dans le cas où le roi d'Angleterre ferait la guerre contre le roi de Castille, le premier s'obligeait à laisser en paix le Guipuscoa et ses habitants. Les Basques de Guipuscoa, à leur tour, promettaient de ne pas permettre que le Roi de Castille, en guerre contre l'Angleterre, molesterait en aucune façon les Anglais qui se trouveraient en Guipuscoa.

**3. Traités de Bonne correspondance entre les Etats Basques (1).** — Il faut remarquer que les Etats Basques étaient indépendants. Bien que la constitution politique et civile de chaque Etat fût semblable, ou pour mieux dire, identique, chaque Etat basque était indépendant de l'autre.

Mais ils concluaient, depuis longtemps, entre eux des traités de paix, de bon voisinage et de bonne intelligence.

Ces accords sont plus caractéristiques et plus intéressants entre les Etats Basques de la péninsule ibérique et les Etats basques du continent : ils avaient pour objet de garder la neutralité pendant les guerres entre l'Espagne et la France.

Parmi ces conventions, les plus remarquables sont celles qui furent signées en 1536 et 1653 et furent respectées par la France et l'Espagne (2).

Au point de vue de la création de Droit international, il est à remarquer dans ce traité :

1) Que l'extension des eaux territoriales doit comprendre quatre lieues, à partir de la côte ; 2) Que dans cette zone on ne pourra pas accomplir des actes de guerre ; 3) Pour éviter les actes de guerre dans cette zone, il est stipulé que dans le cas où dans le même port se trouveraient deux navires de guerre ennemis, l'un d'eux ne pourrait sortir du port que vingt-quatre heures après la sortie de l'autre ; 4) Pierre d'Artajona, dit de Paris, parce qu'il avait été professeur à l'Université de Paris, grand Conseiller du Roi Sanche VI de Navarre, soumit quelques différends que le Roi de Navarre avait eus avec le Guipuscoa et l'Alava à l'arbitrage civil du Roi d'Angleterre ; 5) Le cardinal Godin, né à Bayonne, exerça aussi l'arbitrage pour régler les différends qui existaient entre les Princes de Castille à propos de la tutelle du roi Alphonse XI.

Dans tous ces actes réalisés par les Etats Basques, nous remarquons les principes de la liberté des mers, la neutralité, les conventions, l'arbitrage, la délimitation des eaux territoriales, la liberté du commerce, etc.

### CONTRIBUTION DES BASQUES A LA FORMATION DU DROIT INTERNATIONAL. -- LES AUTEURS.

Dans le monde ancien, les souverainetés primitives avaient été partiellement détruites par les hégémonies d'Athènes, de Sparte, de Macédoine, et finalement absorbées par Rome.

Au crépuscule du Moyen Age et à l'aube des temps modernes, l'Empire des Césars, ressuscité, s'effondra et naquirent les Etats nationaux.

Dans tout ce bouleversement du monde ancien et du monde médiéval, les

(1) P. Ithurbide. Gure Herria. n. 1.

(2) P. Ithurbide. « Les anciens traités de Bonne Correspondance ». Rev. Int. des Et. Vasc. Avril-Juin 1922.

théories politiques d'Aristote avaient été jetées dans l'oubli par les théories de la force, de la volonté du maître, par les théories subjectivistes.

Aristote, lui-même, n'avait fait que développer la théorie du Bien Commun pour l'organisation de l'Etat national. Au point de vue du droit international, il n'y a, on peut dire, chez Aristote presque aucune indication sur le développement du grand principe du Bien Commun.

L'Imperium volontaire du Droit Romain ; le grand principe juridique de la féodalité, le contrat ; la pensée augustinienne qui eut tant d'influence sur toute la pensée médiévale, dans laquelle l'ordre juridique rationnel est absorbé, si non confondu, par l'ordre du droit divin, et qui favorise l'imperium volontaire ; la pensée d'Aristote sur le Bien Commun, reprise par saint Thomas d'Aquin, dénaturée en même temps par d'autres influences, en particulier, celles du droit romain, du nominalisme et de l'occamisme, fut totalement bouleversée : telle était, à l'aube de l'âge moderne, la situation compliquée et dénaturée du Droit international. C'est un droit des Gens volontariste.

C'est aux juristes basques qu'on doit le redressement du courant juridique international et la formation du Droit International dans ses grands principes.

Les juristes basques, Erzilla, Vitoria, Ayala, Vazquez, Mentxaka, sont cités et nommés comme ayant collaboré à la formation du Droit international, par Grotius, Ruffendorf, Wheaton, etc. Il faut ajouter le docteur Azpilicueta, professeur à l'Université de Salamanque.

Mais au point de vue de la création du Droit International, il faut surtout remarquer Ayala, et encore plus Vitoria.

1. **Balthasar de Ayala** (1548-1584). — « De jure et officiis bellicis et disciplina militari ». Dans la question de savoir si un traité lie les successeurs des gouvernants qui l'ont signé, il soutient qu'un accord survit à la personne du roi, à condition d'avoir pour objectif le bien du pays ou d'être consacré par l'assentiment des Etats du royaume.

Ayala dans « De jure legatorum », développe la théorie du droit de légation, l'inviolabilité des ambassadeurs, etc.

Dans ce même ouvrage, l'auteur expose la doctrine sur les représailles, sur la guerre juste et les motifs de la déclarer, et encore d'autres questions très intéressantes.

2. Mais c'est surtout **Francisco de Vitoria**, (Victoria, Bitoria ou Vittoria), qui est considéré comme le père du Droit International moderne.

Surtout dans ses ouvrages « De Indis » et « De Jure Belli ».

Vitoria, connaissant bien la constitution politique et sociale basque, absolument fondée dans le bien commun du peuple basque et de la terre basque, énonce les principes d'ordre objectif et du Droit naturel, du Bien Commun, du Droit International. Il a su définir le droit objectif et le droit subjectif dans leurs rapports normaux.

Il réaffirme le respect aux traités et aux conventions.

Il expose avec fermeté et solidité les bases de la liberté et de la souveraineté des Etats, des droits des nations sous le signe de la finalité, les grandes lignes de la théorie de l'organe du gouvernement, etc.

Après le grand bouleversement des Etats et des Empires dans le monde ancien et médiéval, Vitoria prévoit et observe la formation des nouveaux Etats et il fonde solidement une doctrine et une politique des nationalités et des Etats.

Toute la section II « De Indis » est destinée à défendre l'indépendance des « nations » barbares contre les appétits espagnols. Il défend l'égalité des nations, basée sur sa conception sociologique, apprise dans la constitution basque. La

théorie de la Société Internationale et du Droit International repose sur cette conception.

Vitoria expose les principes du Droit naturel de société et de communication, principes fondés sur les qualités naturelles de la personne humaine.

Les théories de la guerre juste et injuste, la théorie d'une Société Internationale, sont des idées suffisamment connues.

C'est Vitoria qui fonde le premier un corps de doctrine sur les principes du Droit International, corps qui a été la source de toutes les doctrines internationales modernes.

3) L'oeuvre de Vitoria est continuée par ses disciples : Belarmino, Suarez, Soto, etc., et un certain nombre d'élèves, professeurs dans la suite aux Universités de Coimbra et de la Nouvelle Amérique.

Il y eut aussi des penseurs basques, très attachés à Vitoria, qui développent sa doctrine. Le grand Bañez, Alabà, Rada, Ripa, Esparza de Artieda, Hurtado de Mendoza, Martinez de Ripalda, Arriaga, Erice, etc.

Dans la suite, les colonisateurs et missionnaires basques appliquèrent la doctrine de Vitoria : Rufino de Elizalde, Bernardo de Irigoyen, l'Evêque Arregui, Urkiza et Alberdi en Argentine; Irala, Zabala, à la Plata; Urdaneta, Rada, Aguirre et Gamboa aux Philippines : Pedro de Renteria, Juan de Zumarraga, etc.

Les « Ordenanzas de la Ilustre Universidad y Casa de Contratacion de la M. N. y M. L. Villa de Bilbao », Premier Code de Commerce, suivent aussi la doctrine de Vitoria.

**Conclusion.** — On peut dire que la collaboration des Basques à la formation du Droit International est très estimable, et même décisive: c'est Vitoria qui représente le commencement d'une solide organisation théorique du Droit International.

Même au point de vue de la formation de la coutume internationale, l'apport des Basques est très intéressante.

La doctrine institutionnelle de Vitoria est toujours la base des doctrines modernes du Droit international.

## SECTION DOCUMENTAIRE

### ANGLETERRE.

« Les deux thèmes sur lesquels je prêche sont les suivants : la liberté et l'évangile du Bon Samaritain. La liberté, selon moi, doit être fondée sur le respect des droits de la personne et de la famille, celle-ci étant la cellule de la société. La liberté individuelle qui ne doit, en aucun cas, dégénérer en licence, suppose une victoire sur l'égoïsme de chacun. Il va de soi que la notion de liberté n'exclut pas celle d'autorité et que même un régime démocratique exige une discipline commune. Il faut rendre à César ce qui lui appartient, mais César doit rester à sa place. L'Etat a un rôle de protection à jouer vis-à-vis des personnes et des familles, mais il ne doit pas s'immiscer à l'intérieur de ces dernières pour usurper les attributions propres au chef de famille. De protecteur qu'il doit être, il ne doit point devenir oppres-

seur. C'est pourquoi je m'élève contre tout système politique qui se résumerait dans la formule: « Tout pour l'Etat, tout par l'Etat, tout dans l'Etat ». Cette formule caractérise les excès des régimes totalitaires ; elle est incompatible avec la doctrine chrétienne. »  
(De la déclaration de l'Archevêque de Westminster, le cardinal Hinsley.)

### LA DEMOCRATIE CHRETIENNE ET LA PERSONNE HUMAINE.

« La démocratie (chrétienne) et l'humanisme de même qu'ils reconnaissent les droits de la communauté politique et du bien commun politique, reconnaissent aussi et d'abord les droits de la famille et les droits de la personne humaine. Et si vous demandez quels sont ces droits inaliénables de la personne, je vous citerais les paroles de Pie XI dans l'encyclique *Divini Redemptoris*: « Le

droit à la vie, à l'intégrité du corps, aux moyens nécessaires d'existence ; le droit de tendre à sa fin dernière dans la voie tracée par Dieu ; le droit d'association, le droit de posséder et d'user de la propriété... « A quoi l'on pourrait encore ajouter : le droit de ne pas se vouer sous peine de mort au brun, au noir ou au rouge : le droit de n'être pas rééduqué dans un camp de concentration ; le droit de penser et de dire ce que signifient pour la conscience les moyens civilisateurs des pouvoirs totalitaires. »

(*Jacques Maritain.*)

#### L'EGLISE ET LA CIVILISATION LATINE.

« Il n'y a pas lieu surtout de lier la Sainte Eglise catholique à cette forme de civilisation latine. Ce serait plus qu'une imprudence : une trahison. Non. L'Eglise n'est pas latine, elle est romaine. Ce qui n'est pas la même chose. Et quand nous disons : romaine, nous n'entendons pas la lier à un lieu déterminé, mais simplement dire qu'elle a son appui sur la primauté de Pierre.

A fortiori, devons-nous prendre garde de lier à cette Eglise la civilisation latine, et même plus généralement la civilisation occidentale. Non, l'Eglise, disait Benoît XV, n'est « ni latine, ni grecque, ni slave ». « Le but de l'Eglise, disait Pie XI, est d'évangéliser et non pas de civiliser. » « Si elle ci-

vilise, s'est par l'évangélisation. » A quoi fit écho la boutade qu'il lançait un jour au clergé ruthénien : « Je vous donne pour première mission de convertir les latins... »

Que l'on ne nous présente donc pas, de grâce, la culture latine, la civilisation latine, comme un absolu à qui tout le genre humain devrait se plier. L'Eglise veut aider chaque chrétienté à se développer dans la ligne, dans le style de sa propre civilisation, non point en lui imposant comme du dehors et de force les modes de notre humanisme occidental.

Non. Evangélisation n'est pas civilisation latine. Que Pie XI ait marqué cela avec force, non seulement en paroles, mais en actes, par l'extension du clergé indigène, des églises indigènes, des cultures indigènes, c'est sans doute le plus noble service qu'il ait rendu à l'idée même de catholicité. Les événements contemporains, la lutte farouche des nationalismes, qu'ils soient européens ou intercontinentaux, démontre qu'il a, une fois encore, vu juste, et qu'en désolidarisant l'Eglise de tout latinisme accapareur, il lui a rendu une souveraine liberté et une plus harmonieuse et plus parfaite beauté. »

(*Du discours du P. Bernardot, O. P., au Théâtre Marigny, dans la séance d'hommage au Pape Pie XI, le 22 février 1939.*)

« ALLONS-NOUS PAR NOTRE PASSIVITE, PAR NOTRE SILENCE, ENCOURAGER CEUX QUI, AUJOURD'HUI, PERSECUTENT LA RELIGION OU QUI LA NIENT ? LA REPONSE EST : NON ! »

### « NOUS CROYONS EN LA LIBERTE »

M. ROOSEVELT. 5-3-1939.

#### Adresses des prêtres basques exilés en Angleterre

- M. l'abbé Arzubiaga, Cirilo. Girton House Kingsway, Hove (Sussex).
- M. l'abbé Atutxa, Pedro. Weston Manor, Fresh Water, I of W.
- M. l'abbé Bilbao, Francisco. Nazareth House Hill Lane, Southampton.
- M. l'abbé Garcia, Alberto. St. Mary's College Bitterne Park, Southampton.
- M. l'abbé Larrakoetxea, Benito. Weston Manor, Fresh Water. I. of W.
- M. l'abbé Manterola, Gabirel. Honor Pak 2 Rise. The Abbey, London. S.E. 23.
- M. l'abbé Orbegozo, Manuel. St. Joseph's Home Milbank Road, Darlington.
- M. l'abbé Renteria, Antonio. The Presbyteri, Wawiok Bridge, Carlisle.
- M. l'abbé Ugalde, Lucio. A. Honor Cak. 2 Rise. The Abbey. London.
- M. l'abbé Urrutia, Angel. Claretian Missionaries Botwell House. Hayes. Middx.
- M. l'abbé Zinkunegi José Maria. St. Edwar's School Broad Green. Liverpool.
- M. l'abbé Zubeldia, Felipe. Claretian Missionaries Borwell. Hayes, Middx.

# QUESTIONNAIRE

## pour les prêtres basques

### réfugiés en pays étrangers

1° Dans quelle ville exerciez-vous votre ministère avant la guerre ? — De même, depuis le commencement de la guerre jusqu'au moment de votre exil ? — Quels étaient vos collaborateurs ?

2° Comment était organisé l'enseignement du catéchisme aux enfants ?

3° Quelle était la réalité politique et sociale de votre paroisse ? Indiquez les partis politiques et les syndicats ouvriers ; ainsi que leur influence sur la vie publique.

4° Quelles associations catholiques y avait-il et quels moyens étaient employés pour conserver les jeunes gens en contact avec la vie paroissiale ?

5° Quel était le nombre de catholiques pratiquants ? Y avait-il des indifférents et même des ennemis déclarés de l'Eglise ? — Nombre de vocations ecclésiastiques et religieuses.

6° Quels facteurs (écoles, journaux, livres, associations, etc.) contribuaient à la déchristianisation du peuple ? Quel en fut le résultat ?

7° La vie religieuse de votre paroisse souffrit-elle quelque altération depuis le commencement de la guerre jusqu'au moment de votre exil ? L'Eglise fut-elle utilisée comme moyen de propagande politique ou guerrière ?

8° La guerre civile fut-elle l'occasion ou la cause de nouvelles difficultés de conscience contre la religion catholique ? — Indiquez les principales.

9° Où vous trouvez-vous depuis le début de votre exil ? Indiquez le nombre de réfugiés basques qu'il y a dans votre ville. — Quel est le genre d'apostolat qui se fait auprès de ces réfugiés ? (Cathéchisme, prédication...).

10° Quelles œuvres religieuses ont été organisées parmi les réfugiés (exercices spirituels, missions, cercles d'études, pèlerinages...) ? — Indiquez-en le résultat.

11° Avez-vous connu quelques institutions, pratiques religieuses ou moyens d'apostolat, dont l'implantation future serait profitable pour le Pays basque ?

12° Que savez-vous de l'état actuel de votre ancienne paroisse ? La langue maternelle des fidèles y est-elle respectée dans la prédication ? Qu'en est-il des organisations sociales et culturelles que vous aviez créées ? Indiquez le genre et l'esprit des nouvelles associations qui les ont remplacées.

SOCIETE PARISIENNE  
D'IMPRESSIONS  
4 et 5, Rue Saulnier  
PARIS (9<sup>e</sup>)

# ANAYAK

CORRESPONDANCE  
BI-MENSUELLE

DES PRÊTRES BASQUES EN EXIL

N° 6-7

1 - 15 AVRIL

1 9 3 9



## SOMMAIRE :

« ILS CRIENT : PAIX, PAIX ! ET IL N'Y AVAIT PAS DE PAIX. »

ANAYEN BARRIAK.

IL Y A CENT ANS.

AU-DESSUS DES PARTIS.

LES ENFANTS BASQUES EN BELGIQUE.

EUSKO — NEKAZARIEN — BAZKUNA.

LES PRÊTRES BASQUES CHEZ FRANCO.

SECTION DOCUMENTAIRE.

*82 R. 5555*  
N° 6  
PRIX :  
1 FR.

Rédac. et Adm., 5, rue Quentin-Bauchart, Paris-8<sup>e</sup>. — Tél.: BAL 13-71.

" Ils crient : Paix, Paix !  
et il n'y avait pas de Paix "



(Jer. 6, 14)

### Tragique bilan

*La « conquête » de Madrid et de toute la zone gouvernementale par les troupes franquistes, après un pacte conclu avec les chefs gouvernementaux, a mis fin aux hostilités sur les divers fronts d'Espagne. La lutte fratricide s'est terminée après trente-deux longs mois d'une atroce boucherie, de crimes, de haines et d'horreurs. Triste et tragique bilan pour l'Histoire. Si l'on a voulu par cette guerre rectifier et réformer la vie politique de l'Espagne, ceux qui ont eu de telles intentions et qui ont ainsi déclenché cette guerre ont soulevé de lourds problèmes en ce qui concerne les moyens à employer pour accomplir ces réformes. Le pauvre peuple, si noble, si mystique, si idéaliste a laissé sur les champs de bataille sa jeunesse, son sang, sa vie.*

*Le problème s'est posé avec une extrême gravité ; des facteurs de tout ordre, depuis le facteur religieux jusqu'au facteur économique, depuis les problèmes autonomistes jusqu'aux problèmes internationaux, l'ont encore compliqué et en ont rendu la solution encore plus difficile. Bien des nations d'Europe, non contentes de rester impassibles devant une telle hécatombe, ont encore attisé le feu de la discorde, ont prolongé et aggravé le conflit, poussées par les calculs les plus intéressés ne recherchant qu'à profiter de ce conflit, au point de vue politique, économique et militaire. Enfin, la guerre a pris fin ; remercions-en profondément la Providence.*

*La guerre civile espagnole appartient dès maintenant à l'Histoire. C'est désormais l'Histoire qui en dégagera les véritables données et émettra son jugement au jour où elle le jugera opportun. Ce qui est probable, c'est que personne n'osera revendiquer la paternité de cette tragédie et que chacun voudra se décharger sur son adversaire de cette écrasante responsabilité. Peut-être un jour saura-t-on la vérité, quoique, en cette circonstance plus qu'en aucune autre, le chemin de la vérité soit ardu et difficile, pour ne pas dire impossible, à parcourir pour le critique impartial qui voudra découvrir la réalité à travers les informations contradictoires qu'ont présentées systématiquement les Agences, les communiqués officiels et d'innombrables témoins.*



*La guerre d'Espagne a donné naissance, dès maintenant, à une abondante littérature. C'est, sans doute, l'événement qui a le plus ému l'opinion mondiale depuis la Grande Guerre. A de multiples occasions, la paix générale de l'Europe s'est gravement compromise. Un cauchemar a pesé sur le monde, un péril imminent l'a menacée. Aujourd'hui, le monde voit avec soulagement se dissiper ce nuage qui assombrissait l'horizon.*

*Tout un peuple a servi de champ d'expériences à la technique militaire, et d'autre part, bien des firmes étrangères en ont profité pour réaliser des bénéfices scandaleux par leur origine et leur importance. Pendant tout ce temps les Espagnols se sont entretués avec un acharnement digne d'une meilleure cause, ils ont ruiné leur pays, dévastés leurs propres villes, rougi de leur propre sang la terre qui les a vus naître, sacrifié leur jeunesse, semé la haine, creusé entre eux un abîme de rancœur et de haine, que plusieurs générations ne pourront combler.*

\*\*

*Comment croire à la vertu régénératrice des guerres? Nous préférons n'avoir aucune responsabilité dans cette guerre civile. Les milliers de morts, de blessés, de mutilés, de gens assassinés, de veuves et d'orphelins accusent implacablement les auteurs de cette hécatombe.*

*Il est certain que les phénomènes sociaux ont tous des causes profondes dans les événements antérieurs: ils ne naissent pas par génération spontanée. L'Espagne traîne depuis des années une vie difficile, tourmentée, qui n'est qu'une succession de répressions silencieuses et d'explosions effrayantes. La dictature du général Primo de Rivera, la chute de la monarchie, la honte des incendies d'églises, le « pronunciamiento » du 10 août 1932, la révolution socialiste d'octobre 1934, les répressions qui suivirent ces troubles et, en général, les réactions brutales qui suivaient chaque manifestation de la vie politique, tous ces faits étaient autant de symptômes du grave déséquilibre dont souffrait l'Espagne et qui laissait prévoir le pire. Le peuple en était arrivé à sentir peser sur lui une fatalité à laquelle il ne pouvait échapper. Ce n'est pas le moment d'analyser en détails les facteurs qui engendrèrent une telle situation.*

*Et ce qui devait arriver arriva: la rébellion militaire éclata, accompagnée de son triste cortège d'horreurs que nous avons vues et que nous avons souffertes. La plus douloureuse page de l'histoire de ce peuple: la valeur de la vie humaine étant complètement méconnue, le crime perdit la pudeur qui l'oblige à se cacher dans une société civilisée. On n'a pas discuté, on a tué. Les adversaires sont devenus des ennemis; les discussions politiques ont dégénéré en batailles rangées; les conflits d'intérêts ont été réglés par les armes. Hélas! dans cet affreux cataclysme, est-il un parti qui n'ait versé le sang innocent!*

*Nous sommes prêtres, et nous ne pouvons passer sous silence le fait si triste de la persécution religieuse qui, à une certaine époque, fut déchaînée dans la zone républicaine. Les milliers de prêtres et de religieux assassinés, les temples profanés, tout ceci constitue une accusation terrible contre le sectarisme de certains éléments de la zone républicaine. Nous nous recueillons sur la tombe de ces martyrs et nous prions le Seigneur que ce sang n'ait pas été versé inutilement :*

bien plus que les victoires militaires, ce seront ces sacrifices qui sauveront l'Espagne. On a tué pour la simple raison que la victime ne partageait pas les idées de son bourreau. D'un côté des prêtres, des phalangistes, des carlistes, des monarchistes, sont tombés; de l'autre, des socialistes, des communistes, beaucoup de républicains, des nationalistes basques avec leurs prêtres. On a tué à Madrid, à Valence, en Catalogne; on a tué en Navarre, en Galice, en Castille. Les prisons des deux zones se remplirent de malheureux qui allaient y souffrir et y mourir. Que d'innocents furent persécutés, que l'honnêtes gens furent injuriés, que de saints furent vilipendés !

Le peuple basque, par la bouche de ses autorités et de ses représentants les plus qualifiés, a condamné à plusieurs reprises cette inhumaine persécution, révoltante pour toute âme bien née. Il n'a jamais entendu justifier tous les excès qui ont été, dès le premier jour, le fait de bien des autorités dans la zone occupée par le général Franco, et dont eurent à souffrir, là aussi, des innocents. On n'a pas encore pu apprécier avec impartialité le nombre des victimes innocentes qui ont succombé dans l'un et l'autre camp, mais quand on saura la vérité sur tout ce que ces trente-deux mois de guerre ont provoqué de souffrances injustifiables, la conscience humaine en sera horrifiée.

Nous eussions aimé qu'une voix s'élevât au-dessus de la lutte fratricide pour prêcher le pardon mutuel, la concorde, la fraternité, la paix. On a cru que la victoire par l'épée et le triomphe d'un des partis sur l'autre assureraient l'établissement d'une vie normale et une régénération religieuse en Espagne. Des personnalités considérables se sont publiquement opposés à une médiation. Nous, nous aurions préféré que les armes tombent des mains des belligérants, unis dans un accord de paix. Aujourd'hui, il est très difficile, à celui qui s'est placé d'un côté de la barricade, de se rapprocher de ses anciens adversaires vaincus pour leur prêcher la doctrine de charité de l'Évangile.

## **Avec la violence point de spiritualité.**

Il semble bien difficile que les valeurs spirituelles et morales du peuple espagnol sortent, de cette épreuve sanglante, régénérés et fortifiés. La guerre est haine, et la guerre civile est la haine portée à un degré diabolique. Et jamais la haine n'engendre la spiritualité.

« La Grande Guerre<sup>e</sup> européenne — nous disait un jour le célèbre écrivain P. Valerio Fallon — est passée par dessus les esprits plus que par dessus les corps. » Et le corps de l'humanité a été plus tard bouleversé par des conflits d'opinions, de systèmes et d'idéologies qui en sont arrivés à mettre en grave danger de disparition totale la civilisation elle-même.

Les hommes chargés de gouverner l'Europe éprouvent aujourd'hui avec raison une grave inquiétude devant la possibilité d'un nouveau conflit armé. Ce qui remplit leur esprit d'inquiétude et d'horreur ce n'est pas tant la perspective des ruines matérielles, que celle de la catastrophe morale et idéologique qui s'ensuivrait. Beaucoup pensent déraisonnablement que l'Europe n'a d'autre moyen de se régénérer que de se lancer dans une lutte fratricide entre peuples. Certaines sphères

espagnoles n'avaient-elles pas partagé ces pensées à la veille du conflit? Ces gens ne méritent qu'une réponse, la réponse que fit le maréchal Pétain, devant l'immense boucherie de Verdun, à des personnalités responsables de la politique européenne qui soutenaient de telles théories : « Ce n'est pas vrai, ce n'est pas vrai. » Et un illustre académicien écrivait dernièrement à ce même sujet : « Ce n'est pas vrai, il y a autre chose que la force; le ferment chrétien n'a perdu ni sa vigueur, ni son efficacité; prêchez comme il faut le message chrétien et il sera de nouveau entendu. Ne l'est-il pas déjà par des milliers d'hommes et de jeunes gens qui ont repris le chemin de l'Eglise? »

Ceux qui ne sont pas encore pénétrés de la valeur pratique que comportent ces conseils des personnalités aussi autorisées, peuvent contempler le tableau désolant qu'offre aujourd'hui l'Espagne et songer au meilleur moyen de régénérer leurs patries respectives. Nous ne croyons pas qu'après cette expérience il y ait personne pour oser préconiser la guerre civile pour atteindre un but que nous désirons tous. La renaissance spirituelle n'est pas affaire de force.

\*\*

Nous ressentons à la fin de cette guerre une émotion et un soulagement profond. Cette guerre, nous ne l'avons pas voulue, nous ne l'avons pas provoquée, et nous ne l'avons jamais encouragée. Nous y avons été précipités et nous l'avons subie. Notre conduite s'est inspirée à tout moment dans les normes dictées par la hiérarchie catholique. Sept mois après l'instauration du régime républicain en Espagne l'épiscopat espagnol publia une lettre collective datée du 20 décembre 1931 dont les orientations ne furent jamais rectifiées. Dans ce document on y lisait notamment ceci : « L'Eglise n'omet JAMAIS d'inculquer le respect et l'obéissance dus au pouvoir constitué, même si ses dépositaires et ses représentants en abusent contre elle.

« Coopérer par sa conduite à la ruine de l'ordre social, dans l'espoir qu'il naisse de cette catastrophe un meilleur état de choses serait une attitude répréhensible qui, par ses conséquences fatales, deviendrait presque une trahison envers la Religion et envers la Patrie. » Le nouveau pape régnant Pie XII dans sa première homélie du jour de Pâques, a bien affirmé ceci : « La Justice exige l'obéissance aux autorités légitimes. »

On nous dit souvent que les prêtres devaient borner leur activité au strict accomplissement de leur ministère pastoral, mais nous, nous fûmes, et nous restons, persuadés, que, en de telles circonstances nous ne pouvions, ni comme prêtres, ni comme patriotes, ni comme hommes, rester en marge du martyre de notre peuple. C'est pourquoi nous n'avons jamais considéré cette guerre avec indifférence. Tout ce qui pouvait humaniser la guerre, en hâter la fin, la juger à travers les normes de la morale chrétienne, tout cela nous intéressait. Il fallait révéler aux héros qui mouraient dans les tranchées, toute la grandeur surnaturelle que comporte la mort du soldat sur le champ de bataille. « Si vous me demandez — écrit le cardinal Mercier — ce que je pense du salut éternel d'un brave, qui donne consciemment sa vie pour défendre l'honneur de sa patrie et venger la justice violée, je n'hésite pas à répondre, que sans aucun doute le Christ couronne

la vaillance militaire, et que la mort, chrétiennement acceptée, assure au soldat le salut de son âme.

« Nous n'avons pas, dit Notre Seigneur, de meilleur moyen de pratiquer la charité, que de donner notre vie pour ceux que nous aimons ». Le soldat qui meurt pour sauver ses frères, pour protéger les foyers et les autels de la patrie, accomplit cette forme supérieure de la charité.

« Nous admirons l'héroïsme du soldat : se pourrait-il que Dieu ne l'accueillit pas avec amour ?

« Mères chrétiennes, soyez fières de vos fils. De toutes nos douleurs, la vôtre est, peut-être, la plus digne de nos respects. Il me semble vous voir en deuil, mais debout, à côté de la Vierge des douleurs, au pied de la Croix. Laissez-nous vous offrir nos félicitations en même temps que nos condoléances. Tous nos héros ne figurent pas à l'ordre du jour des armées, mais nous sommes fondés à espérer pour eux la couronne immortelle qui ceint le front des élus. » (1)

Nous avons toujours fait en sorte de garder au milieu de cette conflagration un véritable esprit de paix, distinguant entre ce qui constituait à proprement parler l'oeuvre destructive de la guerre, et ce qui était une mission de caractère humanitaire et d'assistance chrétienne à tous ceux qui souffraient les conséquences de la guerre sans y être mêlés directement. Telle fut la tâche effacée et méritoire des prêtres basques, en ce qui concerne les échanges de prisonniers, les visites aux prisons et aux hôpitaux, l'assistance spirituelle sur le front et dans les casernes, l'exercice du ministère sacerdotal dans les villages de l'arrière, dans les refuges et les centres d'expatriés, à l'étranger, les multiples démarches qu'ils effectuèrent afin d'informer les milieux, qui par leur mission et leur nature, peuvent le plus en faveur de l'apaisement des haines et de la pacification des esprits. Nous plaçant au point de vue moral et humanitaire nous ne pouvons justifier ces procédés de guerre totale qui ont été malheureusement employés, et sur une très grande échelle en Espagne, et surtout au Pays Basque : Guernika, notre Ville Sainte, en est un tragique exemple. Nous avons déploré les bombardement de villes ouvertes, les méthodes de répression barbare contre le citoyen qui ne partageait pas les idées politiques, sociales ou religieuses de l'autorité qui dominait la région où il habitait. Cette situation naissait du fait que l'Espagne a été fortement divisée pour la guerre en deux zones opposées ; dans la zone gouvernementale habitaient beaucoup de partisans du général Franco, de même que dans la zone placée sous l'autorité du Gouvernement de Burgos, vivaient de nombreux citoyens dont la sympathie envers la République était manifeste. Ce n'étaient pas deux fronts idéologiques compacts et homogènes qui s'opposaient ainsi, mais au contraire, beaucoup luttaient sur le front précisément contre leur propre idéal et leurs propres sentiments. Tout cela aggravait l'horreur de la tragédie.

## La paix des esprits.

La guerre est terminée. C'est ce qu'annonçait le dernier communiqué officiel du Quartier Général de Burgos, daté du 1er avril. Les

(1) *Patriotisme et Endurance*, 1914.

hostilités ont cessé; le nombre des victimes diminuera par rapport aux mois précédents, la charrue reprendra la place de la mitrailleuse et du canon, l'avion ne sera plus pour les enfants d'Espagne un cauchemar inoubliable, les villes de l'arrière ne souffriront plus de la faim et des tortures auxquelles elles furent soumises, et la vie sociale entrera peu à peu dans une période normale. Tout ceci est un raison plus que suffisante pour que nous manifestions notre joie, notre gratitude envers Dieu notre Seigneur.

Nous sommes maintenant au début d'une époque durant laquelle la tâche la plus difficile à réaliser sera, non la paix des armes, parce que, il faut le dire au monde entier, en Espagne la guerre est terminée, mais la paix n'est pas rétablie. Les haines, les rancunes, les conflits, l'esprit de vengeance, la soif des représailles sont actuellement à leur point extrême et constituent pour l'Espagne le problème le plus grave. Nous, par notre vocation et notre mission de prêtres, nous ne pouvons moins que désirer une prompte pacification, une concorde vite établie. Tous nos efforts, toute notre activité, tous nos désirs tendront à refermer les blessures, à cicatriser les plaies, à adoucir les inimitiés, à semer la fraternité et la charité chrétienne entre les frères qui ont lutté les uns contre les autres et reviennent aujourd'hui à une vie commune dans leurs villages et leurs villes.

Tel est le caractère le plus grave de cette ère de pacification qui succède à toute guerre civile. Dans toutes les autres guerres, les combattants abandonnent les tranchées et retournent à leurs foyers où les citoyens d'un même pays vivent unis, loin de leurs anciens ennemis. L'union de la nation sort renforcée de ces luttes, et la haine envers l'ennemi d'hier s'accroît à la vue des ruines et des horreurs qu'a provoquées la guerre. Il n'en est pas ainsi dans une guerre civile. Les tranchées disparaissent afin que les deux armées qui ont lutté face à face se réunissent, se fondent l'une dans l'autre, et que leurs membres puissent vivre ensemble dans les mêmes maisons, et, peut-être, dans les mêmes foyers; et chacun en revenant chez lui, retrouvera son adversaire politique devenu plus tard son ennemi, et celui qui peut-être a assassiné un de ses parents, a calomnié son honneur, s'est emparé de ses biens ou l'a dénoncé devant les tribunaux.

C'est une tâche surhumaine que celle qui pèse sur un peuple qui a souffert une longue et horrible guerre civile.

## **Décadence religieuse en Espagne.**

Les événements des dernières années, et particulièrement de celles qui se sont écoulées après l'instauration de la République en Espagne, ont mis en évidence le caractère artificiel d'une situation sur laquelle il n'y avait pas à se leurrer. Tant que l'Eglise jouit d'une certaine protection officielle, la Religion était environnée de pompe, on accordait une place excessive au culte et les pratiques du catholicisme se limitaient presque exclusivement aux classes conservatrices. Les oeuvres sociales avaient un caractère charitable et étaient dirigées par des personnes d'un rang social élevé, mais sans esprit d'apostolat ni de sacrifice. Ceci est tellement vrai, que les églises, dans bien

des régions, restaient désertes et que la Religion n'était plus que lettre morte pour le plus grand nombre.

Les lois antireligieuses de 1931 à 1933, ne provoquèrent pas la réaction que l'on était en droit d'espérer. Peut-être y eut-il, chez les esprits sincèrement chrétiens, une certaine recrudescence de la ferveur religieuse, mais, dans son ensemble, le peuple espagnol ne vibra pas alors avec l'enthousiasme des anciens temps. Ce fut seulement lorsque l'ordre social fut menacé et que certains intérêts temporels furent mis en danger, qu'il se produisit un fort mouvement de protestation, qui, tout en invoquant la défense de l'Eglise, était surtout, dans le fond, un mouvement patriotique et social, auquel se joignirent bien des gens dont les sympathies envers l'Eglise, toutes sentimentales, n'allaient pas jusqu'à la pratique sincère de la vie religieuse. Beaucoup d'églises étaient vides et désertes; le laïcisme était installé dans l'enseignement officiel; l'enseignement privé était menacé de mort; l'interdiction d'enseigner qui pesait sur les Congrégations religieuses risquait de devenir effective; les ouvriers étaient enrôlés dans des organisations marxistes, sans que le syndicalisme chrétien eût la moindre vitalité; le nombre des prêtres était chaque jour plus insuffisant, de même que leur culture; le clergé traînait, en général, une vie de pauvreté qui l'empêchait, tant dans les Séminaires que dans l'exercice de ses fonctions, d'atteindre un niveau de culture et une formation répondant à la gravité des circonstances; son prestige diminuait, son autorité s'affaiblissait, et, en général, le peuple délaissait les pratiques religieuses.

D'illustres écrivains et sociologues, le P. Peiro', S.J., et le chanoine Arboleya, doyen du chapitre d'Oviedo, entre autres, étudièrent avec persévérance les causes et les caractères de la déchristianisation des masses ouvrières en Espagne. Il n'y avait pas en Espagne de véritable esprit religieux et la vie sociale manquait d'une base chrétienne. De plus, le caractère espagnol, toujours extrémiste, était prédisposé à user de recours d'une efficacité rapide et préférait lutter que discuter, tuer que convaincre. Ce même caractère influait sur les profonds bouleversements auxquels était soumise la vie politique et sociale de l'Espagne dans les dernières années. En 1923, l'opinion publique applaudit à la dictature du général Primo de Rivera; en 1930, elle la renversa, et elle sombra dans une hostilité unanime; en 1931, la même opinion publique proclama la République dans un enthousiasme frénétique, et elle envoya aux Cortès une écrasante majorité de députés de gauche et anti-catholiques: en 1933, ce furent des Cortès de centre avec une nette influence des droites et des monarchistes; en février 1936, par réaction contre la répression d'octobre 1934, des Cortès de gauche furent élues; peu de mois après, éclatait la rébellion militaire.

L'opinion publique espagnole, ou du moins une immense partie de cette opinion, n'avait pas une conscience politique véritablement formée: c'était le « caciquisme », l'influence personnelle des « caciques », chefs politiques de certaines régions, qui dirigeait la vie politique.

Il est possible que nous ayons tous, plus ou moins, une part de responsabilité dans le développement de ces phénomènes sociaux, mais

*il faut signaler un fait: l'incompréhension et le manque de charité des hommes riches de droite, qui lorsque les droites revinrent au pouvoir, remirent en vigueur le régime des salaires dérisoires, qui existaient avant la République et avait été amélioré par suite des réformes socialisantes de cette dernière. Cette attitude contribua à compromettre devant les masses l'Eglise avec certaines tendances et certains procédés peu conformes à l'esprit chrétien des enseignements pontificaux.*

## **Le Clergé Basque**

*Au contraire, en pays basque, la vie publique suivit une trajectoire plus régulière, moins sujette à ces convulsions, plus consciente et d'un niveau de culture plus élevé. Le peuple Basque vivait en paix dans le progrès, le bien-être matériel et la foi religieuse. Les organisations sociales chrétiennes, qui comprenaient ouvriers et agriculteurs, constituaient une solide barrière opposée aux progrès du marxisme et un frein aux abus du capitalisme; la vitalité de la presse était extraordinaire; le clergé vivait près du peuple, bien considéré et très respecté de celui-ci; la vie religieuse avait redoublé de ferveur depuis les lois vexatoires et antireligieuses de la République; l'enseignement du catéchisme avait pris des proportions très importantes; les jeunesses s'organisaient chaque jour davantage; les partis politiques de tendances chrétiennes, surtout le Parti nationaliste basque, s'étaient totalement gagné l'enthousiasme fervent de la jeunesse. Jamais le peuple basque ne vécut une période d'aussi intense propagande chrétienne, politique et sociale que celle qui s'écoula entre 1931 et 1936.*

*L'Evêque du Diocèse bénissait et encourageait ce réveil de la conscience sociale chrétienne, auquel il contribuait largement de sa propre personne. Le séminaire était un foyer de vitalité et sur lui reposaient d'immenses espérances qu'il allait réaliser en un avenir bien proche.*

*Que l'on ne croie pas cependant que les organisations marxistes n'aient pas, elles aussi, intensifié leur propagande. Mais précisément ces confrontations de programmes et d'organisations ne firent que renforcer l'idéal et la conscience des masses. Dans toutes les consultations électorales, l'opinion garda un magnifique équilibre: la majorité fut toujours acquise aux députés catholiques, surtout à ceux que patronait le Parti Nationaliste basque.*

*On a beaucoup parlé et beaucoup écrit sur la situation du clergé Basque à cette époque. Il a été blâmé par des personnes très distinguées. On a prétendu que le clergé basque était un clergé politicien. Son Evêque d'alors, Mgr Mateo Mugica, aujourd'hui évêque démissionnaire de Vitoria, a plusieurs fois et devant le Saint-Siège, pris résolument la défense de son clergé contre des semblables accusations. Il s'est passé en Pays Basque ce qui arrive trop souvent en ces sortes de questions: les extrémistes de l'un et de l'autre camp ont confondu et confondent les revendications et les aspirations d'ordre purement politique avec le droit légitime d'un peuple à conserver et à développer ses caractéristiques nationales, en dehors et au-dessus de toute politique de parti; tel est le cas de la langue, des usages nationaux, du folk-lore, de la culture nationale. Tel est le cas*

aussi de la conception même de la Patrie qui unit et donne un sens à tous les éléments que nous venons d'énumérer.

D'ailleurs cette accusation n'est pas nouvelle: en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Irlande, le clergé fut accusé de « faire de la politique » pour la simple raison qu'il défendait les droits de son peuple. A un point de vue un peu différent, une des principales causes de conflit entre le Saint-Siège d'une part et les gouvernements allemand et italien d'autre part, c'est l'accusation portée par les régimes totalitaires contre le clergé catholique: fascistes et hitlériens accusant le clergé de se servir de l'Action Catholique pour faire de la politique. C'est justement à propos de la défense de sa langue, que le clergé Basque a été le plus accusé de faire de la politique. Nous ne nous étendrons pas sur ce point, étant donné que nous le traitons longuement dans ce même numéro. Enfin, si c'est faire de la politique pour un clergé que de défendre les droits de son peuple, que dire de ceux qui prétendent imposer à ce peuple, peuple catholique s'il en est, les prétentions d'un autre peuple, et cela en se servant du prestige dû à leur caractère religieux ?

L'action sociale du clergé Basque a, elle aussi, été critiquée, comme socialisante, et même comme communisante. Cette accusation a été lancée, et l'est encore, dans tous les pays, aux prêtres qui ont travaillé à faire connaître et à appliquer à la vie sociale les directives contenues dans les encycliques « Rerum Novarum », de S. S. Léon XIII et « Quadragesimo Anno », de S. E. Pie XI. Nous connaissons d'illustres Prélats et Cardinaux qui, comme S. S. Léon XIII lui-même, ont été appelés « rouges » par certains milieux plus conservateurs que chrétiens.

Le clergé basque n'a jamais songé à dissimuler son action sociale; bien au contraire, il s'en enorgueillit et la revendique comme un de ses grands mérites. C'est sans doute à cette attitude de son clergé que le peuple basque a dû de ne pas glisser vers le marxisme et de garder une vie sociale saine, équilibrée et chrétienne, offrant ainsi un contraste frappant avec l'Espagne où l'action sociale chrétienne était très faible, pour ne pas dire nulle, et où le peuple était la proie du marxisme; ce contraste a été reconnu par de nombreuses autorités ecclésiastiques. Si l'on veut des détails plus précis, alors qu'en Espagne l'immense majorité des classes paysannes et ouvrières étaient marxistes, au Pays Basque, cette même majorité appartenait à des organisations chrétiennes, au premier rang desquelles il convient de citer la très puissante « Solidarité des Travailleurs Basques » dont nous avons déjà parlé dans nos précédents numéros.

Cette ligne de conduite et ces applications — que nous nous limitons à esquisser ici — sont précisément les méthodes recommandées par les Souverains Pontifes, afin d'arrêter les progrès du marxisme. C'est ainsi, et non par la guerre et la violence, que l'on préserve le peuple de l'extrémisme et des doctrines matérialistes.

Troisième chef d'accusation: l'attitude du clergé Basque pendant la guerre. Le clergé Basque a été accusé d'avoir eu un rôle politique dans le conflit qui vient de se clore et cette accusation est parvenue très haut.

Pendant la guerre, le clergé basque a gardé une attitude absolu-



ment sacerdotale. Jamais dans la région du diocèse de Vitoria qui relevait du Gouvernement Basque, on n'a entendu un seul mot en faveur d'un des deux partis en lutte. Jamais on n'a récité en public une seule prière pour le triomphe d'un des belligérants. On a toujours prié pour la paix; dès les premiers jours du conflit, des prières publiques furent organisées dans presque toutes les paroisses, pour demander que la guerre prenne fin.

**NOUS DEMANDONS INSTAMMENT A QUICONQUE DE NOUS SIGNALER LE NOM D'UN SEUL PRETRE BASQUE DE LA ZONE SOUMISE AU GOUVERNEMENT D'EUKADI, QUI AIT PRIS LES ARMES DURANT LA GUERRE CIVILE (1), ou qui ait prononcé en public, dans une église, un seul mot en faveur de l'un quelconque des partis en guerre. Nous en appelons au témoignage des fidèles qui assistaient aux cérémonies religieuses.**

Nous insistons et répétons que le clergé basque ne pouvait rester en marge du conflit, en ce sens qu'il ne pouvait se désintéresser des souffrances de son peuple. Il s'efforça de soulager les peines, de réduire les horreurs. Ce qui retint le plus son attention, ce fut l'aspect moral de la guerre civile, et les autorités suprêmes de l'Eglise possèdent à l'heure actuelle de multiples documents qui leur ont été adressés par des prêtres basques dans l'intention de les informer sereinement et avec impartialité de la réalité des faits.

## L'épreuve continue.

Il y a presque deux ans que les hostilités ont pris fin sur les fronts d'Euzkadi, et, depuis ce temps, notre peuple vit sous l'autorité du général Franco. Mais, après deux ans, la paix n'a pas encore été véritablement rétablie. A l'heure actuelle, trente mille citoyens basques sont emprisonnés, plus de trente mille vivent dans des camps de concentration ou sont soumis au régime des bataillons de travail; plus de quinze cents femmes, quelques-unes avec leurs nouveaux-nés, souffrent les rigueurs de la prison; plus de soixante-dix prêtres sont privés de liberté; beaucoup sont exilés; d'autres, condamnés aux travaux forcés. Dans ce même numéro, nous donnons en appendice la liste des prêtres seulement de la Biscaye actuellement emprisonnés dans l'Espagne du général Franco. Voici un fait indéniable, et dont nous ne pouvons cacher la réalité. Nous, hommes de paix, qui dési-

(1) Un archevêque italien reçut en octobre 1936, des autorités italiennes, une information ainsi conçue : « Quarante prêtres basques ont été faits prisonniers les armes à la main par les troupes du général Franco sur le front du Nord. »

Ce prélat fit personnellement parvenir cette information à Sa Sainteté le Pape Pie XI. En entendant cela, le Pape répondit : « C'est une calomnie. »

Mgr Mugica, alors évêque du diocèse, écrivait en octobre 1936, en un rapport adressé à la Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté : « On a dit et répété qu'il y a plusieurs prêtres qui, sympathisant avec les autonomistes basques, ont combattu, fusil à l'épaule, et à l'arme blanche sur le champ de bataille; qu'on en a trouvé plusieurs morts; qu'ils ont fait de l'espionnage, etc., etc... Qui sont-ils ? Où cela s'est-il passé ? Qui les a vus ? Quel tribunal a publié leurs noms et a établi les preuves de leur participation à la lutte ? Que de calomnies ! Que de mensonges ! »

rons sincèrement pour notre peuple une vie normale et pacifique, nous trahirions tous nos sentiments de fraternité, si nous cachions la triste réalité dont souffrent aujourd'hui nos frères et nos fidèles, et dont nous espérons voir bientôt la disparition.

Au cours des premiers mois de la guerre, quinze de nos frères en sacerdoce furent fusillés sans jugement et sans aucune garantie judiciaire, leur sainte mémoire fut atteinte par la plume d'une personnalité très autorisée, sans que l'on ait encore réparé l'injure faite à la réputation de ces victimes. Nous, nous devons élever notre voix pour défendre la mémoire de ces prêtres, nos frères, si dignes et si exemplaires. Leur meilleur défenseur fut, devant le Saint-Siège, Mgr Mugica, alors évêque du diocèse, et dont nous avons si souvent cité le nom. La fraternité sacerdotale nous oblige en ce moment à nous incliner devant leurs tombes, sur lesquelles ne se dresse encore aucune croix, et à leur adresse vont nos prières, notre affection et notre vénération.

## Notre attitude.

Dans ces heures historiques, si délicates et si décisives, nous voulons être dignes de notre mission sacerdotale. Nous ne voulons pas donner prétexte à qui que ce soit d'interpréter le moindre de nos gestes ou la plus insignifiante de nos actions comme une opposition dissimulée à une politique de paix. Toujours, en public, ou en particulier, nous nous sommes conduits avec loyauté et franchise. Nous avons toujours fait concorder avec nos devoirs sacerdotaux nos obligations d'hommes; nous ne pouvions rester indifférents dans les moments graves et difficiles que vivait notre Patrie.

Pour cette raison, ANAYAK qui parut « pour rendre témoignage de la vérité » et qui, sur toutes sortes de faits et sur la conduite de chacun, a orienté l'opinion basque selon les normes d'une saine morale chrétienne, qui a laissé pour l'avenir le témoignage d'un corps de pensée, de directives et de conduite, ANAYAK ne veut pas que la publication puisse être considérée par personne comme une plateforme politique, ni comme une occasion de polémique en un moment et en des circonstances où nous devons tous éviter les heurts, pallier les offenses, prêcher le pardon et propager la charité chrétienne.

A de multiples reprises, nous avons fait savoir à la Hiérarchie ecclésiastique que notre action et notre conduite ne seraient jamais un obstacle pour le rétablissement de la paix des esprits. C'est pourquoi toutes les initiatives en faveur des prisonniers et des condamnés, tous les efforts qui ont tendu à rapprocher les combattants, ont toujours trouvé chez nous un accueil enthousiaste. Et cette attitude, nous ne la regrettons pas, même si nous n'avons pas toujours trouvé la compréhension et la réciprocité que nous étions en droit d'espérer.

Nous avons toujours voulu dans ANAYAK unir la vérité à la charité et que jamais ne sorte de notre plume un seul mot, une seule allusion qui pût aigrir les esprits et rendre plus difficile le rapprochement mutuel. Que l'on ne croie pas pour cela que nous soyons partisans du silence absolu, surtout si le fait de proclamer la vérité

---

doit provoquer des réactions hostiles chez ceux qui ne partagent pas notre façon de penser et d'agir. Nous avons toujours préféré la vérité et la justice à la paix elle-même, ou, pour mieux dire, nous n'avons jamais eu confiance en une paix basée sur la dissimulation de la vérité et sur la tolérance de l'injustice. Nous serions, si nous admettions cela, des collaborateurs tacites du mal. Et dans l'avenir, nous observerons toujours la même ligne de conduite. Nous serons les premiers à applaudir à tout acte qui donnera la justice, la charité et la paix à ceux qui jusqu'à ces derniers temps ont lutté féroce-ment entre eux; mais, en même temps, comme prêtres, nous dénoncerons toute injustice, tout crime, tout abus qui pourra être commis contre notre peuple. Nous sommes les premiers à comprendre la difficulté de cette tâche, nous sommes persuadés, de même, que l'inertie des choses, après tout ce que les uns et les autres ont souffert, doit produire des effets fâcheux et donnera lieu à des heurts et à des conflits. Tout ceci, nous le considérons comme possible et comme probable. Mais nous pensons surtout à ce qui pourra être considéré comme symptomatique et systématique dans le gouvernement d'une collectivité.

La hiérarchie ecclésiastique espagnole jouera sans aucun doute, en ces heures décisives pour la paix, un rôle prépondérant. Ceux qui sont appelés à être les représentants de l'Évangile et les hérauts de la Paix contribueront, nous le savons avec certitude, à créer entre frères une union fraternelle. Eux, plus que personne, ont été témoins des horreurs causées par cette guerre fratricide. « Lorsque la guerre éclata — écrivaient les Evêques d'Espagne dans leur Lettre Collective — nous avons déploré ce fait douloureux, plus que personne, car la guerre est toujours un mal très grave, que souvent des biens problématiques ne compensent pas, et parce que notre mission est une mission de réconciliation et de paix: « Et in terra pax. » Depuis son début, nous avons levé nos mains vers le ciel pour qu'elle cesse. »

C'est à la sollicitude et à la pastorale bienveillance de ces Evêques que sont confiés des centaines de mille de prisonniers. Leur charité fermera les blessures sanglantes de leurs fils. Ils travailleront sans cesse à réparer les injustices et à faire regarder l'Église par les uns et les autres, vainqueurs et vaincus, comme la Mère de tous. Ils veilleront sûrement à ce qu'Elle ne soit pas confondue avec les partis ou les systèmes politiques ou autres imaginés par les hommes, à ce qu'Elle se rapproche du peuple et des pauvres pour les évangéliser par la vérité et la charité.

Nous, dans la mesure de nos modestes moyens, nous collaborerons à cette oeuvre si belle, si chrétienne et si prenante. Nos prélats le savent et notre peuple le sait.

Cependant nous proclamons très haut, une fois de plus, que la paix doit être basée sur les faits et que, comme le dit S. S. Pie XII: « La paix est oeuvre de la justice ».

Les prêtres basques gardent entre eux une union étroite; leur fraternité survivra et agira; ils examineront les faits qui se présenteront; s'informeront, de leur mieux, de la réalité et feront parvenir où il le faudra la voix de la vérité. Dans nos précédents numéros, nous avons défini notre façon de penser et de juger les divers pro-

blèmes posés par le conflit et par sa cessation, et spécialement le problème très grave du rapatriement des réfugiés.

La décision que nous avons annoncée à nos lecteurs, nous l'avons prise en considération du plus grand événement qui se soit produit en Espagne depuis le 19 juillet 1936: la fin de la guerre.

ANAYAK remercie tous ses lecteurs et ses amis de l'appui moral et matériel qu'ils lui ont apporté. Nous reconnaissons volontiers que notre oeuvre modeste n'a pas toujours été à la hauteur de nos désirs, et nous avons le devoir de demander à tous qu'on veuille nous pardonner notre inévitable insuffisance et de nous excuser si nous avons bien involontairement blessé certains dans leur susceptibilité ou leur façon de sentir et de penser.

A N A Y A K



# EUSKEL-ATALA



## ANAYEN BARRIAK

Warwick Bridge, Carlyse, Cumberland, England 16 Marzo 1939

Anayak. Esker ona erakutsi bear.

Antxiña baten artu neban zuen lan asikerazko albista, ta bertan zifioan laster elduko zala « un cuestionario » ; nigana ezta eldu, luzaroan itxaron arren. Arrezkero artu dodaz zeuon landun zenbaki batzuk, eta azkenez nora begiratu giñeien geure erbeste aldian. Eskerrikasko, ba, zeuen mesede andiko lan maitekorragaitik.

Zeuen asmuak guztiz ondo yatorkuz nora begiratu ezean gagozanoi. Goiko Yaunak onetzi daizala ba danon biotzak, eta zuek anai maiteok artu dozuezan asmo goi-maitasunezkoak.

Nik beintzat emen England-aldeko lurralde otz onetan, bakar-barrik, geure lagun maiterik (urte bi laster) ikusi barik, neure burua zelan eta non ikusi biarko ete dodanezko arduraz beterik nenguan aldian, zuek artu dozuen asmua Goiko Yaunagandik yatorkun errukizko mesede onurakortzat artu dot.

Neure ardurapeko berreun ume maiteok, Donostia eta Markiña aldean balitzazko toki urriñetan neukazanok, orain gitxi-gitxi dira, ba bialduak izan dira, nik eztakit zelango eran, euren lurraldera. Eta orain dagozan gitxi onek laster yoan biarko dabela luzaroan entzuten gagoz.

Aldi illuna, egia urrinduta dagon aldia, guzurra ugari dabillen aldi onetan, ezer be sustraiz yakin barik gagozan erbestekoentzat zuen asmu zintzoen barri yakitea pozgarria da. Ia ba ene anai maiteok, *in Deo faciemus virtutem*, eta zuen zurtasun zintzoagaz erakutsi argi-bideak, eta nora begiratu iragarri guri era onean mesedez, zeri dagokigun yakitun bizi gaitean. Oremus pro invicem, zuen lagun kutun beti izan gura leuken

E'tar A

Weston Manor

Freshwater I. O. Wight

England

Euzko ume talde au, ugarte onetako jauregi eder baten dago. Nazareth House deritxon lekaimeai, emeko katoliko batek emon eutzien gure neskatileta umetxoak egoteko. Lenengotan 116 egon ziran. Gaur ogeta amarrera ez dira eltzen.

Egunero zaspiretan yagiten dira. Zaspi ta erdietan lenen eguneroko otoitzak, ondoren Yaupa, ta Yaupa bitartean, egunero, kistar ikasbideen azalpena. Lau-lauenak azaldu oidira. Baita Liturgiko gauzarik urtenenak be. Gero egunero bezte ordu bete kister ikasbidia ikasten, batez be txikienak. Arratsaldian, egunero agurtza ta baita bederatziurrun garrantzitzue-

nak be. Oeratakoan, gaubeko otoitzak. Astian lau bidar geure Yauna agirian dala agurtza ta onespena. Igandeetan goizparkien azalpena.

Illero, askenengo igandian ordu deuna geure Yauna agirian dala.

Zortzi eguneko gogo-iñarkunak baten emon dira.

Geyenak, edo iya danak, egunero gure Yauna artzen dabe.

Gurutz bidia be, txikienak egunero egiten dabe. Ainbat abezti be ikasi dituez.

Lekaimiak egunero eskian yoaten dira bertan gagozanai yaten emoteko. Eta erriak, Yaunari eskerrak. ondo erantzuten dau.

A'tar K.

## IL Y A CENT ANS

par LANDERRA.

Sous le titre : « Aujourd'hui comme hier », on publia dans le premier numéro de cette revue, un article sur les anciens réfugiés espagnols en territoire français, conséquence de la domination musulmane sur la péninsule ibérique.

Maintenant, nous allons présenter à nos lecteurs quelques données sur le problème qui fut posé au Gouvernement Français, il y a cent ans, par les émigrés des « guerres carlistes ».

Il y a aujourd'hui un siècle, l'arbre de la liberté basque était encore debout. L'arbre de Gernika, symbole de la nation souveraine, lorsqu'elle se réunissait et délibérait, couvrait encore les basques de son ombre tutélaire.

Ferdinand VII mourut en 1833 et de suite après sa mort, la question de la succession au trône fut posée. Deux factions surgirent autour desquelles se groupèrent les grands partis qui participaient alors à la vie politique espagnole.

Don Carlos Maria Isidro, frère du feu roi, prétendait à la couronne contre sa nièce Isabel, encore enfant, et sous la tutelle de sa mère veuve.

Don Carlos représentait la tradition, les droits de la monarchie absolue, le respect des « fueros » basques. Isabel était le symbole du libéralisme constitutionnel.

Survint la collision entre carlistes et partisans d'Isabel (isabelinos).

Dans ce procès dynastique, presque étranger aux basques, ceux-ci, avec grand enthousiasme, se déclarèrent pour Don Carlos.

Au bout de sept années de guerre fratricide, quarante bataillons basques, aux ordres du général carliste Maroto se rendirent au général « isabelino ».

Le résultat de cette paix fut une loi, du 25 octobre 1839, qui, dans son article premier frappait à mort les libertés basques. Il y était dit qu'« on les maintiendrait pour autant qu'elles n'entraîneraient pas un préjudice pour l'unité constitutionnelle de l'Espagne. » Avec cette condition, la brèche que le traître Maroto et le parjure Espartero avaient faite contre notre liberté était ouverte.

L'épopée des basques touchait à sa fin.

Don Carlos, vaincu, abandonné par son Conseil, trahi par son général, franchit la frontière française. Plus de 10.000 basques ne l'abandonnèrent pas

dans son exil, non plus que deux basques qui l'avaient combattu. Le général Harispe et le sous-préfet Etchats s'inclinèrent devant le monarque qui se dirigeait à Bayonne où il trouva un ordre du Gouvernement de Louis Philippe qui lui prescrivait son internement à Bourges.

Les carlistes et les « isabelinos » qui se réfugièrent en France, pendant le cours des hostilités et, quand celles-ci eurent pris fin, furent très nombreux.

En arrivant en France, les réfugiés avaient à se présenter au maire. Certaines villes et certains départements leur étaient interdits : Paris, Lyon, Grenoble, Marseille, Bordeaux, Nantes, Rouen et les départements du Nord et de l'Est. Enfin, les réfugiés avaient à justifier des circonstances qui les forçaient à abandonner leur pays, à prouver la nécessité de leur expatriation forcée et qu'ils n'étaient touchés par aucune amnistie. S'ils étaient militaires, ils devaient notifier leur grade et leur emploi.

Ces formalités remplies, s'ils se trouvaient sans ressources, le Gouvernement français leur octroyait une petite pension, de cinquante centimes pour chaque conjoint et vingt-cinq centimes par enfant.

Quand les réfugiés avaient enfin élu le département de leur résidence, le Préfet leur faisait parvenir les ressources provisoires suivantes :

Aux généraux et députés .....	4 francs par jour
Aux commandants et officiers supérieurs .....	2 » » »
Aux capitaines, lieutenants, propriétaires, médecins et avocats .....	1,50 » » »
Aux sous-officiers, soldats, artisans .....	0,75 » » »
Aux femmes et enfants de la première catégorie .....	3 » » »
Aux femmes et enfants des autres catégories : la moitié et un quart respectivement.	

Avant d'être admis définitivement à recevoir ce secours, le Conseil de révision, dépendant du Ministère de l'Intérieur, procédait à un examen de chaque cas.

Le Gouvernement Français veillait aussi pour que les réfugiés ne devinssent pas des vagabonds.

Cependant, de grandes masses de réfugiés se présentaient aux postes frontières des Basses-Pyrénées. C'étaient, tantôt des carlistes qui s'échappaient à l'occasion de batailles perdues, tantôt des libéraux qui s'enfuyaient des villages par crainte des vengeances des troupes carlistes.

L'ordre public pouvait être troublé. Le Gouvernement Français s'étant prononcé en faveur de la reine Isabel, l'internement était prescrit aux réfugiés carlistes ; quand aux « isabelinos », ils étaient laissés en liberté même dans les départements frontière. Comme on le voit, le Gouvernement Français s'était montré très généreux dès le début, mais à mesure que les réfugiés affluaient, les crédits mis à sa disposition par les Chambres devinrent bientôt insuffisants.

En mars 1844, le gouvernement d'Isabel annonçait l'amnistie pour les partisans de Don Carlos. Aussi, le Gouvernement annonçait-il, à son tour aux réfugiés qu'à partir du 1er avril de cette même année les secours ne seraient plus accordés aux personnes que cette amnistie atteignait.

Mais l'amnistie n'eut pas un grand résultat. Les réfugiés continuaient d'affluer. Liberté leur fut alors concédée pour entrer en Angleterre, en Belgique et dans les autres départements de France, hormis ceux compris entre les Pyrénées d'une part, la Garonne et le canal du Languedoc d'autre part, c'est-à-dire, sauf

dans les dix départements suivants : Gironde (en partie), Lot-et-Garonne (en partie), Haute-Garonne, Landes, Gers, Ariège, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Aude, Pyrénées-Orientales.

A l'occasion des désertions d'Espagnols dans l'armée d'Isabel, quelques frictions se produisirent entre la France et l'Espagne ; celle-ci exigeait, contre le droit des gens, que les déserteurs lui fussent immédiatement livrés. Les autorités françaises se bornèrent à les éloigner de la frontière, afin qu'ils ne provoquassent point de désordres.

Les soldats armés du clan « isabelino » qui se présentaient à la frontière, étaient priés de déposer leurs armes dès leur entrée en France.

Ces armes, gardées par l'autorité militaire, leur étaient rendues au moment où ils regagnaient l'Espagne.

Cependant, on n'observait pas une conduite identique envers l'autre clan.

Un cas plus difficile à trancher était celui des déserteurs français qui s'enrôlèrent sous les drapeaux d'Isabel. On se contenta de faire quelques avertissements aux coupables sans leur exiger l'accomplissement des obligations militaires.

Voici un autre cas. Quand des révoltes éclatèrent en Catalogne et en Aragon en 1835, quelques religieux furent obligés de se réfugier en France. Le Gouvernement Français vit d'un mauvais oeil l'entrée de religieux étrangers sur son territoire, aussi souhaitait-il vivement leur départ. « Au voisinage des Pyrénées, écrivait aux Préfets le Pair de France, sous-secrétaire d'Etat, Gasparin, où les sympathies politiques d'une partie de la population leur sont acquises, les moines pourraient facilement inquiéter leur pays, au centre du Royaume leur présence serait une anomalie choquante dans l'état de nos moeurs. Le mieux, poursuivait-il, serait de les diriger sur l'Italie. Quelques-uns ont pris cette direction. Faites en sorte de déterminer ceux qui sont dans votre département ou ceux qui pourraient encore y arriver à se mettre en route pour ce pays. Ils y trouveront tous les avantages d'une hospitalité en rapport avec leur position, avantages qu'ils chercheront en vain chez vous. »

Pour comprendre cette mesure, il est nécessaire de rappeler qu'à cette époque le Gouvernement français de Juillet avait adopté une politique anticléricale. D'un autre côté, dans le pays basque les capucins avaient été signalés comme intriguants en faveur de Don Carlos et favorisant la contrebande.

\*\*

Ces quelques notes brèves nous ont été suggérées par la situation actuelle de milliers de réfugiés basques et espagnols.

Nous les livrons sans commentaire à nos lecteurs pensant que le simple exposé des faits leur sera plus agréable.





# AU-DESSUS DES PARTIS

par ASURI DE LARRAUN.

L'attitude du clergé basque — d'une grande partie du clergé basque — dans la guerre d'Espagne, attitude de résistance en face de ceux qui professent la maxime de « politique — ou guerre — d'abord », et de fidélité à son ministère et à son peuple en face des ennemis de la Religion et des Basques, cette attitude ne date pas d'aujourd'hui. Elle vient d'une époque antérieure à la guerre, au cours de laquelle étaient déjà discutées les questions auxquelles aujourd'hui les bombes et les canons ont donné « leur solution ». Les caractères prédominants de la guerre civile se dessinaient déjà dans la lutte acharnée qui la précéda. Alors aussi, comme maintenant, les prêtres basques étaient l'objet d'accusations contradictoires, des mêmes reproches qu'on leur adresse en ces heures de guerre, avec une acrimonie aussi injuste qu'exagérée.

Quand on arrache et qu'on viole les droits nationaux d'un peuple, comme, par exemple, le développement de sa langue et de sa culture propre, le libre exercice de ses coutumes traditionnelles, une réaction vigoureuse et de caractère nettement politique est la réponse de la collectivité ainsi opprimée; c'est alors que l'on attribue faussement à toute manifestation de cet esprit national un caractère exclusivement politique, et que l'on confond ce qui est inhérent à l'âme d'un peuple avec les diverses manifestations de l'esprit de parti. C'est ainsi que l'on persécute l'usage de la langue, que l'on considère comme une expression d'une politique partisane.

Pour ces raisons, les Espagnols de gauche comme de droite, attaquèrent violemment le clergé basque qu'ils accusaient d'être un clergé « politicien », parce qu'il n'était pas disposé à suivre dans la pratique les directives que ces hommes politiques prétendaient leur donner dans leurs journaux ou leurs réunions politiques. Pour les uns, les prêtres basques étaient des retardataires et des sectaires; pour les autres, c'étaient des anti-espagnols. Pour les premiers, ils étaient « conservateurs », pour les seconds, « socialistes ».

Le journal de droite et de tendance monarchiste de Madrid, *A. B. C.* (10 août 1934), disait sur l'action du Clergé en Biscaye et en Catalogne :

« Il semblait déjà que c'était un aveuglement assez grave que celui de ce clergé qui, en Biscaye et en Catalogne, sème la graine « nationaliste » comme un collaborateur inconscient du projet « judéo-maçonique » acharné à balkaniser notre unité nationale, comme cela arriva en Autriche-Hongrie, pour punir ce pays de son catholicisme. L'effort accompli pour chasser la langue castillane de certaines régions autant de la chaire que du confessionnal était surtout péruil, mais maintenant il cause de vérita-

bles ravages dans notre pays, parce qu'il tend à faire des espagnols des étrangers les uns envers les autres. »

Et *La Voz de Guipuzcoa* (no. 17.259), journal de gauche, écrivait à son tour :

« Une des choses les plus profondément regrettables en ce qui concerne l'Euzkadi, c'est le manque de préparation de ses habitants en ce qui concerne le bilingüisme. La langue maternelle des Basques se défend depuis des siècles et des siècles contre l'invasion des langues dérivées du latin, que d'autres races plus cultivées et plus impérialistes quoique pas plus civilisées, lui imposent. Le latinisme romano-hispanico-français a déjà envahi l'enseignement, les journaux, les églises et même les foyers. Dans le plus reculé petit village basque, là où l'on ne voit jamais un journal, on trouve toujours un représentant du latinisme : le curé. »

Comme on le voit, les droites, aujourd'hui franquistes et les gauches, l'A. B. C. et *La Voz de Guipuzcoa* supposaient chez le clergé basque des sympathies pour la politique de leurs adversaires respectifs. Ils lui attribuaient une mentalité de partisan et le classaient d'après cette pure supposition.

Mais le clergé basque continua à travailler conformément aux directives de l'Eglise, et se défendait, comme aujourd'hui, contre les accusations de ses ennemis. Il n'avait pas de raisons de s'immiscer dans les affaires de la politique qui sépare et divise. Il lui suffisait de remplir sa mission, en restant fidèle au Christ et à l'Eglise et en gardant une étroite union avec le peuple qui avait été confié à son oeuvre pastorale. C'est pourquoi la revue *Idearium* (no. 4, page 328), que quelques prêtres basques publiaient à Vitoria, se faisant l'écho des accusations contenues dans les passages reproduits plus haut, y répondit en ces termes : « Voilà le clergé entre deux feux. Chaque parti a son point de vue. Ne se préoccupant que de son programme, il voudrait plier la réalité à la ligne inflexible de ses préjugés. »

\*  
\*\*

Le clergé reçoit des directives qui ne viennent ni de Saint-Sébastien, ni de Madrid, ni de Paris, ni de la Rome de Mussolini. Et ces directives ne sont pas imprégnées de latinisme, ni de slavisme. Ce sont les normes de l'Eglise qui est universelle.

Le IV<sup>e</sup> Concile de Latran prescrit que chaque peuple de langue distincte soit pourvu de prêtres et d'Ordinaire de sa propre langue. Selon le Concile de Trente, l'exposition de la parole de Dieu et l'enseignement du catéchisme et de la Loi de Dieu aux fidèles doivent se faire dans la langue maternelle. Il est ordonné, de même, que toutes les prières non liturgiques soient faites dans la langue du pays, ainsi que les cantiques et hymnes populaires (Sacra Cong. de Propag. Fide, 1920). Dans les pays

où l'on parle deux langues, il faut s'en tenir aux prescriptions du Pape Benoît XV, dans sa lettre au cardinal Begin : « Que les prêtres qui se consacrent aux ministères sacrés fassent en sorte de connaître et de pouvoir employer couramment les deux langues, et, évitant toutes les médisances, qu'ils fassent usage de l'une ou l'autre langue, selon la nécessité des fidèles. » C'est cela même qu'il est ordonné de faire dans les séminaires. (Act. Ap. Sedis. T. XIV, page 295).

Et cette façon de procéder de l'Eglise est approuvée par la psychologie et la pédagogie, si opposée en général aux prétentions de beaucoup de nos politiciens qui prétendent endoctriner et évangéliser le clergé.

Dans une étude publiée récemment par le Dr. Gregorius von Breda, sur la langue maternelle (*Die Mutersprache*, Munster, 1933), nous trouvons de nombreuses et très importantes indications sur cette question. Selon von Breda, la religion étant une chose étroitement liée à la nature humaine, est inséparable de la culture populaire à laquelle elle donne une nuance et une orientation particulière. Si on veut lui donner de la stabilité et de la durée, il sera nécessaire d'établir une liaison entre elle et l'essence de la vie ethnique, les caractéristiques du peuple. Mais parmi ces caractéristiques se trouve la langue maternelle, expression de l'esprit d'un peuple. La langue est, non seulement l'instrument naturel par lequel les individus groupés en société communiquent entre eux, mais encore le réservoir de la science populaire, où se conserve une grande partie du patrimoine spirituel de tout groupe ethnique. L'obligation qu'a chaque peuple d'aimer et de défendre sa langue est fondée sur la nécessité de conserver sa propre existence en tant que peuple. Obligation de droit naturel, basée sur la nature, et, par cela même, imposée par Dieu : « *Institutum enim natura est acceptam a proavis linguam amare tuerique velle* », disait le Pape Léon XIII. On comprend donc que la disparition de la langue maternelle s'accompagne de la disparition de tous ces autres éléments — comme la religion — qui se développent en union intime avec la vie populaire.

Au Congrès sur le bilingüisme tenu à Luxembourg en 1928, le Dr. Hens-Giessen communiqua de nombreux renseignements au sujet des conséquences préjudiciables qu'entraîne l'introduction d'une langue étrangère à la population scolaire, conséquences qu'il classa en trois groupes : déchirement interne, attitude sceptique de l'intelligence et manque d'autoforformation. La langue maternelle, étant un instrument naturellement lié à l'ensemble de la vie d'un peuple, selon von Breda, est le seul moyen capable de provoquer dans les âmes, avec régularité et efficacité, les résonances spirituelles les plus variées. C'est pourquoi « sa force de formation est insurpassable. » D'après les « *Internationalen Institutes für afrikanische Sprache und Kulturen* », combattre l'usage de la langue indigène

à l'école équivaut à annihiler l'initiative et la faculté créatrice chez les élèves. Et W. Schmidt écrit dans la revue *Afrika* : « Espérer d'un enfant qu'il arrive à l'acquisition de la science et de la culture avec un instrument de travail qui lui est étranger et dont il ne sait se servir, serait arrêter le développement intellectuel de cet enfant. »

Parce qu'elle est le résultat d'un long processus historique de la vie populaire, la langue maternelle seule est capable de refléter fidèlement, dans ses plus fines nuances, l'âme d'un peuple. Elle est donc la meilleure expression des pensées et des sentiments du groupe, et le véhicule naturel de la culture de celui-ci, car elle est faite à sa mesure, adaptée à sa nature propre. Et, par cette même raison, elle est aussi le meilleur moyen, pour ce peuple, de développer avec intensité sa propre nature et de s'élever dans la vie culturelle. C'est avec raison que Grentrop (*Muttersprache und Religion*, Munster, 1932), a dit : « Un groupe ethnique qui se laisse amoindrir et disparaître est semblable au serviteur paresseux de l'Évangile qui ne sait pas négocier avec son talent, et fut puni par son maître par de nouvelles pertes. » Selon tout ce qui précède, tout peuple qui aspire à un développement spirituel et à un haut degré de culture, doit conserver sa langue maternelle, et, s'il l'a perdue, doit travailler à la recouvrer.

On en conclut que l'Église devra tenir compte, dans ses méthodes de travail, de cet important facteur que sont les cultures propres et les langues maternelles. Et, de fait, la conduite de l'Église n'a pas été autre. On en a un magnifique exemple dans les missionnaires enseignant au monde païen les doctrines du Christ, dans sa langue maternelle.

\*\*

Telle a été la norme générale suivie dans leur ministère par les prêtres basques. Le clergé de notre pays s'est distingué depuis des siècles dans la tâche patiente et ardue de l'encouragement et de la culture de sa langue, l'euskera.

Il suffit de rappeler dans le passé les noms d'Etchepare, auteur du premier livre imprimé en Basque, en 1545, de Larramendi, l'auteur du premier grand dictionnaire, d'Astarloa, remarquable philologue qui instruisit Guillaume de Humboldt, de Mikoleta qui écrivit la première grammaire, d'Axular, qui fut, peut-être, le meilleur écrivain basque et écrivit le *Gero*; de Domingo Aguirre, premier grand romancier; des frères Moguel, écrivains de saveur profondément populaire; de Mendiburu et de Kardabéraz, missionnaires et écrivains qui eurent conscience de la valeur hautement éducative de la langue comme facteur d'apostolat religieux; de Lakoizketa, écrivain d'Histoire Naturelle; d'Anibarro, fécond publiciste, et de beaucoup d'autres que nous ne mentionnons pas pour plus de brièveté.

Aujourd'hui même, la langue basque est cultivée de façon très particulière par des ecclésiastiques, séculiers et réguliers. L'Académie de la

Langue Basque se compose de douze membres, sur lesquels, à l'heure actuelle, sept sont prêtres et religieux. Leur premier président est l'illustre publiciste Dr. Resurreccion Ma de Azkue, qui a fait rejaillir tant de gloire sur les lettres basques. En 1936, les fervents de l'euskera lui rendirent un hommage mérité dans sa ville natale de Lekeitio.

Les deux hebdomadaires en langue basque qui se publiaient avant la guerre au pays basque étaient dirigés par des prêtres: c'étaient « Ekin » et « Argia ». Les « Jours de la langue basque » (de la poésie basque, de la poésie populaire, du théâtre basque) furent dus à l'initiative et à l'activité du grand « Aitzol », José de Ariztimuno, fusillé par les autorités franquistes. Dans les concours de poésie basque, célébrés durant six ans, le rameau de chêne fut accordé en prix au capucin Bedona, à l'abbé Luis Jauregui, et, en dernier lieu, en 1936, quinze jours avant le début de la guerre, à un séminariste. Il faut noter, qu'à ce dernier concours, sur six premiers prix, cinq furent décernés à des séminaristes et le sixième à un prêtre.

Il faut mentionner spécialement l'oeuvre « Jaungoiko-Zale » qui, pendant plus de 25 ans, a travaillé avec zèle, approuvée par ses évêques, à la diffusion de l'enseignement du catéchisme en langue basque, en organisant de nombreux concours, en installant une imprimerie et un bureau d'éditions, consacrés exclusivement à des ouvrages en langue basque. Elle comptait plus de 400 prêtres comme membres.

Nous ne voulons pas citer d'écrivains vivants. Il suffit d'indiquer que le Séminaire de Vitoria était un des principaux foyers de la culture linguistique basque, que les publications en langue basque sont de caractère religieux dans la proportion de 75 0/0. Aujourd'hui, sous le Gouvernement du général Franco, ont disparu toutes les publications, revues, hebdomadaires, feuilles, qui se publiaient dans la langue des Basques.

Cette activité en faveur de la langue maternelle est considérée comme activité politique. Lisons à ce sujet ce qu'écrivait Mgr. Mateo Mugica, alors évêque de Vitoria, aujourd'hui démissionnaire, en un document adressé à la Secrétairerie d'Etat de Sa Sainteté, en octobre 1936: « Suivant les normes de l'Eglise on a encouragé au séminaire, comme il était convenable, *la langue basque*, langue maternelle de la majorité des habitants du Guipuzcoa et de la Biscaye, en préparant les séminaristes à la catéchèse, à la prédication, et à la confession, car l'immense majorité des diocésains se confesse en basque. Et ceci, qui n'est que se soumettre à la loi naturelle, à la législation positive de l'Eglise, constitue aussi *maintenant*, dans les circonstances présentes, du *nationalisme (basque)*. Quelle injustice... »

Rien de plus vrai ni de plus regrettable. Aujourd'hui, pour les auto-

rités franquistes, le fait de cultiver la langue propre et indigène est du « nationalisme », c'est-à-dire, de la politique.

En enseignant la langue maternelle et en encourageant son usage, le prêtre fait son devoir, en tant que prêtre et que pédagogue. En ne le faisant pas, il agirait contre la raison et contre l'esprit de l'Eglise.

Toute mesure politique qui prétendrait mettre fin à cette activité et lui opposer des obstacles sous prétexte d'unification nationale est anti-naturelle, anti-psychologique et contraire aux prescriptions de l'Eglise. Et si ces mesures sont promulguées dans le but de borner la liberté de l'Eglise dans le ministère de son apostolat, elles attentent à la souveraineté de cette dernière. C'est ce qui est arrivé dans le diocèse basque de Vitoria, avec les directives émanées des autorités suprêmes du Gouvernement de Burgos, directives qui donnaient des ordres concrets sur la limitation et l'interdiction de l'usage de la langue basque dans les églises, en opposition, précisément, aux dispositions publiées et prescrites par l'Ordinaire de l'endroit.

\*

\*\*

Les prêtres basques exilés font des vœux pour que, dans notre peuple, on observe, dans la pratique quotidienne, ces directives données avec tant de sagesse par les Synodaux de l'an 1.700 de l'Evêché de Calahorra, auquel appartenaient alors en partie la Biscaye, le Guipuscoa et l'Alava. Ces dispositions synodales en reproduisent d'autres de 1.602 : « Que dans la terre basque les sermons soient en langue basque. Parce que nous sommes informés que dans la terre basque, et spécialement en quelques endroits, où la majorité des habitants parle basque, les prédicateurs, par autorité, prêchent en romance (espagnol) et non en basque : dont il s'ensuit un grand mal, et que les gens qui viennent des fermes pour les entendre, comme ils ne savent pas le roman, sortent sans aucun profit du sermon. Par conséquent, nous ordonnons et mandons que dans ces endroits, les sermons se fassent en basque, et que les curés ne consentent pas autre chose, sous peine d'être punis, et que les dits curés observent la même chose quand ils expliqueront l'Evangile ». (Chap. 2.)

« Que les Prélats fassent imprimer chaque année les doctrines chrétiennes en un langage convenant aux provinces. Et parce qu'il convient que chaque province ait la doctrine chrétienne imprimée dans la langue paternelle, et parce qu'il y a dans la terre basque de notre diocèse une différence dans la langue basque de la Seigneurie de Biscaye et des provinces de Guipuscoa et d'Alava, Nous statuons et ordonnons que les seigneurs Evêques, nos successeurs, fassent imprimer chaque année des feuillets de doctrine chrétienne en roman et en langue basque selon l'usage des dites provinces, pour que les curés aient des feuillets dans la langue propre à chaque province, comme Nous avons commencé à le faire aussi en notre temps ». (Chap. IV.)

## Les enfants basques en Belgique

Les enfants basques évacuèrent la Biscaye avant l'entrée des troupes franquistes au cours des mois de mai et de juin 1937. Ils firent cela par la volonté expresse de leurs parents épouvantés à la suite des bombardements aériens de Durango, Guernica, Amorebieta, etc., où des centaines d'enfants trouvèrent la mort sous les décombres de leurs maisons. Diverses nations s'offrirent immédiatement à recevoir ces enfants et à les héberger.

Une de ces nations fut la Belgique, où trois commissions diocésaines — celles de Malines, Anvers, Bruxelles — sous la direction paternelle et l'esprit de charité du cardinal-archevêque de Malines, organisèrent la distribution de mille cinq cents enfants environ, aussi bien dans des familles particulières que dans des colonies.

Parmi les trente-deux prêtres basques réfugiés en Belgique, un certain nombre d'entre eux prirent la charge spirituelle de ces enfants. Non seulement ils s'adonnèrent à leur formation religieuse, mais encore ils firent tout ce qui dépendait d'eux pour connaître le sort de leurs parents. Dans cette besogne de haute humanité, les prêtres ont été admirablement secondés par un groupe de demoiselles, institutrices basques (anderenoak), disséminées dans les localités où se trouvent nos chers petits.

Selon les habitudes de notre pays, les enfants ont été préparés à faire la première communion. Dans ce but, on édita un catéchisme en langue basque et ce texte leur servit pour acquérir l'instruction religieuse.

A Malines et à Anvers, la première communion se fit avec une grande solennité. Mgr Jansens, vicaire général de Malines, donna la communion à plus de trente enfants. A Anvers le nombre des premiers communiantes dépassa le chiffre de cinquante. A Herentals, Lier, Ullebruk, etc., il y eut aussi des premières communions en nombre réconfortant et estimable. Leurs camarades qui avaient déjà fait leur première communion, les accompagnèrent à la sainte table.

Les deux colonies où encore il y a un certain nombre d'enfants réfugiés, sont celles de Koninsof et Duffel. A Koninsof, deux prêtres ont la charge de cinquante enfants.

A Duffel, il y a quatre prêtres. Les religieuses de Saint-Norbert de Duffel prennent le soin de l'alimentation, habillement et autres besoins de nos enfants. Nos prêtres font aussi la classe aux enfants. Ils leur enseignent la religion, l'arithmétique, la géométrie, le français, le basque, l'espagnol, la musique, etc.

Pour les enfants qui sont distribués dans des familles flamandes on a édité un petit vocabulaire en trois langues : basque, espagnol, flamand.

Autant que possible, les enfants commémorent leurs fêtes traditionnelles par des danses, des chants et le « txistu » de notre folklore.

Les enfants procurent aux prêtres l'occasion d'exercer leur apostolat évangélique. La présence des prêtres implique un soutien moral et paternel pour ces chers petits qui, loin de l'enfer de la guerre, ont appris à connaître et à aimer un pays si noble et généreux comme la Belgique.

Nous sommes heureux de témoigner notre plus vive gratitude à son Eminence le cardinal Van Roey, aux commissions d'accueil et à toutes les honorables familles et personnes qui ont mis en évidence la grandeur de leur âme à l'occasion des multiples secours apportés aux enfants, aux prêtres et aux demoiselles basques.

# Eusko-Nekazarien-Eazkuna

(Fédération Agraire Basque)

Nous indiquerons dans ces notes quelle est la signification et la force d'Euzko Nekazarien Bazkuna dans les provinces de Guipuzcoa et Bizkaye.

En juillet 1936, la population rurale de Guipuzcoa comprenait 12.500 familles, vivant dans 9.000 fermes, dont 3.000 étaient des fermes doubles, c'est-à-dire hébergeant deux familles.

De ces 12.500 familles, 5.500 étaient propriétaires de leur ferme avec la terre, le bétail et l'outillage; 7.000 avaient en location la ferme avec ses terres et ses prairies et étaient propriétaires du bétail et de l'outillage.

Deux organisations syndicales existaient déjà en Guipuzcoa avant la constitution d'Euzko-Nekazarien Bazkuna: le « Sindicato Agrario Catolico » (syndicat agrarien catholique) et la « Confederacion Agropecuaria de S. Isidoro » (confédération agraire de St-Isidore).

Dès l'avènement de la République, au mois d'avril 1931, le Gouvernement entreprit une politique agraire féconde en édictant de nombreuses lois et créant des Comités paritaires, qui exigeaient de la part des laboureurs une organisation syndicale sérieuse.

C'est alors que Dn. Policarpo de Larranaga, prêtre basque de grand prestige, fervent animateur de toutes les organisations sociales d'Euzkadi, conçut la création d'un puissant syndicat agraire qui grouperait les laboureurs guipuzcoans et les rendrait capables d'affronter avec succès les nouvelles conditions de leur vie professionnelle.

M. l'abbé Larrañaga, ayant reçu l'appui et la bénédiction de Mgr l'évêque de Vitoria, fonda dans la ville de Zumàrraga l'association dénommée Euzko Nekazarien Bazkuna

Dans le premier article des statuts la nouvelle association proclamait son adhésion aux doctrines sociales de l'Eglise.

Le second article définissait l'oeuvre sociale qu'elle se proposait de mener à bien : protéger et garantir la ferme en défendant les intérêts légitimes des petits propriétaires ; faire en sorte que l'agriculteur locataire puisse arriver, par le moyen de mesures justes et légales, à devenir propriétaire ; affermir l'institution de la famille-souche, traditionnelle, pour que le patrimoine familial soit intégralement transmissible, insaisissable, indivisible et suffisant ; instituer des coopératives de consommation, de production et de vente ; créer des institutions de crédit, des caisses rurales d'Assurances ; se faire représenter dans les Conseils de Prud'hommes, etc.

Euzko Nekazarien Bazkuna réussit à rompre l'individualisme, qui caractérise d'une façon particulière la population rurale basque, et, elle obtint bientôt l'établissement de nombreux groupements dans la campagne de Guipuzcoa.

Dès le premier moment, cette Association reçut l'appui de « Solidaridad de Trabajadores Vascos » (Solidarité des Travailleurs Basques) qui mit à sa disposition ses locaux et sa presse ; le clergé lui prêta son concours et déjà le 6 août de l'année 1933, la « Fédération des Paysans Basques » était organisée, avec 27 groupements comprenant 2.100 familles associées.

Moins d'un an plus tard, elle bénéficia du concours d'un hebdomadaire en langue basque « Argia », fondé par M. l'abbé Garitonandia, auquel collaboraient les personnalités les plus marquantes de la vie sociale agraire de Guipuzcoa.



Elle organisa des meetings de propagande tous les dimanches, et, « la Journée annuelle de l'Agriculteur », où toute la province vibrat au spectacle des milliers de laboureurs qui, après s'être recueillis à l'église, étudiaient leurs problèmes et donnaient l'exemple d'une solide préparation professionnelle.

Aux élections pour le Conseil des Prud'hommes ruraux, Euzko Nekazarien Bazkuna obtint la totalité des sièges contre les Syndicats socialistes.

Une fois au pouvoir, les partis de droite espagnols adoptèrent une politique de représailles en approuvant une loi qui permettait de congédier les locataires des fermes. E. N. B. eut alors à défendre les droits de ses associés et, sauf une, toutes ses interventions dans les litiges, portés devant les Conseils des Prud'hommes, furent couronnées de succès.

Les droites écrivirent une bien triste page dans l'histoire sociale de l'Etat espagnol, avec ce que l'on a appelé « l'ère des congés ». Les politiciens espagnols qui possédaient des fermes en Guipuzcoa prétendirent expulser de leurs terres tous les colons qui n'avaient pas voté en faveur de leurs candidats aux élections législatives. E. N. B. prit la défense de ses associés dans cette lutte qui parvint à passionner toute l'opinion guipuzcoanne. Sous le couvert des lois injustes qu'elles édictèrent pendant les deux années que les droites furent au pouvoir, celles-ci réussirent à triompher une seule fois d'Euzko Nekazarien Bazkuna. Le colon de la ferme « Etxe Zuri » dut l'abandonner, mais la Fédération, avec l'appui de tous ses membres, construisit une nouvelle ferme pour la victime d'une si grande injustice.

Euzko Nekazarien Bazkuna entreprit l'oeuvre d'accession par le locataire à la propriété de la ferme. Elle fut secondée dans son dessein par la caisse d'Epargne de Guipuzcoa, et, au moment où la révolution éclata, quelques projets en ce sens étaient à l'étude.

Conjointement avec la Solidarité des Travailleurs Basques, Euzko Nekazarien Bazkuna parvint à grouper tous les laboureurs basques, et aucune politique sociale ne pouvait prévaloir en Guipuzcoa sans elle ou contre elle.

En juin 1936, Euzko Nekazarien Bazkuna possédait avec un secrétariat, un bureau de consultation juridique, une Fédération de 68 groupements comprenant 8.100 familles agricoles.

Elle avait établi des Coopératives de vente à Zarauz, Azpeitia, Zumarraga, Renteria et Oyarzun.

Elle organisa un Secrétariat ambulante qui se présentait aux Foires du bétail et d'approvisionnement et y offrait ses services techniques et professionnels à ses associés.

La Fédération achetait déjà les engrais pour tous ses affiliés.

Elle fut l'unique organisation syndicale catholique de l'Etat espagnol qui s'associa publiquement au travail du ministre de l'Agriculture, M. Gimenez Fernandez, du parti de M. Gil Robles, qui vit ses amis des droites espagnoles lui déclarer une guerre sans merci à cause de la loi qu'il présenta aux Cortès sur la Réforme agraire. A cette occasion, la Fédération basque témoigna au ministre d'une adhésion enthousiaste.

\*\*

La population rurale de la Bizcaye était répartie en 1931 dans 18.320 fermes, desquelles 6.806 étaient la propriété de ceux qui les cultivaient et 11.514 étaient en fermage.

Depuis quelque temps (une trentaine d'années), la « Fédération de Sindicatos Católicos Agrarios » comptant 5.000 adhérents, déployait son activité dans la campagne de Bizcaye, et à certains points de vue réalisa une oeuvre méri-

toire ; à côté d'elle travaillait la « Fédération de Ganaderos y Labradores » (Fédération d'Éleveurs et d'Agriculteurs), dont l'orientation était quelque peu de gauche.

Ce furent les agriculteurs du district de Markina qui fondèrent, le 4 mars 1934, le premier groupement d'Eusko Nekazarien Bazkuna, en Biscaye.

Son programme était identique à celui de Guipuzcoa. Sa fondation coïncide avec le moment de la politique antisociale du gouvernement central, dirigé par les droites, et son activité fut celle d'une lutte constante contre ceux qui voyaient dans tout essai de revendications sociales, même les plus justes, des poussées de marxisme.

Pour que l'on se fasse une idée de l'ambiance où elle avait à développer son activité, il suffira de reproduire le texte de deux télégrammes qu'elle adressa respectivement au président du Conseil des ministres et à M. le ministre de l'Agriculture ; ils étaient ainsi conçus : « Intenable situation familles agriculteurs congédiées et expulsées par juges municipaux et garde civile fermes biscayennes louées pendant générations, requiert intervention ferme et résolution harmonisant loi locations rurales et décret locations urbaines. Révision jugements et suspension des expulsions indispensables pour pacification esprits. » (1).

« Nombreuses sentences dictées par juges municipaux de Biscaye décrétant congés en masse contre locataires, ceux-ci demeureront fermement chez eux et violences surviendront si dispositions rédigées et accords pris par nouveau groupe parlementaire social ne sont pas mis en vigueur immédiatement. » (2)

Ainsi débutait dans sa vie, l'Eusko-Nekazarien-Bazkuna de Biscaye, en luttant contre les droites qui, du Gouvernement, prétendaient imposer à la situation de l'agriculture des conditions d'esclavage.

Cependant, la nouvelle société trouva un grand appui dans le Parti Nationaliste Basque qui lui offrit sa presse pour la propagande et qui commença une active campagne de prosélytisme. Le journal « Euzkadi » commença à publier une page agricole ; un groupe d'ingénieurs agronomes et de spécialistes parcouraient les villages en tournées de conférences et, le 21 juillet de cette même année 1934, la Fédération était constituée à Markina.

Quand éclata la révolution, la Fédération comprenait 31 groupements qui réunissaient 2.600 familles. Elle possédait un Secrétariat et une Coopérative de vente et unissait son action à celle des Coopératives de consommation de la Solidarité des Travailleurs Basques.

\*  
\*\*

La guerre a surpris en plein travail Eusko-Nekazarien-Bazkuna, laquelle s'annonçait si riche de promesses en Euzkadi.

Tous les centres d'E. N. B. ont été fermés, sa presse suspendue. Parmi ses dirigeants et affiliés on compte des dizaines de morts, des centaines en prison et des milliers ont reçu des amendes et sont persécutés.

(1) « Insostenible situacion familias agricultoras desahuciadas y lanzadas por Juzgados municipales y guardia civil, caserios bizkainos arrendados durante generaciones, requiere intervencion firme y resolulucion armonizando Ley arrendamientos rusticos y decreto arrendamientos urbanos, revision juicios y suspension de lanzamientos imprescindibles pacificacion espiritual.

(2) Numerosas sentencias dictadas por Juzgados municipales de Bizkaya decretando desahucios en masa contra arrendatarios quedaran firmes y prosperaran atropellos, si disposiciones redactadas y acuerdos tomados nuevo grupo parlamentario social no son puestos en vigor inmediatamente.

## Les prêtres basques chez Franco

### DANS LES PRISONS

M. Léon Aranguren Astola, âgé de 33 ans, condamné à la prison de Carmelo (Bilbao), à la peine de mort.

M. Francisco Errasti Albeniz, âgé de 46 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia) à la peine de mort.

M. Manuel Lladós Arsuaga, âgé de 63 ans, condamnée à la prison de Dueñas (Palencia), à la peine de mort.

M. Lorenzo Amorrortu Azpegorta (1), âgé de 50 ans, condamné à la réclusion perpétuelle.

M. Luis Aguirre Vergara, âgé de 29 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à la réclusion perpétuelle.

M. Santos Arana Bergareche, âgé de 40 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à la réclusion perpétuelle.

MM. Modesto Arana Fuldain, âgé de 29 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à la réclusion perpétuelle.

M. Roman Jauregui Urizar, âgé de 46 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à la réclusion perpétuelle.

M. Eugenio Legarra Maguregui, âgé de 37 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à la réclusion perpétuelle.

M. Fernando Marcuerquiaga Iza, âgé de 57 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à la réclusion perpétuelle.

M. Juan Marquiegui Maya, âgé de 35 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à la réclusion perpétuelle.

M. Vicente Sainz Rodriguez, âgé de 33 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à la réclusion perpétuelle.

M. Eugenio Larrañaga, âgé de 42 ans, condamnée à la prison de Dueñas (Palencia), à 30 années de réclusion.

M. Santiago Onaindia Baseta, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 30 années de réclusion.

M. Sinfioriano Traspuesto, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 30 années de réclusion.

M. Juan Aldecoa Otalora, âgé de 39 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 20 années de réclusion.

M. Enrique Arriaga Aguera, âgé de 27 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 20 années de réclusion.

M. Damian Celaya Acarregui, âgé de 35 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 20 années de réclusion.

M. Saturnino Ganchegui, âgé de 32 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 20 années de réclusion.

M. Pio Jauregui Plaza, âgé de 41 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 20 années de réclusion.

M. Vicente Batiz Bilbao, âgé de 31 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 16 années de réclusion.

(1) Aujourd'hui, il se trouve malade — presque aveugle — dans l'hôpital de Basurto (Bilbao).

M. Rafael Urionaguena, âgé de 41 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 16 ans de réclusion.

M. Juan J. Aguirre Lazcano, âgé de 32 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 12 ans de réclusion.

M. Lino Aquesolo Olivares, âgé de 28 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 12 ans de réclusion.

M. Sebastian Atucha Atucha, âgé de 30 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 12 ans de réclusion.

M. Aquilino Ayerdi Goicoechea, âgé de 32 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 12 ans de réclusion.

M. Florencio Barrenechea, âgé de 68 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 12 ans de réclusion.

M. José Maria Lañobeitia Arruza, âgé de 29 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 12 ans de réclusion.

M. José Maria Larragan Landa, âgé de 48 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 12 ans de réclusion.

M. Antonio Loinaz Otaño, âgé de 37 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 12 ans de réclusion.

M. Nazario Sarasola Acarregui, âgé de 61 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 12 ans de réclusion.

M. Daniel Torrontegui, âgé de 41 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 12 ans de réclusion.

M. Julio Ugarte Vicuña, âgé de 36 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 12 ans de réclusion.

M. Angel Iturbe Alberdi, âgé de 37 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 10 années de réclusion.

M. Domingo Aguirre Ocerin, âgé de 31 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 8 années de réclusion.

M. Manuel Ortuzar Eguiluz, âgé de 62 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 8 années de réclusion.

M. Francisco Ugartechea, âgé de 51 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 8 années de réclusion.

M. Bernabe Acha Sasia, âgé de 65 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 6 années de réclusion.

M. Estanislao Aguirre Lasa, âgé de 36 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 6 années de réclusion.

M. Angel Aldanma Guinea, âgé de 74 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 6 ans de réclusion.

M. Ignacio Arechavaleta, âgé de 33 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 6 ans de réclusion.

M. Mariano Ereño Dañobeitia, âgé de 67 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 6 ans de réclusion.

M. Ezequiel Guisasaola, âgé de 51 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 6 ans de réclusion.

M. Castor Marañon Muguruza, âgé de 45 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 6 ans de réclusion.

M. Federico Orbea Bergareche, âgé de 35 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 6 ans de réclusion.

M. Florentino Sagarraga, âgé de 44 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 6 ans de réclusion.

M. Honorio Urgoitia Esturio, âgé de 39 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 6 ans de réclusion.

M. Santiago Villanueva, âgé de 52 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 6 ans de réclusion.

M. Juan Zabaleta, âgé de 34 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 6 ans de réclusion.

M. Fermin Goti Basterra, âgé de 33 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 6 ans de réclusion.

M. Juan J. Landaburu Madaria, âgé de 45 ans, condamné à la prison de Prov. del Carmen (Vitoria), à 6 années de réclusion.

M. Cayetano Latagu Urquijo, âgé de 38 ans, condamné à la prison de Prov. del Carmen (Vitoria), à 6 ans de réclusion.

M. Angel Naveran Ormaechea, âgé de 29 ans, condamné à la prison de Universidad Deusto (Bilbao), à 6 ans de réclusion.

M. Federico Zorrozuza Arandia, âgé de 49 ans, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 6 ans de réclusion.

M. Tomas Oleaga Abaroa, âgé de 34 ans, condamné à la prison de Carmelo (Bilbao), à 6 ans de réclusion.

M. Juan Arrieta Urian, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 6 ans de réclusion.

M. Cipriano Larrañaga Uria, condamné à la prison de Dueñas (Palencia), à 6 ans de réclusion.

#### DANS LES CAMPS DE CONCENTRATION

M. Andoni Amochategui Celaya, au camp de concentration de Miranda.

M. José Maria Amochategui Achurra, au camp de concentration de San Pedro de Cerdeña (Burgos).

M. Carlos Anasagasti Zulueta, au camp de concentration de San Pedro de Cerdeña (Burgos).

M. Emilio Cortabitarte Lecuona, au camp de concentration de San Pedro de Cerdeña (Burgos).

M. Florentino Garabeitia Arrien, au camp de concentration de Miranda.

M. Francisco Iraola Echebeste, au camp de concentration de San Pedro de Cerdeña (Burgos).

M. Ramon Ormaeche Lequerica, au camp de concentration de Miranda.

M. Antonio Otegui Echeverria, au camp de concentration de San Pedro de Cerdeña (Burgos).

M. Anastasio Urruchurtu Urruchurtu, au camp de concentration de San Pedro de Cerdeña (Burgos).



M. l'Abbé Félix Lahuerta Echeandia, âgé de 40 ans, ancien aumônier de Sestao, est mort à la prison franquiste de Nanclares de la Oca (Alava).

Ce prêtre fut dans sa vie sacerdotale, un exemple vivant de charité évangélique. Dans la ville de Sestao, on l'appelait « le prêtre cuisinier », parce qu'il avait fondé une cuisine publique pour les enfants des ouvriers sans travail. Lui-même faisait chaque jour la distribution des aliments.

NOTE. — Il existe bon nombre d'autres prêtres qui souffrent la prison, dont les noms ne sont pas encore de notre pouvoir.

## LES PRÊTRES BASQUES EMPRISONNES ET PIE XII

S. E. Mgr. Cicognani, Nonce Apostolique à Burgos, a reçu le télégramme suivant de la prison de Dueñas :

« Par mon intermédiaire, les prêtres et religieux emprisonnés à Dueñas prient transmettre V. Em. jubileuse action de grâces à Dieu pour exaltation Emssime Cardinal Pacelli au Pontificat, et rendent à Pie XII hommage loyal, sincère et soumission filiale absolue, en suppliant du Très-Haut bénédiction du nouveau Pontife. »

En réponse, le représentant du Pape a daigné faire parvenir aux malheureux prêtres emprisonnés le touchant message suivant :

« Accomplissant aimable télégramme à l'occasion d'élection Pie XII, je bénis paternellement ces prêtres et religieux, en remerciant d'une façon expressive filiale adhésion au Saint-Siège. Le Nonce Apostolique. »

## SECTION DOCUMENTAIRE

*Normes pour la prédication dans les paroisses du diocèse basque de Vitoria :*

« Quand le concours des fidèles possède et emploie comme langue ordinaire la langue castillane, la prédication se fera en cette langue.

« Quand le concours des fidèles utilise dans son immense majorité la langue basque et rien qu'elle, la prédication se fera en basque.

« Dans toutes les cérémonies religieuses dans lesquelles la prédication aura été faite en basque, il conviendra de faire en castillan un bref résumé de ce qui a été expliqué.

« Les présentes normes entreront en vigueur dans notre diocèse à partir du dimanche treize mars.

« Vitoria, le premier de mars 1938.

« Xavier, Admin. Apost. de Vitoria. »

(Ces normes furent publiées dans le *Bulletin Officiel* de l'évêché de Vitoria le 1er mars 1938. Le ministre de l'Ordre public du Gouvernement de Burgos, M. Martinez Anido, répliqua à l'Administrateur Apostolique de Vitoria de la manière suivante :

« Le *Boletín Oficial del Obispado de Vitoria* » (*Bulletin Officiel* de l'évêché de Vitoria), du premier mars 1938, dispose que, à partir du treize du même mois, entreront en vigueur les normes données par S. I. pour la prédication dans son diocèse; cette disposition est contraire aux ordres que j'ai données au Délégué de l'ordre public quant à l'usage de la langue basque dans les prières et la prédication et dans toutes sortes d'actes publics dans les provinces basques; par conséquent ceux qui

dépendent de mon autorité considéreront comme inexistante la disposition déjà mentionnée de la première autorité ecclésiastique du diocèse de Vitoria.

« Ils voudront bien faire accomplir tout ce que j'ai ordonné à ce sujet. Et la moindre infraction devra être sanctionnée avec la plus grande rigueur.

« Si vraiment il y avait quelque avantage pratique dans la nouvelle disposition ecclésiastique, il conviendrait de la respecter, même si cela devait impliquer un déshonneur pour mon autorité. Mais ce qu'on obtient par là c'est de réduire à néant le principe de l'unité de notre Sainte Croisade, la division de la population en un régime de castes et de groupes, la dissociation des esprits et le libre arbitre pour l'utilisation de la langue basque en faveur d'un certain nombre de personnes, en particulier les prédicateurs et les officiants. Comme tout cela pourrait être un danger pour le maintien de l'ordre public, je ratifie l'ordre déjà donné au sujet de l'emploi unique de la langue espagnole dans la capitale, les chef-lieux et les villes d'une certaine importance. La langue basque pourra être tolérée, par exception, dans les maisons dispersées (caseros) et les villages éloignés, dans la montagne, des principaux centres urbains du pays. Même cela on ne pourra le faire qu'avec l'autorisation du délégué de l'ordre public, qui appréciera, dans chacun des cas, la convenance de l'usage de la langue basque.

« Je prétends être l'homme le plus respectueux envers les principes sacro-saints de la religion, et je ne veux qu'à aucun

moment on puisse m'attribuer le moindre désir de porter atteinte aux préceptes de l'Eglise ou à ses ministres.

« Mais on peut se demander si l'usage de la langue basque peut servir à autre chose qu'à intensifier des passions malsaines et criminelles, dans des moments où nous luttons pour le salut et l'unité de l'Espagne, avec des sentiments et un esprit commun de victoire et de fraternité, en face du marxisme et du séparatisme honteusement liés l'un à l'autre pour le malheur et la honte de la patrie. De plus, nous avons tout lieu de craindre que la langue basque puisse devenir une force de liaison pour rassembler les mauvais patriotes qui par malheur se trouvent en grand nombre camouflés dans les services de l'arrière.

« Nous n'admettons pas qu'on puisse alléguer la méconnaissance de la langue espagnole dans les provinces basques, lesquelles, avec un orgueil légitime, peuvent s'attribuer chez nous la plus haute culture. De plus, il existe actuellement dans ces provinces un grand nombre d'habitants originaires des autres régions espagnoles ; pour ceux-ci, l'usage et l'abus de la langue basque serait une vraie offense contraire aux sentiments de l'hospitalité. De même, il peut arriver que les étrangers qui veulent connaître notre langue et coutumes observent que certaines conceptions absolument indiscutables puissent être entre nous objet de polémiques, et cela précisément dans les moments sublimes où nous sommes en train de terrasser les ennemis de la civilisation et du christianisme.

(Note parue dans le journal de Valladolid *Ed Norte de Castilla*, le 17 mars 1938.)

#### LES MAUX DE LA GUERRE

« La guerre est en soi un grand mal. Elle est, en effet, la violence organisée et dont l'effet inévitable est de détruire les vies humaines et d'accumuler sur les peuples les pires catastrophes.

« De plus, en fait, elle est inapte soit à montrer le droit, soit à le venger. Elle ne donne pas, en effet, nécessairement le triomphe à l'innocence et la défaite à l'injustice. Par elle-même, la victoire va plutôt au plus habile, au plus fort et parfois même à celui que le hasard favorise.

« Comme le duel, elle est donc, au sens théologique du mot, un acte « stupide ou irraisonnable », parce qu'elle ne peut donner ce qu'on lui demande, c'est-à-dire déclarer ou venger un droit.

« Elle est devenue un plus grand mal encore depuis que les inventions scientifiques et l'allure des luttes modernes ont accru

presque à l'infini ses puissances destructrices.

« Aussi, plus que jamais, devons-nous dire que la guerre ne peut être légitime que dans un seul cas : *quand elle est le cas de légitime défense.*

« Et pour être dans le cas de légitime défense, il faut :

« a) Qu'un pays soit injustement attaqué ;

« b) Que cette injuste attaque porte atteinte à un bien dont la perte équivaldrait pour une nation à une véritable déchéance physique ou morale ;

« c) Et qu'il n'y ait aucun autre moyen de se défendre.

« Un pays, en effet, comme un individu, a droit à la vie, à ce qui la constitue et l'intègre. Et quand ce droit est injustement attaqué ou violé, ou empêché de se réaliser, un peuple peut, il doit même se défendre. Mais les maux de toutes les guerres sont si épouvantables et aujourd'hui surtout la lutte peut si facilement s'étendre, que les autres peuples ont le devoir de charité et de prudence d'empêcher le plus possible la guerre et *s'ils le peuvent*, d'imposer, mais par des moyens honnêtes, une solution pacifique du conflit. »

(Le cardinal Verdier.)

#### PIE XI ET LA VIOLENCE.

« Si Pie XI a été l'adversaire le plus clairvoyant, le plus résolu et le plus total du communisme, c'est qu'il voyait en lui le destructeur fatal de l'âme ouvrière, de la dignité ouvrière, du salut ouvrier. C'est son amour pour la classe ouvrière qui a fait de Pie XI le dénonciateur le plus implacable du communisme. Le premier devoir de justice et de charité envers la classe ouvrière lui apparaissait devoir être la vérité intégrale qui seule sauve de l'erreur communiste. Jamais Pie XI n'a voulu un front antimarxiste. Jamais il n'a voulu s'allier à un régime matérialiste, ni recourir à des méthodes de violence pour combattre le communisme. Pour Pie XI « conquérir », c'était convertir. Et on ne convertit pas par la force. S'il a toujours mis en garde avec une vigilance qui ne s'est jamais laissée surprendre contre toute compromission, il a toujours préconisé et dans des circonstances solennelles avec des accents inoubliables, la charité du bon Samaritain qui pansé toutes les blessures et se penche sur toutes les souffrances. Pie XI ne voyait de solution radicale contre le communisme que dans l'instauration d'un ordre social chrétien, dans lequel organisations ouvrières et patronales collaboreraient positivement en vue du bien commun. »

(Chanoine Cardijn.)

# QUESTIONNAIRE

## pour les prêtres basques

### réfugiés en pays étrangers

1° Dans quelle ville exerciez-vous votre ministère avant la guerre ? — De même, depuis le commencement de la guerre jusqu'au moment de votre exil ? — Quels étaient vos collaborateurs ?

2° Comment était organisé l'enseignement du catéchisme aux enfants ?

3° Quelle était la réalité politique et sociale de votre paroisse ? Indiquez les partis politiques et les syndicats ouvriers ; ainsi que leur influence sur la vie publique.

4° Quelles associations catholiques y avait-il et quels moyens étaient employés pour conserver les jeunes gens en contact avec la vie paroissiale ?

5° Quel était le nombre de catholiques pratiquants ? Y avait-il des indifférents et même des ennemis déclarés de l'Eglise ? — Nombre de vocations ecclésiastiques et religieuses.

6° Quels facteurs (écoles, journaux, livres, associations, etc.) contribuaient à la déchristianisation du peuple ? Quel en fut le résultat ?

7° La vie religieuse de votre paroisse souffrit-elle quelque altération depuis le commencement de la guerre jusqu'au moment de votre exil ? L'Eglise fut-elle utilisée comme moyen de propagande politique ou guerrière ?

8° La guerre civile fut-elle l'occasion ou la cause de nouvelles difficultés de conscience contre la religion catholique ? — Indiquez les principales.

9° Où vous trouvez-vous depuis le début de votre exil ? Indiquez le nombre de réfugiés basques qu'il y a dans votre ville. — Quel est le genre d'apostolat qui se fait auprès de ces réfugiés ? (Cathéchisme, prédication...).

10° Quelles œuvres religieuses ont été organisées parmi les réfugiés (exercices spirituels, missions, cercles d'études, pèlerinages...) ? — Indiquez-en le résultat.

11° Avez-vous connu quelques institutions, pratiques religieuses ou moyens d'apostolat, dont l'implantation future serait profitable pour le Pays basque ?

12° Que savez-vous de l'état actuel de votre ancienne paroisse ? La langue maternelle des fidèles y est-elle respectée dans la prédication ? Qu'en est-il des organisations sociales et culturelles que vous aviez créées ? Indiquez le genre et l'esprit des nouvelles associations qui les ont remplacées.



SOCIETE PARISIENNE  
D'IMPRESSIONS  
4 et 5, Rue Saulnier  
PARIS (9<sup>e</sup>)